



MINISTÈRE
DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

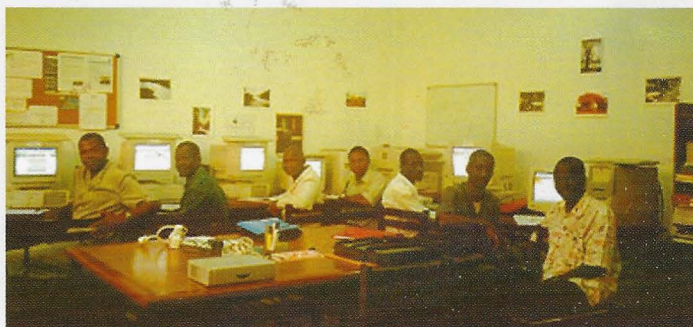
Une initiative du ministère des Affaires étrangères



RESAFAD TICE



*Réseau d'appui francophone pour
l'adaptation et le développement des
technologies de l'information et de la
communication en éducation*



1997-2003

Le RESeau Africain pour la Formation A Distance (RESAFAD) est un projet bilatéral du ministère des Affaires étrangères français qui existe depuis fin 1996. Il concerne désormais neuf pays. En 1998, le Bénin a rejoint le Burkina-Faso, la Guinée, le Mali, le Togo, pays partenaires dès 1996, puis, après 1999, ce fut le tour de la Guinée équatoriale, du Sénégal, de Madagascar et de la Mauritanie de devenir à leur tour des partenaires du programme. Celui-ci a été, en l'an 2000, partiellement rénové et infléchi en fonction des orientations du ministère, des actions déjà réalisées, des modifications de la conjoncture internationale, des différents contextes et des besoins des pays concernés.

Devenu, depuis l'an 2000, le programme RESAFAD-TICE ou RESeau d'Appui Francophone pour l'Adaptation et le Développement des Technologies de l'Information et de la Communication en Education, RESAFAD fait l'objet, de la part du ministère des Affaires étrangères, en tant que projet mobilisateur, d'un second FSP (Fond de Solidarité Prioritaire) en décembre 2000.

A quelques mois de son achèvement officiel, il paraît intéressant de dresser un inventaire des pratiques initiées et/ou explorées par RESAFAD. C'est la raison de cet ouvrage.

Jacques GUIDON, MCF, Université de Nantes
Jean VALERIEN, IA Honoraire
Jacques WALLET, PU, Université de Rouen
Février 2004

Marie-Paule THERY, correspondante Resafad Guinée de 1997 à 2002, a assuré la coordination éditoriale de l'ouvrage

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES OU ACRONYMES.....	PAGE 03
PREAMBULE.....	PAGE 05
Historique et contexte Pertinence de la création du projet RESAFAD	
CHAPITRE 1.....	PAGE 10
L'ORGANISATION INTERNE DE RESAFAD - LES RESSOURCES HUMAINES	
- Le Comité Scientifique	
- Le Consortium d'Appui	
- La Coordination (base arrière)	
- Le Conseiller Technique Régional	
- Les correspondants RESAFAD dans les pays partenaires	
- Le personnel contractuel	
CHAPITRE 2.....	PAGE 13
LE DISPOSITIF TECHNIQUE : LES SALLES DE RESSOURCE DANS LES PAYS PARTENAIRES	
CHAPITRE 3.....	PAGE 17
<i>(Avec ce chapitre commence l'étude des actions et des pratiques initiées par RESAFAD)</i>	
LA FORMATION DES DIRECTEURS D'ECOLE ELEMENTAIRE	
CHAPITRE 4.....	PAGE 22
LE DIPLOME UNIVERSITAIRE DE COMMUNICATEUR MULTIMEDIA	
CHAPITRE 5	PAGE 26
LE SEMINAIRE INTERACTIF DES RESPONSABLES DE PLANIFICATION (SIRP)	
CHAPITRE 6.....	PAGE 31
LE PROJET SUMEF (SUPPORTS MEDIATISES POUR L'EDUCATION ET LA FORMATION)	
CHAPITRE 7.....	PAGE 39
L'EXPERIMENTATION DE L'UEL-PCSM (UNIVERSITE EN LIGNE - PREMIER CYCLE SUR MESURE)	
CHAPITRE 8.....	PAGE 44
LES « INITIATIVES-PAYS » EN FAVEUR DE L'USAGE DES NTIC	
CHAPITRE 9.....	PAGE 48
« EDUSUD » LE SITE PORTAIL DE RESAFAD-TICE ET LES SITES RESAFAD EN AFRIQUE	
CHAPITRE 10.....	PAGE 53
LES SEMINAIRES DE RESAFAD EN AFRIQUE	
DOCUMENTS ANNEXES.....	PAGE 57
SOURCES.....	PAGE 93

**LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES OU ACRONYMES UTILISES
CLASSES PAR ORDRE ALPHABETIQUE**

ACCT	Agence de Coopération Culturelle et Technique
ADEA	Association pour le Développement de l'éducation en Afrique
ADFP	Association pour la Défense de la Pensée Française
AIF	Agence Intergouvernementale de la Francophonie
APC	Association for Progressive Communication
APEP (Burkina-Faso)	Association des parents d'élèves du Primaire
AUF (Burkina-Faso)	Agence Universitaire de la Francophonie (ex AUPELF-UREF)
BREDA	Bureau Régional de l'Education pour l'Afrique
CAFMICRO (Togo)	Centre Africain de Formation à la MICRO informatique
CAFP	Cellule d'Appui à la Formation Professionnelle
CERLESHS (Burkina-Faso)	Centre d'Etudes et de Recherches en Lettres, Sciences Humaines et Sociales
CESAG	Centre d'Etudes Supérieures Africain en Gestion
CIFFAD	Consortium international Francophone de Formation A Distance
CNED	Centre National d'Enseignement à Distance
CONFEMEN	CONFERENCE des Ministres de l'Education
CSN	Coopérant volontaire du Service National
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
DESS	Diplôme d'Etude Supérieures Spécialisées
DEUG	Diplôme d'Etudes Universitaire Générale
DU	Diplôme Universitaire
DIFOP (Togo)	Direction de la Formation Permanente
DUCM	Diplôme Universitaire de Communicateur Multimédia
DUTICE	Diplôme Universitaire en Technologies de l'information et de la communication pour l'Education
EDAL	Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique subsaharienne
EIER (Burkina-Faso)	l'Ecole Inter-états d'Equipement Rural.
ENEP	Ecole Normale des Enseignants du Primaire
ENI	Ecole Normale d'instituteurs
EPT	Education pour Tous
ESI (Burkina-Faso)	Ecole Supérieure d'Ingénieurs
FAD	Formation A distance
FADDE (Guinée)	Formation A Distance des Directeurs d'Ecole
FIED	Fédération Internationale d'Enseignement à Distance
FLE	Français Langue Etrangère
FOAD	Formation Ouverte et A Distance
GEMME	Groupement pour l'Enseignement supérieur sur Mesure Médiatisé
GRETAF	Groupe d'Etude sur l'Education en Afrique
GTSE	Groupe de Travail sur les Statistiques de l'Education
HTML	HyperText Markup Language
IIFE	Institut International de Planification de l'Education
INTIF	l'Institut Francophone des Technologies de l'Information et de la Formation
IRC	Internet Relay Chat.
IRD	Institut de Recherche pour le Développement (ex ORSTOM)
IREMPT (Sénégal)	Institut de Recherche pour l'Enseignement des Mathématiques de la Physique et de la Technologie
ISSEG	Institut des Sciences de l'Education de Guinée

IUFM	Institut de Formation des Maîtres
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MEBA (Burkina-Faso)	Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation.
MENR (Togo)	Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche
METSS (Burkina-Faso)	Ministère de l'Emploi du Travail et de la Sécurité Sociale
MESSRS (Burkina-Faso)	Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
MCPEA (Burkina-Faso)	Ministère du Commerce de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA
MIE (Guinée)	Math-Info-Economie (filiale de la Faculté des Sciences de l'université de Conakry)
NTIC	Nouvelles Technologie de l'information et de la Communication
ONATEL (Burkina-Faso)	Office National des TELécommunications
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAEB(Mali)	Projet d'Appui à l'Enseignement de Base
PAEDIF (Guinée Equatoriale)	Programme d'Appui à l'Enseignement et à la Diffusion du Français
PDF	Portable documents Format
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
RENER	REseau National Education Recherche
RESAFAD.	RESeau Africain pour la Formation A Distance
RESAFAD-TICE	RESeau d'Appui Francophone pour l'Adaptation et le Développement des Technologies de l'Information et de la Communication
RTC	Réseau téléphonique Commuté
RUCA	Réseau Universitaire des Centres d'Autoformation
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SIRP	Séminaire Interactif des Responsables de la Planification (de l'éducation)
SUMEF	Supports médiatisés pour l'Education et la Formation
SYFED	Système Francophone d'Edition et de Diffusion
TD	Travaux Dirigés
TIC	Technologies de l'information et de la Communication
TICE	Technologies de l'information et de la Communication pour l'Education
UeL-PCSM	Université en ligne-Premiers Cycles Sur Mesure
UNESCO	United Nation Educational, Scientific et Cultural Organisation
USAID	US Agency for International Development.
VHS	Video Home System
VCI	Volontaire Civil International

PREAMBULE

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Dès 1995, la Coopération Française a pris la mesure de l'importance des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et du réseau Internet, estimant qu'il s'agissait d'un « enjeu majeur » afin « que les pays en développement ne restent pas à l'écart de ce mouvement qui participe au premier chef de la mondialisation »¹. Elle s'est voulu partie prenante dans le mouvement d'aide internationale, attentive à ce que les NTIC et notamment le réseau Internet, puissent être « un outil d'échange, de transfert de connaissance et de capitalisation... en vue d'une meilleure appropriation des NTIC par l'Afrique, sur le plan des techniques comme de la maîtrise des contenus. »

Cette préoccupation est clairement affirmée comme idée directrice justifiant la création de RESAFAD.

« Le Ministère de la Coopération s'engage dans une réflexion-action sur l'utilisation des NTIC pour la formation à distance dont l'idée directrice sera de faire émerger **une expertise en matière de NTIC au Sud et de favoriser l'utilisation de ces technologies en réseau** de façon à mettre en commun les problèmes et les ressources. Il s'agit, ce faisant, de contribuer à la satisfaction des besoins de formation initiale et continue aux différents niveaux du système éducatif. » Cette phrase, extraite du préambule du rapport de présentation de la première convention signée, en 1996, entre le Ministère de la Coopération et l'Université Paris 7, sera reprise mot pour mot dans la lettre de commande, signée cette fois par le Ministère des Affaires Etrangères – Coopération et Francophonie - en date du 9 avril 1998, qui transfère à l'Audécam² la mise en œuvre du projet avec un comité de pilotage élargi à un consortium d'universités et d'Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM).

En décembre 2000, même si les objectifs sont re-ciblés sectoriellement en faveur prioritairement du secteur primaire et secondaire et élargis à la gestion du système éducatif, la préoccupation de former une expertise nationale et celle de l'utilisation des réseaux demeurent au premier plan.

Le projet RESAFAD s'inscrit ainsi, dès sa conception, dans la logique des préconisations émises déjà lors de la conférence mondiale pour l'Éducation Pour Tous, tenue à Jomtien en mars 1990. Ces mêmes recommandations se retrouvent indiquées, à la même époque, en tant que priorités pour la décennie suivante, dans le livre de Jacques Hallak édité par le PNUD en partenariat avec l'UNESCO et l'IPE, sous le titre « *Investir dans l'avenir, définir les priorités de l'Éducation dans le monde en développement* ». Au chapitre 3, dédié à l'importance de la formation des ressources humaines à propos du progrès technologique, l'auteur insiste sur le fait que former en nombre suffisant des chercheurs nationaux de haut niveau, des formateurs, des ingénieurs, et des techniciens en TIC est, pour un pays en développement, une démarche indispensable pour pouvoir tirer efficacement parti des avantages du progrès technologique, être maître de ses stratégies de développement et acteur de l'innovation en fonction des spécificités du contexte.

Il ajoute que si, dans un premier temps, le recours à une assistance extérieure peut s'avérer nécessaire, ce type de coopération bilatérale ou internationale, doit aboutir à la formation, au plan national, de spécialistes, de gestionnaires, de techniciens. Ce développement du potentiel humain est en effet source de progrès économique tout à la fois pour les pays et les individus qui en bénéficient.

Le projet RESAFAD, établi dans le droit fil de ces préoccupations, présente encore un atout de taille ; la formation sur place qui élimine le risque non négligeable d'une déperdition des ressources humaines formées.

¹ Extraits de la lettre de la rue Monsieur de novembre/décembre 1996, annonçant le lancement du « projet interafricain de formation des directeurs d'école ».

² Intégré par la suite dans l'ADPF (Association pour la Diffusion de la Pensée Française).

PERTINENCE DE LA CREATION DU PROJET RESAFAD

RESAFAD a été initié pour répondre à des besoins jugés comme prioritaires et non satisfaits.

Il est intéressant de noter que le projet de formation à distance des directeurs d'école élémentaire, premier test de fiabilité du dispositif, s'est mis en place, en 1996, à la demande de quatre pays dont trois : le Burkina-Faso, la Guinée et le Mali étaient alors classés dans le groupe des pays les plus pauvres³ par Jacques Hallak de l'Institut International de Planification de l'Education dans son ouvrage cité supra (cf. carte des priorités p. 75/76 - tableau 3.1) en 1990, année de la conférence de Jomtien, sur l'éducation pour tous.

Or, pour ces pays, l'auteur préconise, parmi les priorités, la formation en cours d'emploi et les programmes de formation et ajoute, page 196 : « *la formation en cours de service des directeurs (directrices), chefs d'établissement ... est peut être plus importante qu'elle ne l'a jamais été... Les écoles ont une responsabilité plus lourde et plus complexe envers leurs élèves et la communauté* ».

Cette formation n'a d'ailleurs pas été la seule action entreprise durant la première phase de la mise en œuvre de RESAFAD. La création de centres de ressources et de formation dans les différentes capitales l'a logiquement précédée, ainsi que, dès que cela a été physiquement possible,⁴ l'établissement d'une liaison Internet, fusse par RTC.

Dès avant la seconde phase, débutée en l'an 2000, d'autres initiatives, nées d'une écoute attentive des besoins du terrain, s'étaient déjà mises en place. Ainsi, apparaissent, en 1999, la formation à distance de communicateurs multimédias (DUCM) - en partenariat avec l'Université du Mans - et la mise en route, cette même année, d'un séminaire interactif sur Internet des responsables de la planification scolaire (SIRP).

Le souci de susciter des moments privilégiés d'échanges et de réflexion entre les différents partenaires et des représentants d'autres pays intéressés par l'expérience RESAFAD, a très tôt abouti à l'organisation annuelle de séminaires sur le continent africain : A Ouagadougou, en mars 1998, sur *les nouvelles technologies pour l'enseignement supérieur* et à Dakar en avril 1999, sur *les campus virtuels, services en ligne, nouvelles ressources pédagogiques*. Cette dernière rencontre a été organisée en partenariat avec l'UNESCO⁵.

La volonté de faire vivre le réseau et celle de favoriser la communication externe, notamment auprès des acteurs et des décideurs des différents pays, avait abouti à la création, dès septembre 1997, d'une lettre d'information périodique, d'abord diffusée uniquement sur papier, et début 1998, aussi d'un serveur RESAFAD, quelques semaines avant le séminaire de Ouagadougou. Un espace était réservé à chacun des pays pour une présentation générale géopolitique et l'état d'avancement des actions entreprises par RESAFAD.

Toutes ces initiatives, centrées sur l'autoformation assistée, l'enseignement sur mesure, (Diplôme Universitaire de Communicateur Multimédia et formation à distance des directeurs) et le travail en réseau de groupes virtuels (Séminaire Interactif des Responsables de Planification), cette volonté de communication et d'ouverture, ont suscité naturellement les demandes d'adhésion d'autres pays pour l'ensemble du programme ou pour telle action spécifique⁶.

³ Le Togo n'est pas mentionné dans le tableau.

⁴ Au moment de la mise en place du projet fin 1996, certains pays, comme la Guinée n'avait encore aucune liaison Internet. Pour ce pays il faudra attendre fin septembre 1997 pour que l'opérateur local puisse obtenir une liaison satellitaire grâce au projet américain Leland.

⁵ D'autres séminaires auront lieu par la suite à Lomé en mars 2001, et à Paris en mai 2003. L'ensemble de ces séminaires fera l'objet d'un chapitre en tant que pratiques d'échanges et de communication systématiquement mises en place par RESAFAD.

⁶ C'est le cas de Madagascar présente dans RESAFAD actuellement pour le seul DUCM.

La mise en place d'une seconde phase à partir de l'an 2000 en a été la conséquence logique.

Pourtant le changement significatif du sigle en RESeau d'Appui Francophone pour l'Adaptation et le Développement des Technologies de l'Information et de la Communication en Education, sans référence particulière à la formation à distance, prioritaire lors de la première phase et devenue maintenant un simple moyen de formation, montre une volonté de changement d'orientation.

Il marque un souci d'élargissement du programme à l'ensemble du système éducatif, une volonté de recadrage sur l'extension des usages des TIC pour une meilleure intégration à la réalité économique mondiale, tout en ciblant explicitement sa dimension francophone au service de l'éducation.

Une évolution importante du contexte s'est, en effet produite durant les trois années précédant l'an 2000. La revue sectorielle « Stratégie » N° 14 d'avril 2003, mensuel du réseau TIC des missions économiques, consacrée à la fracture numérique et publiée sur le Web par les soins du Ministère de l'Economie et des Finances, Direction des Relations Economiques Extérieures, indique que « *si l'Afrique reste pauvre en infrastructures TIC... la situation s'est améliorée au cours des trois dernières années, notamment en matière d'accès* ». Parmi les sources citées en appui de ces dires se trouvent deux rapports sur l'état de l'accès à Internet édités sur le Web par l'association APC⁷. Le premier date d'octobre 1998⁸ et le second de juillet 2002.⁹ Mike Jensen, auteur du rapport de 1998, indique en effet que « *le réseau Internet s'est rapidement développé dans toute l'Afrique* » et que si, fin 1996, 16 pays seulement y étaient raccordés, les trois quarts des 53 capitales le sont (en 1998). Il estime le nombre d'internautes entre 800.000 à 1 million, voire peut-être le double, compte tenu des comptes partagés¹⁰. Le rapport de juillet 2002 en décompte 5 à 8 millions avec 1.5 à 2.5 millions en dehors du Maghreb et de l'Afrique du Sud. Désormais toutes les capitales sont reliées ainsi qu'un certain nombre de grandes villes de l'intérieur. L'explosion des cybercafés dans les villes connectées a multiplié les possibilités d'accès bien que demeure le problème des coûts, compte-tenu de la modicité des salaires locaux. Certes, ces aspects positifs ne cachent pas la grande disparité entre les pays et, à l'intérieur de ceux-ci, entre les grandes villes et les campagnes car très peu de pays possèdent, même actuellement, un accès sur l'ensemble du territoire¹¹. Certes aussi demeurent de profondes difficultés structurelles liées à l'irrégularité, voire l'absence de la fourniture électrique, à la carence trop fréquente des réseaux de télécommunications, à la faiblesse des équipements¹²... Pourtant ce qui apparaissait à certains comme utopique lors du lancement du projet ne l'est plus. RESAFAD a fait la preuve qu'un tel type de projet était viable et, de fait, beaucoup de dispositifs, comme la mise en place de salles de ressources, actuellement mis en place par les organismes internationaux se sont calqués sur sa démarche tels, pris à titre d'exemple, Lab-TIC de l'Institut Francophone des Technologies de l'Information et de la Formation (INTIF) de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF), le Campus Numérique Francophone de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) mais aussi WordLink, programme patronné par la Banque

⁷ APC : « Association for Progressive Communication », réseau international d'organisations de la société civile, créée en 1990, dont les membres sont le plus souvent les principaux fournisseurs d'accès Internet dans leur région. Cette association est agréée en tant que consultant de première catégorie au conseil économique et social des Nations-Unies (ECOSOC). Les renseignements sur APC sont disponibles, en anglais et en espagnol, sur <http://www.apc.org/>

⁸ <http://www3.sn.apc.org/>

⁹ Celui de 1998 possède une traduction en français, le second est disponible en anglais.

¹⁰ Plusieurs utilisateurs se partageant la même adresse électronique.

¹¹ L'indicateur de « African Internet Connectivity » en juillet 2003 en cite 8 : le Burkina Faso, le Bénin, le Cap Vert, le Gabon, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Togo.

¹² Voir document annexe N°1.

Mondiale, partenaire entre autres de l'USAID¹³, présent au Burkina Faso, en Mauritanie et au Sénégal.

En effet, si, dans les années 90, les grandes organisations internationales s'étaient d'abord prioritairement intéressées à la mise en place technique des TIC et d'Internet, à la fin de la décennie se sont multipliées les offres de formation. Des agences internationales, comme l'AUF, de grandes universités d'Amérique du Nord ou la Banque Mondiale, initiatrice du projet de l'Université Virtuelle Africaine, intéressées par le secteur éducatif, créent, avec ou sans l'appui de bailleurs de fonds, des dispositifs de formation à distance, offrent des modules pédagogiques diffusables dans le monde entier par l'Internet, sur des cédéroms et via les canaux de la radio ou de la télévision.

Cette offre, de plus en plus abondante, arrive le plus souvent en ordre dispersé, quelques fois de façon redondante mais ne couvre pourtant pas deux besoins fondamentaux des pays en développement : la formation d'une expertise nationale capable d'assurer l'appropriation de ces technologies pour répondre aux besoins spécifiques des pays et la mise à disposition des outils offerts par les technologies de l'information et de la communication au service des systèmes éducatifs nationaux pour une meilleure efficacité de la gestion, de l'administration et des appuis pédagogiques.

L'évolution de RESAFAD, devenu RESAFAD-TICE, va tenir compte de ces facteurs, en se structurant autour de quatre composantes :

1. La formation de spécialistes nationaux de l'utilisation des TIC dans l'éducation : formation d'experts dont les compétences acquises seront validées sur place comme dans la formation des directeurs d'école ou comme dans le cas du DUCM, par des universités françaises et africaines et leurs responsables pédagogiques, formateurs ou tuteurs...
2. Le renforcement des capacités institutionnelles des ministères de l'éducation nationale. Les TIC peuvent apporter une aide précieuse pour l'amélioration du fonctionnement des services de gestion, de planification, de communication. Il s'agit à la fois de mettre au point des outils et de former des cadres à leur conception et leur utilisation.¹⁴
3. Le soutien à des innovations liées aux nouvelles technologies. Il s'agit d'assurer la promotion et la valorisation des TIC par la conduite de projets-pilote tout en favorisant une approche globale des différents acteurs de la société civile concernés par l'éducation : élèves, parents d'élèves, etc.
4. La création de services en ligne d'information et d'échanges. Ces services seront offerts sur un portail pour être à la fois un lieu d'information et de ressources sur les TIC dans l'éducation ouverte à tous. Il va constituer une plate-forme d'échanges et de mutualisation des pratiques et expériences des différents pays partenaires et un espace d'interactivité avec des forums en espace protégé.

La démarche adoptée reste celle mis en œuvre lors de la première phase RESAFAD. Il s'agit toujours d'une formation-action qui s'appuie sur des actions précises qu'il est possible d'observer.

Ce programme de mobilisation pour la formation de ressources humaines nationales sur leur lieu de vie habituelle, contractualisé par des protocoles d'accord entre le Ministère des Affaires Etrangères français et les différents Ministères de l'Education des pays partenaires est actuellement en action, à des degrés divers¹⁵, dans neuf pays africains francophones.

Conformément à la politique de coopération française vis à vis des pays en voie de développement, l'objectif de RESAFAD-TICE est de contribuer, en accord et avec

¹³ US Agency for International Development.

¹⁴ Il s'agit là d'un enjeu important dans la perspective des déconcentrations et des décentralisations en cours dans ces pays.

¹⁵ Certains pays, comme Madagascar, ont choisi de n'adhérer au programme que pour une action précise d'autres comme la Mauritanie, viennent juste d'entrer dans RESAFAD-TICE.

l'appui des autorités locales, de façon significative et pérenne, avec souplesse et flexibilité, au développement d'une expertise nationale susceptible d'agir efficacement, de l'intérieur, pour une meilleure adaptation des systèmes éducatifs.

CHAPITRE 1

L'ORGANISATION INTERNE DE RESAFAD - LES RESSOURCES HUMAINES

Comme tous les projets d'une certaine importance, l'organisation de celui-ci s'appuie sur des ressources humaines qui agissent à différents niveaux d'action et de responsabilité.

Elle comprend tout d'abord des organes de caution scientifique, d'appui, de régulation et de contrôle de la fiabilité des actions entreprises par le programme. A ce titre, RESAFAD s'est doté d'un Comité Scientifique, d'un Consortium Universitaire d'Appui, et d'une équipe de coordination appelée « base arrière ».

Le Comité Scientifique

Le pilotage du projet est assuré par un Comité Scientifique.

Prévu dès l'origine de RESAFAD, il existe depuis juin 1996. Ses membres sont les représentants de grands opérateurs français comme le Centre National d'Enseignement à Distance (CNED), la Fédération Internationale d'Enseignement à Distance (FIED), le Groupement pour l'Enseignement supérieur sur Mesure Médiatisé (GEMME), le Réseau Universitaire des Centres d'Auto formation (RUCA), des organismes internationaux comme l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF) l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), l'UNESCO¹⁶, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et trois universités africaines, Cheikh Anta Diop de Dakar, Lomé et Ouagadougou qui interviennent à tout de rôle. Le comité scientifique se réunit une à deux fois par an sous la présidence de la Direction de la Coopération Technique du Ministère des Affaires Etrangères.

Le Consortium d'Appui

Le Consortium inter-universitaire d'Appui à RESAFAD a été créé en 1997/98 à l'instigation du Ministère français de l'Education Nationale. Actuellement cinq Universités et deux IUFM sont membres de ce consortium.

Il a réuni au départ des laboratoires universitaires spécialisés en matière de TIC en informatique, Sciences de l'Education ou en Sciences de l'Information et de la Communication de Paris 7, Paris 8, Paris 13, Le Mans, ainsi que l'IUFM de Versailles.

En 1999, Paris 7 s'est retiré, et l'Université de Rouen est devenue membre du consortium.

En juillet 2001, l'IUFM de Bretagne (Rennes) a rejoint le consortium.

Un protocole lie RESAFAD-TICE et chacune de ses institutions au travers de l'Association pour la Diffusion de la Pensée Française (ADPF)¹⁷. Ce protocole définit le cadre de l'accord et précise la nature et la forme de la collaboration entre l'institution partenaire et l'ADPF dans le cadre d'une complémentarité entre les différents partenaires en vue de contribuer plus efficacement à la réalisation du programme RESAFAD.

Des contacts ont été également établis avec l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris ainsi qu'avec l'IUFM de la Réunion dans le cadre d'une étude menée pour le Ministère des Affaires Etrangères sur Madagascar.

Depuis l'an 2000, un protocole lie RESAFAD au Réseau Universitaire des Centres d'Auto formation (RUCA) pour l'expérimentation du programme "Université en Ligne, Premier Cycle sur Mesure" (UeL-PCSM).

Ce consortium inter-universitaire d'appui se réunit une à deux fois par an. Son apport au programme RESAFAD-TICE est très diversifié¹⁸.

¹⁶ United Nation Educational, Scientific and Cultural Organisation.

¹⁷ intégrant l'ex AUDECAM.

¹⁸ Consulter le document en annexe 2.

La Coordination (base arrière)¹⁹

Trois personnes composent cette coordination : un coordinateur, consultant expert au Ministère des Affaires étrangères et à l'UNESCO et deux universitaires, conseillers scientifiques, l'un expert en TIC et le second expert en Sciences de l'Éducation et formation ouverte et à distance (FOAD). Ensemble, ils assurent un pilotage en cohérence du programme RESAFAD. Leur rôle est à la fois de réfléchir sur la mise en place des axes d'actions à entreprendre et d'être un appui auprès des correspondants RESAFAD sur le terrain. A tour de rôle, ils entreprennent des missions soit pour visiter les pays partenaires en fonction des actions en cours, soit pour identifier sur place l'opportunité de répondre à des demandes d'adhésion. Ils assument enfin une fonction de communicants indispensable à la lisibilité du projet dans le cadre de la politique de coopération française, dans les conférences en France et à l'étranger, sur l'usage et la diffusion des TIC dans le monde éducatif. La Coordination se réunit très régulièrement et maintient un contact permanent entre ses membres par le courrier électronique, des téléconférences et le téléphone.

Un ingénieur informaticien, à mi-temps assure la veille technologique et une collaboratrice rédactrice qui assume en plus la charge de la maintenance des contenus du site Edusud, complètent cette « base arrière » logée à Paris dans les locaux de l'ADPF²⁰.

A un autre niveau se trouvent un Conseiller Technique Régional et les acteurs de terrains que sont les correspondants RESAFAD dans les pays partenaires.

Le Conseiller Technique Régional (poste créé en l'an 2001)²¹

La création d'un poste de Conseiller Technique Régional en l'an 2001, correspond à la volonté de la Coordination de mieux structurer géographiquement le projet à un moment où le nombre des pays partenaires a quasiment doublé. Il a paru important de rendre plus efficace la communication et de créer un échelon intermédiaire qui puisse assurer un suivi de l'évolution du programme et accomplir certaines missions dans les pays partenaires sans faire obligatoirement appel à l'un ou l'autre des coordinateurs venu de France.

Les objectifs présentés sont énoncés dans la lettre de mission du Conseiller Régional : il s'agit d'apporter un soutien logistique et technique au développement du réseau dont les antennes locales doivent dans chaque pays constituer des centres reconnus d'expertise pour l'utilisation des TIC. Il a en charge le développement des sites Internet RESAFAD créés ou à créer dans les pays partenaires pour que se développe une forte dynamique de réseau. Il lui faut suivre le développement des recherches-action menées dans les pays participants et informer régulièrement l'équipe de Coordination générale à Paris de l'avancée du programme par courrier électronique, au moyen de conférences téléphoniques, voire de rencontres lors de missions ou au cours de séminaires. Il doit également apporter un appui à la préparation des séminaires annuels inter-états en Afrique.

Pour mener à bien ces différents objectifs, le Conseiller Technique Régional est amené à programmer des missions régulières dans les différents pays partenaires²².

Les correspondants RESAFAD dans les pays partenaires²³

¹⁹ Voir la liste des coordinateurs en annexe 3-1.

²⁰ A l'adresse suivante « les patios Saint Jacques », 6 rue de Ferrus, 75013 Paris.

²¹ Cette nouvelle fonction a été confiée à Jean-François Terret, Assistant Technique au Burkina Faso à partir de septembre 1996 et en poste au Bénin depuis septembre 2002.

²² Entre 2001 et 2003, le Conseiller Technique Régional a ainsi été amené à effectuer 8 missions au Bénin ; en Guinée équatoriale, au Mali, en Mauritanie, au Sénégal et au Togo. Certains pays comme la Guinée équatoriale, en cours d'installation du projet ou le Togo avec la mise en place à partir de 2001, d'un pôle technologique à l'Université de Lomé, ont fait l'objet de deux visites.

²³ Voir la liste des responsables en annexe 3-2.

Experts en ingénierie de la formation, à la fois concepteurs et praticiens, ils doivent savoir utiliser et adapter les ressources des TIC et des réseaux en fonction des besoins et des possibilités locales. Placés sous l'autorité du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'ambassade de France, ils sont responsables à la fois de la gestion administrative et technique de la (des) salle(s) de ressources, des contacts avec les partenaires nationaux et de la mise en œuvre des « commandes » au projet comme par exemple la formation des directeurs d'école. Leur immersion dans les pays, les rend aptes à imaginer, proposer à la Coordination et initier des actions de formation ou d'adaptations de nouveaux usages des TIC pour le secteur éducatif. Ces actions doivent être en conformité avec les objectifs de RESAFAD, selon les grands axes définis lors de la mise en œuvre du projet. Elles doivent être aussi adaptées aux demandes et aux besoins spécifiques des pays dans lesquels ils vivent. Administrateurs du serveur local, ils ont également une fonction importante d'information, de communication et d'échange, notamment avec les autres membres du réseau.

Cette charge, dans un premier temps, avant 1999, a été assurée exclusivement par des Assistants Techniques français spécialement nommés au poste de conseiller en formation. Cela a été le cas au Burkina Faso, en Guinée, au Mali, au Togo et au Bénin.

Par la suite, avec l'arrivée de nouveaux pays partenaires, les responsables RESAFAD sont désormais des nationaux à l'exception de la Guinée Equatoriale.²⁴. C'est le cas au Sénégal, à Madagascar et en Mauritanie. Le remplacement d'un personnel français à la fin de son contrat par un responsable national s'est déjà effectué au Mali et en Guinée. Au Togo la situation est originale car co-existent un correspondant RESAFAD togolais et un Assistant Technique qui s'occupe plus particulièrement du Pôle Technologique réunissant à la fois des partenaires nationaux - l'Université et le Ministère de l'Education - et des acteurs de coopération - l'Agence Universitaire de la Francophonie et RESAFAD.

Le personnel contractuel

Enfin, à ces ressources humaines déjà citées, il faut en ajouter d'autres dont le rôle est loin d'être négligeable. Il s'agit à la fois de collaborateurs réguliers qui ont accepté, par exemple dans le cadre du partenariat du Consortium d'Appui, de fournir des documents pour le portail Edusud ou d'animer un forum et d'un certain nombre de personnes recrutées pour effectuer un travail précis durant une période déterminée.

Il est possible de distinguer deux types de personnel contractuel. Des personnes engagées sur une courte période pour un travail ponctuel comme par exemple une recherche sur le Web - ces personnes peuvent être soit en France soit dans l'un ou l'autre des pays partenaires²⁵ - et d'autres qui sont le plus souvent des étudiants en DESS ou DEA, et qui viennent à RESAFAD dans le cadre de leur travail de mémoire et participent aux différentes activités du programme en fonction de leurs capacités et leurs centres d'intérêt²⁶.

²⁴ Dans ce pays le Ministère des Affaires Etrangères a envoyé une Volontaire Civile internationale, pour aider à la mise en route du programme RESAFAD-TICE.

²⁵ C'est ainsi que durant une année une guinéenne, madame Jeanne Soumah, a effectué, quelques heures par semaine, une veille sur les sites africains à partir de Conakry.

²⁶ A titre d'exemple la préparation du dernier séminaire de RESAFAD qui eut lieu en mai 2003 dans les locaux de l'UNESCO avait été confié à un stagiaire, M. Christophe Chaillot.

CHAPITRE 2

LE DISPOSITIF TECHNIQUE DANS LES PAYS PARTENAIRES

LES SALLES DE RESSOURCES DANS LES PAYS PARTENAIRES

La mise en place de centres de ressources RESAFAD, situés dans chacun des pays du réseau et connecté à l'Internet a été une initiative et un objectif dès l'origine du programme. Elément indispensable à la réalisation du programme, elle visait à l'intégration des TIC pour les actions de formation en localisant les dispositifs, les pratiques, les compétences et les productions.

Cette idée, en 1996, n'était ni très répandue, ni complètement évidente à mettre en œuvre dans des pays où l'Internet était encore balbutiant, voire n'existait que sous forme de projet, où les ressources humaines qualifiées étaient rares, et dans un contexte où il fallait éventuellement lever un certain nombre de réticences et de contraintes d'environnement²⁷.

Dès l'origine, chaque capitale des pays partenaires de RESAFAD s'est vu doter d'un centre de ressources.

Les concepteurs du projet ont défini un schéma²⁸ pour cette salle de ressources devant répondre à différents niveaux de services : service de formation, service d'édition et de production de contenus médiatisés, service d'information sur les activités, enfin services Internet pour des usagers à cibler.

Associées à ces services, une petite bibliothèque et une médiathèque axées sur les aspects informatiques, TIC et Formation A Distance pour utilisateurs, ont été également mises en place.

Il faut rappeler que, tel qu'il avait été conçu à l'époque, un tel dispositif était innovant en Afrique et que dans plusieurs capitales comme à Conakry en Guinée, il n'existait en 1997 aucune salle de ressources de ce type.

A l'origine, chaque salle située dans les capitales des quatre premiers pays partenaires, à savoir le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Togo, fut aménagée sur ce modèle avec le même matériel. Par la suite et en fonction des différentes actions entreprises dans tel ou tel pays, il put s'établir des différences d'équipement suivant les besoins exprimés par les correspondants selon que ce pays participait, par exemple au Diplôme Universitaire Communicateur Multimédia, comme le Burkina et le Togo en 1999, ou mettait sur pied une expérimentation spécifique comme celle de l'UeL-PCSM (*Université en Ligne -Premier cycle Sur Mesure*) en Guinée en 2000.

A titre d'exemple, nous allons reprendre, en grande partie, le rapport de présentation de l'équipement du centre du Burkina, fait par Jean-François Terret²⁹ en juin 2001, pour montrer comment ce lieu a évolué pour être toujours un lieu de ressources performant adapté au contexte.

Le centre RESAFAD du Burkina Faso a été ouvert en octobre 1997.

Afin de pouvoir bénéficier rapidement de la connexion permanente à Internet que prévoyait d'installer l'AUPELF-UREF³⁰ en son centre SYFED, une salle a été demandée à l'Université de Ouagadougou. Pour les dirigeants du service local de Coopération française, le rapprochement avec le centre SYFED permettait d'envisager une synergie qui apparaîtra, de fait, de manière ponctuelle.

La connexion sera effectivement réalisée dans le cadre d'une association, le RENER - REseau National Education Recherche.

Un premier équipement est mis en place en novembre 1997. Il comprend alors :

- dix postes multimédias de type P100, DD 1.2 Go, OS W95

²⁷ D'où un certain scepticisme, y compris dans les milieux français de coopération locaux, quant au projet RESAFAD, son utilité et à son devenir.

²⁸ Le document 4 en annexe montre la représentation du schéma qui a servi de base pour la mise en place des différentes salles des pays partenaires du projet.

²⁹ A l'époque correspondant RESAFAD au Burkina.

³⁰ Actuellement AUF Agence Universitaire de la Francophonie.

- neuf moniteurs 15" et deux moniteurs 17"
- un serveur HP P200 avec deux disques durs de 2Go, OS Linux
- onze onduleurs
- une imprimante réseau HPV, une imprimante HP 820Cxi, un scanner HP, un appareil photo numérique Kodak, une carte d'acquisition vidéo, un graveur de cédérom, un lecteur de cartouches DAT, 10 casques audio, cinq modems
- logiciels : MS Office 95, Photoshop 3.0, Premiere 4.0

L'ensemble a été monté en réseau BNC.

La connexion Internet a d'abord été effectuée sur un seul poste par modem et RTC. En février 98, la connexion via le serveur du centre SYFED a été réalisée. Elle permettait la navigation. En revanche, le défaut d'adresse IP disponible rendait impossible la visibilité du serveur RESAFAD sur Internet. Celle-ci n'est intervenue qu'en octobre 1998.

Depuis cette date, le centre de ressources RESAFAD est connecté à Internet via une liaison permanente partagée physiquement avec le centre SYFED et la Bibliothèque Universitaire Centrale.

Le réseau local du centre RESAFAD comprend un serveur Internet et 18 machines en réseau. Le réseau utilise un hub et un câblage de type RJ45

Le parc informatique du centre a été renouvelé en avril 2001. Onze PC de type Pentium III doté de 64Mo de Ram, de disques durs de 20 Go, utilisant Windows 98 et un serveur PC Pentium III doté de 128Mo, de deux disques de 20Go, utilisant Linux ont été achetés par RESAFAD à un fournisseur local.

La configuration du réseau a été effectuée par un expert local dans le cadre d'une prestation de services incluant l'installation de Linux sur le serveur, la configuration des serveurs courrier, Web et FTP, la récupération des données de l'ancien serveur. En outre, la configuration réseau permet à chaque usager du réseau d'accéder à un espace personnel sur le serveur en saisissant son identifiant et son mot de passe sur n'importe quel poste du réseau local³¹.

Une imprimante rapide (HP 4V) est partagée par le réseau.

Dans le cadre de la composante « Appui au développement d'une filière multimédia à l'Université de Ouagadougou », un douzième poste PC Pentium III a complété la donation RESAFAD auquel s'est ajouté un PC portable Toshiba et deux vidéo projecteurs afin d'optimiser le rendement pédagogique des formations effectuées à Ouagadougou, à Bobo Dioulasso ou dans le cadre de missions et permettre la tenue de conférences.

D'autres équipements ont été achetés afin de permettre la mise en œuvre du DUCM à l'ESI de Université polytechnique de Bobo-Dioulasso : appareil photo numérique, scanner, imprimante laser, logiciels de Bureautique et pour le multimédia.

Dernier progrès au niveau de la connectique, un hub a été installé par le RESAFAD afin de permettre la répartition de la connectivité apportée par une fibre optique posée par le centre Syfed joignant le point nodal du REFER. La location du port auprès du fournisseur d'accès à Internet³² est partagée par l'ensemble des membres³³ de l'association. Le port loué à l'ONATEL offre un débit de 64Kb/s. Cette vitesse était tout à fait satisfaisante au début de l'association mais est devenue très insuffisante du fait du nombre de machines qui ont été raccordées au réseau³⁴. L'augmentation du débit de 64 à 128Kb/s est à l'étude. A plus long terme, une connexion par satellite type V-SAT est envisagée.

Il faut également noter que le centre bénéficie d'autres dotations dans le cadre de ses actions intégrées à l'une des composantes du secteur éducatif du SCAC³⁵. Outre

³¹ Ceci simplifie la maintenance des postes de la salle où les fichiers, dossiers, profils et sessions créés sont systématiquement effacés chaque semaine.

³² Ce fournisseur est l'opérateur national de télécommunications, l'ONATEL.

³³ Les membres du RENER sont le Centre National de Recherche Scientifique et Technologique, l'Institut de Recherche pour le Développement, l'Université de Ouagadougou, le SYFED, le RESAFAD, l'Ecole Inter-états d'Équipement Rural (EIER).

³⁴ 50 machines à l'IRD, environ 100 à l'Université, 200 à l'EIER, 6 au SYFED et 15 au RESAFAD.

³⁵ SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle, présent dans toutes les ambassades.

la dotation originale et son récent renouvellement par le RESAFAD, le centre a reçu des compléments d'équipement dans le cadre de la composante "Développement d'une filière professionnalisante multimédia" du Projet d'Appui à l'Enseignement Supérieur de la Coopération française.

Des équipements permettant d'effectuer des traitements audionumériques et vidéo-numériques ont été acquis dans le cadre de cette composante. Un caméscope et un magnétoscope numérique ont été achetés, un poste de travail de type PC Pentium III, cadencé à 700Mhz, doté de 256Mo de RAM, deux disques durs de 30Go, une carte son Creative "Live Platinum" et une carte Matrox RT2000. Pour le développement de cette filière, une formation courte à l'utilisation du logiciel de montage Adobe Première 5.1 a été organisée par le correspondant RESAFAD à l'intention de deux collaborateurs techniques réguliers, lauréats de la première promotion du DUCM, et du correspondant RESAFAD.

L'exemple du centre RESAFAD au Burkina-Faso montre bien le souci des coordinateurs et des correspondants de terrain de faire de ces centres de ressources des pôles technologiques performants au service de l'éducation.

Certes, tous les centres n'ont pas connu un développement aussi remarquable que celui de Ouagadougou qui a bénéficié d'un environnement particulièrement favorable, mais tous ont évolué à l'écoute des besoins et en fonction des opportunités qui se présentaient, au service du pays dans lesquels ils se trouvent implantés.

L'exemple du Burkina-Faso montre également que les centres RESAFAD peuvent recevoir des dotations pour leurs participations à la réalisation d'actions inscrites dans des projets de type FSP de la Coopération française. Ce type de renforcement logistique est également possible dans le cadre d'un partenariat avec d'autres institutions ou bailleurs de fonds.

Si le centre de Ouagadougou fait partie des plus anciens centres implantés, les centres des nouveaux pays partenaires qui se sont créés récemment comme celui de Dakar³⁶, ou comme celui de Bata en Guinée équatoriale, bénéficient à la fois de l'expérience des centres plus anciens et d'un choix de matériel acheté en fonction des besoins et des performances attendues dans les actions entreprises. C'est ainsi que le centre multimédia RESAFAD-Sénégal est doté depuis septembre 2003 d'un réseau local sans fil³⁷ couplé à son réseau classique filaire. Ce réseau sans fil est alimenté par un routeur émetteur sur un rayon de 400m et comporte 10 ordinateurs portables IBM Thinkpad 1,6Ghz 256Mo de Ram, munis de carte réseau Wireless D-link Airplus réceptrice sur 10km. Avec ces nouvelles technologies RESAFAD-Sénégal met à la disposition des enseignants des outils modernes qui leurs permettent d'être plus performants dans leurs méthodes de travail.

Incontestablement ces centres ont réussi à devenir des références de formations et des TIC, des lieux d'accueil et de consultation³⁸, tout en échappant au piège de devenir un cybercafé ou un lieu de formation bureautique en concurrence avec le secteur privé. Ils y sont parvenus grâce au soin attentif des responsables RESAFAD veillant à faire de ces centres un espace ouvert et à choisir un public ciblé en référence avec les objectifs des grands axes d'action de RESAFAD-TICE.

Prévu à l'origine, le déploiement de liaisons en région pour un travail en réseau a été tenté. Par exemple au Mali ont fonctionné quelque temps deux liaisons Internet³⁹. En Guinée le centre RESAFAD de Conakry a travaillé à l'élaboration de modules pour la formation des directeurs d'école, via Internet, avec deux centres

³⁶ Voir le schéma du centre de Dakar en annexe 5.

³⁷ RESAFAD-Sénégal est connecté à Internet par sans fil via l'université Cheikh Anta Diop

³⁸ Voir document annexe n° 6.

³⁹ L'installation par RESAFAD, en juin 1998, dans les régions de Kayes et de Mopti, de deux ordinateurs équipés d'un modem a permis de tester deux liaisons téléphoniques inter-urbaines mais la faiblesse des débits de données n'a permis que l'utilisation du courriel. Cette expérience n'a pas pu être poursuivie au-delà de quelques mois.

régionaux⁴⁰ dédiés à la formation des enseignants. Malgré ces expériences, il n'est pas possible actuellement de parler d'implantation d'un réseau de véritables centres RESAFAD ni même de liaisons qui aient fonctionné longtemps de façon satisfaisante régulièrement. Pour reprendre le cas de la Guinée, après quelques séances d'un travail collaboratif⁴¹, en 1999, entre l'équipe des formateurs de Conakry et un groupe de formateurs travaillant à Labé, à 430 km de la capitale, la multiplicité des pannes, la faiblesse des débits et la difficulté d'accès au réseau local⁴² ont rendu tout effort inopérant. Il faut toutefois noter que la décision en avril 2003 de créer un centre de ressources à Bata en liaison avec celui de Malabo, déjà installé, va permettre de relancer l'expérience en Guinée Equatoriale. Le Sénégal a prévu de se doter d'un réseau de 11 centres de ressources, chacun d'eux desservant une académie. Au-delà du centre de ressources implanté à Dakar, un premier centre du futur réseau existe déjà à Thiès.

Il faut également constater, au plan du fonctionnement interne de RESAFAD, l'interactivité entre les salles de ressources des différents pays reste insuffisante et que l'assistance mutuelle d'un centre à l'autre n'existe que trop souvent de façon ponctuelle.

Il y a lieu de réfléchir à ces difficultés pour y remédier dans l'avenir. Le Conseiller Technique Régional est chargé d'insuffler une nouvelle dynamique pour l'interactivité entre les salles RESAFAD. Cependant le poids des difficultés matérielles et notamment l'irrégularité de la fourniture d'électricité et la carence toujours actuelle des services de télécommunication locaux dans certains pays, font que d'aboutir réside dans une intégration conjointe avec un réseau national pour l'enseignement et la recherche pour lesquels certains pays, comme le Sénégal, sont décidés à s'engager. On peut aussi réfléchir à la voie d'un possible partenariat par une association avec de grands opérateurs internationaux comme l'USAID lorsqu'ils prennent en charge la mise en place d'une connectivité permanente dans des institutions universitaires comme cela est le cas au Mali.

⁴⁰ A Labé, capitale régionale du Fouta et à N'Zérékoré dans le sud de la Guinée, en zone forestière.

⁴¹ Deux modules et deux des quatre devoirs furent faits de cette façon.

⁴² Contrecoup inattendu du florissement des cybercafés, l'implantation de deux cyber à Labé a saturé les possibilités d'accès à Internet, rendant encore un peu plus aléatoire la connexion pour les premiers usagers.

CHAPITRE 3

LA FORMATION DES DIRECTEURS D'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

La formation à distance des Directeurs d'école est une action de ré-ingénierie de la formation à distance, de type télé-enseignement, menée en parallèle dans quatre pays Burkina-Faso, Guinée, Mali, Togo. Elle s'insère dans la formation continue du personnel du secteur éducatif.

Cette formation-action est à l'origine du projet et du déploiement logistique de RESAFAD dans les quatre premiers pays partenaires en 1997. Cette première expérimentation concernant la formation à distance des directeurs d'école, est dans le droit fil des recommandations de la CONFEMEN en 1992, et des conclusions des séminaires tenus à Yaoundé en juin 1995 (UNESCO) et Conakry en septembre 1995 (CIIFFAD-ACCT) sur la formation à distance. Son objectif, défini dès le séminaire de Paris⁴³ en février 1996, visait à améliorer les savoirs et les savoir-faire des directeurs déjà en fonction : ceux-ci, quel que soit le pays, n'ayant jamais reçu de formation spécifique à leur charge de directeur avant ou pendant leur entrée en fonction.

Le texte de présentation du projet au Burkina Faso qui constitue l'introduction du document fondateur de l'action dans ce pays, document intitulé "*Projet d'action de formation à distance des directeurs d'école*" montre bien les enjeux de cette action. On y lit ceci : "*Les directeurs d'école occupent une position stratégique dans un contexte où de jeunes enseignants arrivent sur le terrain sans formation initiale conséquente. En outre, la tendance à la décentralisation de l'autorité, la nouvelle vision de l'école et les appels lancés aux communautés de base pour prendre en charge le fonctionnement de l'école confèrent aux directeurs d'école des responsabilités nouvelles. Dans cette perspective, le premier responsable de l'école qu'est le directeur se voit confier des tâches accrues. En plus de ses tâches classiques, il devient un gestionnaire qui doit, dans un esprit de partenariat, générer, gérer et planifier des ressources pour faire de l'école un véritable lieu de l'éducation pour le développement.*"

Dans chaque pays une douzaine, en moyenne, de concepteurs-formateurs appartenant tous à l'éducation nationale et ayant une bonne connaissance du public choisi comme apprenants⁴⁴, a, dans un premier temps, été formée par les soins de RESAFAD. Il s'agissait d'inspecteurs, de conseillers pédagogiques, d'enseignants-formateurs d'institutions de formation pédagogique⁴⁵, de professeurs d'Ecole Normale d'Instituteurs (ENI), de directeurs d'école... Ils ont été initiés à la formation à distance, à la production de contenus médiatisés à l'aide de documents sur cédérom, spécialement écrits à leur intention et personnalisés par les responsables-pays du RESAFAD, experts en ingénierie didactique, spécialistes de l'enseignement à distance et de la transmission des connaissances à l'aide des

⁴³ Ce séminaire de réflexion sur la formation à distance des directeurs d'écoles a réuni des délégations venues de six pays : Bénin, Burkina Faso, Gabon, Guinée, Mali, Togo. Il y fut décidé que dans le cadre de la formation à distance des directeurs d'écoles primaires, des concepteurs nationaux seraient formés aux méthodes de création de dispositifs et d'outils de formation à distance. En outre le déploiement du RESAFAD devait permettre d'ajouter à cette formation méthodologique une formation technique à l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, pour l'échange des réflexions et des ressources produites par les équipes nationales, via les outils accessibles par Internet.

⁴⁴ Si au Togo et au Mali l'équipe des concepteurs s'est constituée en une fois, en Guinée elle s'est agrandie grâce l'apport d'équipes distantes, préalablement formées en région et travaillant via Internet avec le groupe des concepteurs basé à Conakry. Au Burkina Faso en 1997-1998, la formation d'un premier groupe de cinq concepteurs d'outils pour la Formation à Distance des directeurs d'école a abouti à la conception et à la validation d'un premier module, en 1999, six nouveaux concepteurs ont profité de la formation méthodologique et technique dispensée au centre de ressources du RESAFAD et à l'ENEP de Bobo-Dioulasso. En 2000, enfin, huit nouveaux concepteurs ont été formés.

⁴⁵ Comme l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (ISSEG) ou les Ecoles Nationales d'Enseignement du Primaire au Burkina Faso.

NTIC. A cette formation méthodologique, s'est ajoutée une formation technique et pratique à l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, visant à permettre l'échange des réflexions et des ressources produites par les équipes nationales via les outils accessibles par Internet et, en premier lieu, le courrier électronique et l'usage des documents attachés.

Les équipes nationales, ainsi formées, ont ensuite commencé leur travail d'élaboration des modules. Les modules déjà créés ou en voie d'élaboration étaient adressés, via Internet, aux autres équipes des pays partenaires dans un souci de mutualisation des ressources. Ces documents firent l'objet d'une étude attentive et comparée par chaque équipe nationale. Le souci était double : d'une part profiter de ce qui existait et de l'autre ne pas plagier mais faire un produit de formation en adéquation avec les besoins du public, son niveau d'étude très disparate et qui soit adapté au contexte de chaque pays. Cette base documentaire fut un puissant stimulant qui, ajoutée à d'autres documents trouvés, sur place ou par une recherche documentaire, permit à chaque équipe de travailler aux plus près des objectifs définis pour cette formation.

Cette façon de travailler s'avéra pérenne, même si les modalités variaient d'un pays à l'autre. Au total c'est près de 80 fascicules⁴⁶ qui touchent à la professionnalisation de la fonction de directeur d'école qui sont aujourd'hui disponibles. Ils sont tous sous forme numérisée, donc facilement exportables.

La méthode de formation choisie dans les quatre pays fut une formation à distance classique sur support papier avec un recours au tutorat pour des regroupements.

Par contre, les plans d'action de la formation furent différents selon les pays, le cadrage du calendrier d'exécution, le secteur géographique concerné et le type d'évaluation envisagée.

Au Togo, la formation des directeurs se fit de façon très institutionnelle. Le Togo fut le seul pays où elle revêtit un caractère obligatoire. Chaque directeur concerné devait signer une lettre d'engagement de suivre la formation. En échange, le ministère assurait la confirmation dans leurs fonctions des directeurs ayant suivi avec succès la formation et leur inscription sur une liste d'aptitude.

Elle concerna 2183 directeurs de l'Enseignement public sur les 2397 directeurs en poste en 1999. Elle se fit en deux étapes. La première concerna seulement deux régions celle de Lomé-Maritime et de Kara, soit près de 800 directeurs, à partir d'avril 1998. Elle fut suivie de la généralisation de la formation à l'ensemble du pays. Celle-ci débuta en janvier 1999 pour se terminer en juin 2000.

Les concepteurs produisirent 21 séquences (cours, exercices d'auto évaluation, exercices) réparties en 8 livrets représentant 255 pages de cours auxquelles s'ajoutaient le travail d'évaluation et les corrections à l'intention des tuteurs. Le tutorat a été mis en place dans le cadre du système hiérarchique traditionnel (inspecteurs, conseillers pédagogiques) et n'a donc pas, à l'instar du Burkina et de la Guinée, fait l'objet d'une formation particulière. Les directeurs furent répartis en 94 classes virtuelles et six regroupements ont eu lieu lors de la première phase et cinq durant celle de diffusion nationale. Le contrôle continu des connaissances a été réalisé, au cours de cinq évaluations successives. Le bilan de la formation s'est avéré très positif puisque 93,6 % des 2183 directeurs formés ont été reçus.

Au Mali, la situation se présentait de façon particulière. En effet une formation des directeurs d'école, dirigée par une équipe mixte franco-malienne, la cellule d'appui à l'Enseignement Fondamental (PAEB) du Ministère de l'Education de Base, était déjà en cours. Un premier module, le « module administratif » traitant tous les aspects du rôle administratif du directeur, était bien avancé. L'arrivée de RESAFAD n'arrêta pas cette formation qui se poursuivra de 1997 à 1999. La chef de projet⁴⁷ devenue correspondant RESAFAD, les concepteurs acceptèrent de se former à la méthodologie de la formation à distance et à l'usage des NTIC et d'Internet. Le

⁴⁶ Voir la liste en annexe 7.

⁴⁷ Mme Monique JEHAN

premier module fut d'ailleurs numérisé et par la suite converti en html, en 1998, pour favoriser sa diffusion à l'intérieur du Réseau RESAFAD

Un second module, le « module d'animation pédagogique » fut élaboré⁴⁸, lui-même divisé en trois sous-parties dédiées successivement à l'organisation pédagogique et matérielle de l'école, au rôle du directeur en tant qu'animateur pédagogique et au projet d'école⁴⁹. Il fut diffusé dans les zones géographiques choisies pour l'expérimentation, (Mopti, Kayes). L'apprentissage de chacun des sous-modules faisant l'objet d'une évaluation. La méthode de travail adoptée fut la même durant les deux années de formation : envoi groupé des modules et des devoirs, correction transmise en fin de formation, lors d'un regroupement.

Trois modules ont été diffusés à 2175 directeurs en 1998 et 1999. Il n'y eut pas d'attestation officielle de réussite données aux apprenants ni d'inscription sur une liste d'aptitude. Il convient toutefois de noter que, selon des informations recueillies auprès de la hiérarchie du Ministère de l'Éducation de Base, lors de missions des coordinateurs ou du Conseiller Régional, une amélioration de la qualité du travail des directeurs dans les tâches administratives (tenue des dossiers, courrier) a été remarquée depuis la formation.

Au Burkina-Faso, la formation s'est déroulée au rythme de campagnes annuelles en 1998, 1999 et 2000 et a concerné les directeurs de trois classes et plus. Elle se poursuit ensuite 900 directeurs en 2002-2003 et 1500 apprenants prévus pour 2003/2004.

Chaque année, de nouveaux concepteurs travaillaient à de nouveaux modules qui, une fois validés par un comité de lecture accrédité, intégraient la série des modules déjà disponibles et étaient alors diffusés par les tuteurs⁵⁰ lors du premier regroupement⁵¹, en fonction du programme de formation, aux directeurs habitant des secteurs géographiques définis pour être le théâtre de la formation.

En 1998, 70 directeurs de deux circonscriptions de la région centre ont participé à la phase expérimentale qui a porté sur l'étude d'un module.

En 1999, 920 directeurs d'école ont été concernés par l'action de formation à distance. Huit nouveaux modules ont été conçus et validés dont cinq ont été diffusés auprès des directeurs de trois régions intégrales : Est, Centre et Hauts-Bassins. Ces trois régions totalisent trente circonscriptions.

En 2000, 1275 directeurs d'écoles ont de nouveau participé à cette action de formation et ont reçu trois nouveaux modules.

La campagne de formation a touché les trois régions déjà concernées en 1999. Elle a été étendue à une quatrième région partiellement (Région du Nord, province du Yatenga).

2001 a marqué la fin du plan d'action élaboré en 1997⁵². Toutefois, onze modules supplémentaires⁵³ ont été élaborés depuis la fin de la formation. Ces modules sont la propriété de l'état burkinabé mais il est possible de les consulter sur le site des

⁴⁸ Il fut lui aussi converti en format html et diffusé à travers le réseau pour être mis à disposition des autres pays partenaires.

⁴⁹ La dernière partie, consacrée au projet d'école, a surtout été étudiée en présentiel.

⁵⁰ La session annuelle de formation à distance des directeurs d'école débute dans chaque région concernée par une formation des tuteurs qui dure deux jours et à l'issue de laquelle les modules à étudier durant l'année sont distribués aux tuteurs qui les remettent ensuite aux directeurs dont ils ont la charge.

⁵¹ Un second regroupement avait lieu par la suite. Son objectif était de permettre la confrontation des expériences professionnelles, du vécu de formation, les échanges de point de vue sur les exercices d'auto évaluation et les études concrètes, proposés dans les modules. Ce second regroupement a été mis en place lors de la phase expérimentale et lors de la première extension du dispositif en 1998-1999. Des raisons financières ont empêché sa tenue en 2000 (*A chaque regroupement, les directeurs touchaient des frais de déplacement et un modeste per diem*).

⁵² La fin du Projet d'Appui à l'Enseignement de Base a tari les ressources financières utilisées pour les campagnes précédentes.

⁵³ Il s'agit de la correspondance administrative : les élèves en difficultés d'apprentissage/le statut de l'enseignant du premier degré/l'enquête statistique annuelle de l'enseignement primaire/l'organisation des APEP/Le fonctionnement d'une APEP/l'éducation des enfants handicapés mentaux/la concertation sur les modes d'évaluation/ la coopérative scolaire/les activités extrascolaires .

ENEP (école Normale) : <http://enepbf.zcp.bf>, ce qui porte à 19 le total des modules produits. Le Projet d'Appui à l'Education Nationale de la Coopération Française a inscrit la poursuite et la généralisation de la formation à distance des directeurs d'école parmi les actions de sa première composante.

Pour éviter les revendications d'un statut et les demandes de remise en cause de la grille salariale qu'aurait pu amener la mise en place d'un examen professionnel, il n'y eut pas d'évaluation institutionnelle finale à cette formation. Néanmoins, l'appropriation des outils de travail offerts par la formation et l'adhésion du public cible au dispositif proposé ont pu être appréhendées grâce à des entretiens effectués lors des regroupements, à un questionnaire et aux rapports effectués par la hiérarchie décentralisée. L'intérêt pour la formation peut être aussi mesurée par le très faible nombre d'abandons.

En Guinée, la formation a concerné l'ensemble des directeurs d'école à six classes et plus sur la totalité du territoire, soit 960 personnes. Comme au Togo, il s'agit d'une formation qualifiante puisque, conformément à l'engagement du ministère, les directeurs ayant satisfait aux épreuves du contrôle continu, ont reçu un certificat d'aptitude professionnelle à la direction d'école. 802 personnes ont reçu cette attestation.

La formation à distance des directeur d'école, appelée FADDE en Guinée, a commencé plus tardivement que dans les autres pays puisqu'elle a débuté en mars 2001 et s'est terminée en mars 2002. Nonobstant quelques difficultés en début d'installation du projet, ce retard était volontaire et procédait du choix de l'équipe de conception de ne pas commencer la formation tant que l'ensemble des modules ne serait pas terminé et testé⁵⁴. Durant dix huit mois, 16 modules, deux guides - l'un pour l'apprenant et l'autre pour le tuteur - ont été élaborés, majoritairement à Conakry mais aussi en région grâce à un travail collaboratif réalisé via Internet. Durant cette période, tout le processus du plan de formation a également été mis au point, du tutorat (choix des tuteurs, mise au point de leur formation, modalités de leurs interventions), à l'organisation des regroupements, au calendrier des évaluations⁵⁵, au choix des modalités d'évaluation⁵⁶, aux mécanismes de régulation, comme la mise au point d'une mission de suivi évaluatif par région à mi-formation, et à l'évaluation de la FADDE par une personne extérieure au projet et à RESAFAD⁵⁷. La formation en elle-même s'est ensuite effectivement déroulée selon le canevas prévu et n'a pas pris de retard.

L'évaluation de la FADDE porta sur l'étude de l'ensemble des documents archivés au cours de la formation et sur une enquête de terrain de dix jours en région. Ses conclusions se révélèrent positives quant à l'atteinte des objectifs de la commande institutionnelle et au degré de satisfaction des formés.

En conclusion de ce chapitre que faut-il tirer de cette quadruple expérimentation ? D'abord, qu'elle a permis au RESAFAD de réaliser une première activité de grande ampleur. Il fallait alors inverser un courant, quasi généralisé dans tous les pays, de méfiance vis à vis d'un projet qui recourait à l'enseignement à distance et qui

⁵⁴ Dès que trois modules étaient terminés, ils étaient tirés à une vingtaine d'exemplaires puis ils étaient adressés avec un questionnaire à 15 directeurs, jamais les mêmes. Les sondés étaient de régions différentes et de répartition géographique étendue. Au total, c'est pratiquement un quart des directeurs qui a eu à donner son opinion sur un module quant au fond et à la forme.

⁵⁵ Quatre soit une par trimestre

⁵⁶ Il s'agit d'un processus de correction par grilles avec indications précises du barème de notation et modalités d'une évaluation décentralisée effectuée par les tuteurs, sous contrôle des autorités déconcentrées, seules détentrices des corrigés-type venus directement de Conakry.

⁵⁷ Ansoumane Camara, « rapport d'évaluation de la formation des directeurs d'école élémentaire de six classes et plus », Conakry, 18 mars 2003.

entendait s'appuyer sur les NTIC et Internet dans des pays où l'électricité et le téléphone faisaient le plus souvent défaut⁵⁸.

Sur le terrain, il a fallu s'adapter aux réalités du contexte et des mentalités, abandonner certaines idées de départ comme celle d'une mise en œuvre rapide appuyée sur une division du travail, rêvée un temps presque taylorienne, entre les pays car si les problèmes et les besoins étaient en effet souvent les mêmes, les contextes ne l'étaient pas⁵⁹ et le mythe du texte des modules à 75% transférable d'un pays à l'autre, n'a pas survécu à la réalité.

La liaison précoce, par Internet, des différents centres RESAFAD, a inauguré une communication inter-pays inédite, un renforcement des relations entre les capitales et les régions éloignées.

L'usage de l'informatique pour la production des modules a permis la constitution d'un corpus important quantitativement de documents de qualité qui suscite un intérêt certain au-delà même des pays qui appartiennent au RESAFAD. Ces modules, libres de droits, sont réunis sur un cédérom.

Outre, les modules proprement dits, des outils pédagogiques multimédia ont été créés autour de cette formation. Quatre films⁶⁰, diffusés en Afrique et, pour trois d'entre eux, présents dans les Instituts de Formation des maîtres français auxquels s'ajoutent trois cédéroms⁶¹ en relation directe avec cette formation.

La numérisation a permis de réduire les coûts d'édition ce qui n'était pas négligeable puisqu'il s'agissait, dans chaque pays, d'une formation de masse.

Enfin, atout important dans un objectif de formation de ressources humaines, la formation des concepteurs nationaux a permis l'élaboration de contenus adaptés aux contextes des pays et aux mentalités, très loin de l'utilisation passive des ouvrages pédagogiques venus du Nord. Cette proximité des situations a du reste été l'une des raisons exprimées de l'attrait de la formation auprès des directeurs car il faut sans doute, en conclusion aussi parler de la satisfaction quasi générale, exprimée non seulement par les autorités mais aussi par l'ensemble des acteurs : les concepteurs⁶², les tuteurs, les directeurs formés, quel que soit le pays où s'est déroulée la formation et leur demande insistante qu'elle puisse se poursuivre et s'étendre à l'ensemble des directeurs.

⁵⁸ Il convient à ce propos de signaler que l'idée selon laquelle l'introduction des NTIC visait à placer les directeurs d'école du Burkina Faso, de Guinée..., devant des ordinateurs pour qu'ils se forment, a été étonnamment persistante.

⁵⁹ Ainsi comment transposer un texte de gestion administrative issu du Mali et faisant constamment référence à un corpus réglementaire, dans un pays comme la Guinée où ce genre de texte n'existe pas ?

⁶⁰ « 3 portraits de Directeurs d'École au Burkina Faso, en Guinée, au Mali » VHS 13mn diffusé en Afrique et dans les IUFM et « journée d'un directeur d'école au Togo » (VHS 13 mn diffusé au Togo).

⁶¹ « Méthodologie FAD »

« Quel directeur êtes-vous ? »

« Les modules professionnels » (en diffusion interne)

⁶² Voir en document annexe 8, l'interview d'un membre de l'équipe de conception de Guinée, qui était également directeur de l'une des plus importantes écoles primaires de la capitale.

CHAPITRE 4

LE DIPLOME UNIVERSITAIRE DE COMMUNICATEUR MULTIMEDIA

Une adaptation du e-learning pour la formation continue à partir de documents originaux.

Une formation à distance menant à un Diplôme Universitaire de Communicateur Multimédia (DUCM) est proposée par l'université du Maine dans les pays africains, avec le concours de RESAFAD et du Ministère des Affaires Etrangères. RESAFAD a été à l'instigation du projet mais n'est là ni comme opérateur de formation ni comme institution diplômante mais en tant qu'appui logistique (utilisation de la salle de ressource, achat de matériel et de logiciel) et humain (par l'implication, au moins dans un premier temps, de ses correspondants en tant qu'experts, dans la formation.)

Ce cursus co-habilité et délivré chaque année par l'université nationale et l'Université du Maine en France a été d'abord expérimentée dans deux pays, le Burkina-Faso et le Togo, à partir de 1999. Deux nouveaux pays, Madagascar en l'an 2000 et le Sénégal en 2001 ont rejoint le groupe, signé la convention de partenariat⁶³ et les premières promotions ont déjà pu recevoir leurs diplômes⁶⁴. Au total c'est 176 personnes qui ont suivi le DUCM⁶⁵ jusqu'en 2002. Pour le seul Burkina-Faso si l'on compte les promotions 2002/2003 et 2003/2004 c'est à un total de 156 personnes auquel on abouti. Une nouvelle promotion est en cours dans ces pays avec la nouvelle année universitaire 2003/2004.⁶⁶

La certification vise avant tout à faciliter la reconnaissance professionnelle des stagiaires qui suivent cette formation continue qui entend leur donner la culture et les techniques nécessaires à la mise en œuvre des TIC dans un contexte professionnel. L'objectif prioritaire est la qualification de cadres du secteur éducatif et de personnes ressources en TICE.

Les personnes candidates sont pré-sélectionnées par les co-directeurs des universités partenaires qui proposent les dossiers retenus au responsable du DUCM⁶⁷ à l'Université du Mans. Les pré-requis demandés sont la possession d'un diplôme de niveau III (Bac+2) ou d'une équivalence reconnue dans le cadre de la validation des acquis. Les personnes retenues doivent alors s'acquitter de droits d'inscription près de leur université locale. Leurs frais d'inscription à l'Université du Maine sont pris en charge par RESAFAD. La formation alterne des temps de formation à distance et en présence. Prévue pour durer dix mois théoriquement, elle se décline en cinq modules et chaque candidat doit obligatoirement rendre un travail personnel et présenter un projet devant un jury de soutenance en fin de formation. La validation des modules de formation est du ressort du tutorat local en lien avec les formateurs du Mans mais la validation finale (*reprise des différentes*

⁶³, Voir, à titre d'exemple, la convention, signée en 2001, entre l'université d'Antananarivo de Madagascar et l'Université du Maine en annexe 9.

⁶⁴ Voir le document annexe 10.

⁶⁵ Nombre de personnes inscrits DUCM de 1999 à 2002

Années	Togo	Burkina-Faso	Madagascar	Sénégal
1999-2000	12	14		
2000-2001	12	57	14	
2001-2002	17	35	13	11
TOTAL	41	106	27	11

TOTAL : 176

⁶⁶ Ces nouvelles sessions sont annoncées sur les serveurs RESAFAD des pays concernés par exemple sur le serveur du Sénégal : <http://www.sn.resafad.org> ou celui du Burkina Faso : <http://www.bf.resafad.org> qui dans sa page d'accueil précise les conditions d'inscription, le nom des deux universitaires responsables (scientifique et pédagogique) et la date du début de formation fixée courant octobre 2003.

⁶⁷ Le professeur Marc Baudry.

notes et présentation du projet) est assurée par un jury composé de représentants de l'Université locale, de RESAFAD et de l'Université du Maine.

Dès la conception du projet du DUCM en 1998, il a été décidé de donner aux étudiants un environnement de travail à distance basé sur une plate-forme installée sur le serveur de l'université du Maine : un cours en ligne et divers outils pédagogiques y compris pour l'évaluation (*contrôle, Quiz et auto-évaluation*)⁶⁸, le courrier électronique, un forum de discussion, des chats... La plate-forme WebCT a été utilisée dans un premier temps⁶⁹. La gestion logistique de la formation et de la plate-forme est assurée par le Centre Audio-Visuel de l'Université du Maine.

Un cédérom est également distribué ou mis à disposition des étudiants au centre de ressources RESAFAD des pays impliqués pour compenser les difficultés d'accès aux ressources sur la plate-forme due aux aléas des connexions Internet.

Les apprenants se regroupent dans les centres RESAFAD pour exploiter le cours en ligne et participer à des regroupements⁷⁰ animés par des tuteurs et par le responsable pédagogique de l'université locale pour le Togo. L'accès individuel, à partir d'un ordinateur dans une institution ou à domicile est possible mais très rare et ne constitue pas la situation d'apprentissage.

En fait, le DUCM a évolué en pratique vers un modèle hybride prenant en compte les réalités locales. En complément des supports de cours médiatisés, une partie des connaissances est transmise en présence, par des experts locaux, dont généralement le correspondant RESAFAD,

Des plages horaires d'autoformation dans ces mêmes centres sont réservées aux apprenants⁷¹ inscrits pour permettre la progression individuelle de chaque personne en fonction de son projet.

Le dispositif d'encadrement et de suivi est complété, au-delà des outils et services offerts par la plate-forme de formation, par deux niveaux de tutorat, le premier distant - c'est à dire basé à l'Université du Maine - et le second sur place.

Le tuteur local assure un accompagnement de proximité qui résout un grand nombre de difficultés techniques, répond aux questions de cours de premier niveau et fait ou facilite la liaison avec le tuteur référent distant. Au début de l'expérimentation, ces tuteurs étaient des enseignants de l'établissement universitaire partenaire. Ce sont maintenant, dans la plupart des pays, d'anciens stagiaires, repérés pour leurs qualités professionnelles mais aussi de « meneurs » de groupe.

Le DUCM peut se prévaloir d'une certaine expérience. Quatre promotions sont déjà sorties au Burkina, ou vont sortir au Togo⁷². Deux autres pays, Madagascar et le Sénégal sont désormais partie prenante de cette action, et des demandes d'implantation ont lieu au Mali et au Bénin. Comme l'ont fait remarquer les trois évaluateurs mandatés par RESAFAD⁷³, ce recul de quelques années est intéressant pour juger des résultats obtenus et aussi en tant que « *terrain d'observation pour une recherche plus approfondie sur les différentes typologies de demandes d'intervention à distance* ».

⁶⁸ Ces outils d'évaluation apparaissent comme « *un élément important dans un dispositif à distance car ils permettent d'ajuster et d'adapter la FOAD aux formés* » aux yeux des évaluateurs du DUCM qui ont, à la demande de RESAFAD, audité le dispositif de formation et rendu leurs conclusions en décembre 2001.

⁶⁹ Une migration sur une plate-forme libre et gratuite, Ganesha, a été opérée en 2002.

⁷⁰ Sur le terrain, ces regroupements sont jugés plutôt positifs pour l'animation du groupe et génèrent de fait de nombreux échanges de compétences inter-apprenants.

⁷¹ Il est intéressant de remarquer que, dans une étude faite sur l'impact du Diplôme d'Université de Communicateur Multimédia, portant sur la première promotion du DUCM et réalisée par une étudiante du DUCM en 2002, Mademoiselle Sita Zougouri, sociologue, il est montré que les personnes qui ont le mieux joué le jeu de l'auto formation sont aussi celles qui ont le mieux réussi à tirer parti de leur formation.

⁷² Au Togo la quatrième promotion sortira en janvier 2004

⁷³ Il s'agit de 3 experts issus du Consortium d'Appui à RESAFAD : Mme le professeur G. Jacquinet de l'Université Paris VIII, de Mme G. Lameul, chargée de mission Ingénierie de formation continue, à l'IUFM de Bretagne et M. R. El Boussarghini, maître de conférences en Informatique à l'IUFM de Bretagne.

A leurs yeux, le DUCM, même s'il doit faire l'objet de rénovation, dans le sens d'une professionnalisation accrue et d'une certaine rénovation des contenus, d'une meilleure coordination entre les partenaires et d'une redéfinition de la répartition des tâches et des responsabilités entre les différents acteurs, représente une expérience complexe et originale de mise à distance d'une formation en milieu universitaire. Il exprime une véritable volonté de collaboration entre pays du Nord et du Sud, en matière de développement du système éducatif, d'autant plus remarquable que chaque partenaire y trouve son compte.

Ces arguments qui oeuvrent en faveur de sa pérennisation, ont amené RESAFAD à une double démarche.

La première va concerner un appui technologique dans ses centres sur le terrain. RESAFAD a entrepris de rénover la topologie et l'environnement du DUCM dans les quatre pays africains concernés. Afin d'élargir les possibilités opérationnelles et l'autonomie locale, RESAFAD est en train d'installer dans ces pays un serveur d'application de haut niveau, hébergeant différentes plate-formes de formation ou de travail collaboratif. Ce serveur hébergera entre autres la plate-forme Ganesha⁷⁴, qui a été choisie pour succéder à WebCT, pour accueillir le DUCM.

Cette disponibilité d'une plate-forme locale, identique à celle hébergeant les formations à l'Université du Maine, va permettre de reproduire à l'identique l'ensemble des services disponibles. Elle aura pour avantage de ne plus avoir à distribuer les supports de cours sur cédérom pour remédier aux difficultés dues à la faible connectivité ou à son interruption. Déjà, au Burkina Faso, le serveur local a été mis en route et est opérationnel depuis la mi-novembre 2003⁷⁵. En accord avec l'équipe du Mans, l'équipe de l'Université de Ouagadougou a inscrit les étudiants de la nouvelle promotion 2003-2004 sur cette plate-forme. Le tutorat à distance apporté par l'Université du Maine se fera donc à partir de la plate-forme de l'Université au RESAFAD-BF. Pour les étudiants, la qualité de la connexion et la rapidité d'accès aux modules et aux dispositifs mail, chat et forum s'en trouvent grandement améliorés.

Avec cette étape, l'appropriation du dispositif de formation par l'équipe locale devient réelle et indubitable.

Au-delà du DUCM, ce nouvel environnement va également offrir la possibilité de construire d'autres formations et permettre l'hébergement de projets liés à des besoins locaux prévus dans le nouveau programme RESAFAD-TICE.

Ensuite, dans l'objectif de la réalisation de ces nouveaux projets, les coordinateurs RESAFAD sont en train de constituer un fond de ressources pédagogiques dont feront partie les modules de l'actuel DUCM. Ces modules seront disponibles en particulier pour monter des actions de formation plus ponctuelles ou ciblées sur un public bien précis. Ces formations ne seront pas nécessairement diplômantes mais correspondront à des besoins précis d'acquisition de compétences, au niveau des pays associés au programme RESAFAD⁷⁶.

Pour ce qui est de l'avenir du DUCM proprement dit, le programme RESAFAD-TICE, n'étant pas un opérateur de formation, n'a pas vocation à pérenniser son investissement dans cette formation, à partir du moment où la dynamique est lancée et stabilisée. Les coordinateurs envisagent donc, avec l'accord du Comité Scientifique, se retirer en 2004. Le DUCM se poursuivra alors dans le cadre d'un partenariat entre universités, adossé éventuellement à un opérateur comme l'Agence Universitaire de la Francophonie ou le CNED.

Pour conclure rapidement sur cette expérimentation de quatre années qui perdure avec une nouvelle session de formation débutée en 2003, il semble que le fort

⁷⁴Le changement de plate-forme est un choix économique en accord avec les recommandations des experts d'utiliser des logiciels gratuits. WebCT est en effet une plate-forme au coût de licence élevé, Ganesha offre l'avantage essentiel d'être disponible gratuitement et est sous licence Open Source.

⁷⁵ On peut y accéder à partir de la page d'accueil du site RESAFAD BF.

⁷⁶ Il s'agit de l'action FORSUDE.

engouement pour cette formation de niveau universitaire soit un point positif incontestable. Il s'agit d'ailleurs d'un intérêt partagé tant au Nord⁷⁷ qu'au Sud. L'Université du Mans, selon les évaluateurs, lors de l'entretien collectif : « *exprime une certaine fierté d'avoir ce DU en raison de l'expérience que cela lui donne sur un sujet d'importance stratégique et politique : le développement de la formation à distance* ». C'est pourquoi elle entend le conserver et le développer tout en envisageant des possibilités d'extension auprès d'autres pays africains, hors RESAFAD, ou/et faire entrer le DUCM dans des cursus étudiants de l'université même. Quant aux étudiants africains, le nombre élevé des candidats désireux chaque année de s'inscrire à une formation pour laquelle les frais d'inscription sont loin d'être négligeables est la preuve de l'intérêt qu'ils y trouvent.

Selon les évaluateurs, il importe de ne pas passer sous silence les difficultés rencontrées en chemin, comme un manque de communications et de coordination inter-universitaire gênant la structuration du dispositif et rendant indispensable la révision des conventions. Il est également nécessaire de réactualiser certains contenus et de redéfinir les rapports tutorat distant/tutorat local. Malgré tout, leur conclusion est que les résultats acquis sont tangibles et positifs.

Une autre étude conduite au Burkina Faso, celle de mademoiselle Sita Zougouri, sociologue et étudiante du DUCM, sur « *L'impact du DUCM sur le parcours professionnel des apprenants (première promotion 1999)* »⁷⁸ montre que, pour les treize personnes inscrites, si l'impact sur le contexte de travail n'a été que relatif par suite d'une incompréhension de certains services de l'intérêt apporté par cette qualification innovante, sur les huit projets présentés en soutenance la moitié est toujours en service et actualisé en 2002⁷⁹. Elle insiste sur le fait qu'un certain nombre de lauréats ont pu tirer partie de leurs acquis pour aider d'autres services et même effectuer pour leur compte des prestations marchandes⁸⁰.

Enfin, on peut également penser que l'ensemble des travaux présentés lors des soutenances représente une base de données importante qualitativement et quantitativement⁸¹ puisqu'il s'agit d'environ 150 sites Web ou cédéroms – et qu'il serait intéressant de pouvoir utiliser ce corpus à des fins pédagogiques à la fois pour enrichir le dispositif de formation du DUCM ou/et pour d'autres formations à distance ou en présence.

⁷⁷ Le DUCM a été suivi d'actions similaires conduites par d'autres opérateurs comme l'AUF avec le DUTICE.

⁷⁸ Ouagadougou 2002.

⁷⁹ Il s'agit du site touristique « un musée à ciel ouvert : Laongo », un cédérom sur un module d'auto formation à l'audio-numérique, un cédérom de schématisation des circuits électriques à l'ordinateur, (didacticiel pour le premier cycle du collège), le site du « tableau de bord du MEBA ».

⁸⁰ Tel que cédérom pour une ONG, dépliant et présentation power point pour des publications scientifiques, création de sites, etc.

⁸¹ Voir, en document annexe 11 et à titre d'exemple, un classement thématique des mémoires présentés dans les quatre pays en 2001/2002.

CHAPITRE 5

LE SEMINAIRE INTERACTIF DES RESPONSABLES DE PLANIFICATION (SIRP)

Un travail collaboratif en ligne

Les responsables des pays africains ont pris conscience de l'importance des systèmes d'information statistique dans le processus d'élaboration et de suivi des politiques de développement de l'éducation. Cette prise de conscience est partagée et soutenue par l'ensemble des partenaires du développement, notamment par le Groupe de Travail sur les Statistiques de l'Education (GTSE) de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA), dont le principal objectif est d'aider à mettre en place, dans les pays d'Afrique sub-saharienne, des capacités institutionnelles durables de mise en œuvre et de gestion de systèmes d'information statistique éducative performants et fiables. Ce groupe de travail prévoit de développer des services d'information et d'échanges et de créer un réseau de spécialistes et de professionnels africains.

C'est dans ce contexte que RESAFAD a décidé de mettre en œuvre et de piloter, dans les pays appartenant à son réseau, une expérience de travail collaboratif menée entre des équipes nationales constituées au sein des services de planification de l'éducation (Bénin, Burkina-Faso, Guinée, Guinée Equatoriale, Mali, Sénégal et Togo).

La constitution de ce réseau de planificateurs permet de répondre à des besoins d'information, de formation, d'expertise à distance tout en limitant le nombre de réunions régionales lourdes à organiser et toujours coûteuses. Ce dispositif contribue à la promotion des modalités d'échange et de formations distantes à la fois synchrones par des téléconférences en ligne - en utilisant un système de type IRC⁸², les « chats » - et asynchrones par le courrier électronique et la consultation de documents « on ligne » consultable sur un serveur défini à l'avance. Il constitue ainsi un atout supplémentaire à la constitution d'une expertise africaine. Cette action, tout en contribuant à l'émergence des pratiques et usages des TIC, permet aux planificateurs de la sous-région d'améliorer l'efficacité de leur travail, par une mise en synergie de leurs compétences et favorise un approfondissement de leurs connaissances par la possibilité du recours à un expert distant.

Le travail collaboratif et le soutien à distance ont été l'un des aspects novateurs de l'étude, effectuée par RESAFAD-TICE dans le cadre du SIRP. Pour le mettre en place localement chaque équipe nationale a bénéficié sur place de l'appui du correspondant RESAFAD.

Depuis avril 1999, ce séminaire "virtuel" a permis, à raison d'une réunion en moyenne par mois, de réunir et de faire dialoguer en direct⁸³, à partir du serveur RESAFAD de Ouagadougou, les planificateurs des ministères de l'éducation du Bénin, du Burkina, de Guinée, du Togo et du Mali sur des problèmes communs. Un expert du SISED, basé à Dakar participait alors à ces rencontres. Le thème traité en l'an 2000 fut celui posé par les problèmes des indicateurs statistiques.

Le renouvellement de la mission impartie à RESAFAD par le Ministère des Affaires Etrangères français (MAE) a facilité la remise en route sur de nouvelles bases, du SIRP avec une étude régionale à mener sur les classes multigrades, initiée par un atelier méthodologique tenu au cours du séminaire RESAFAD à Lomé, du 19 au 22 mars 2001.

Mobilisant deux maîtres d'ouvrages, l'UNESCO et le MAE et deux maîtres d'œuvre : l'Institut International de Planification de l'Education (IIPE) et RESAFAD-TICE pour le pilotage, cette action s'insère dans le cadre d'une étude entreprise par l'Institut

⁸² Internet Relay Chat.

⁸³ Le document en annexe 12, donne, à titre d'exemple, le compte-rendu d'un « chat » en février 2000 et le document 13 un extrait de dialogue direct datant de juin 1999.

International de Planification de l'Education (IPE) en coopération avec le MAE, portant sur « *les défis que pose aux planificateurs et aux administrateurs de l'éducation le développement de classes multi niveaux, dans la perspective de l'EPT* ⁸⁴ ». Elle a abouti à la publication prochaine dans la collection des "Principes fondamentaux de la planification" d'un ouvrage spécifique sur les classes multigrades.

Deux nouveaux pays : la Guinée Equatoriale et le Sénégal, ont rejoint les 5 pays participants du début. L'espace de travail collaboratif, en accès réservé, désormais hébergé par le Portail Edusud⁸⁵ du RESAFAD, donne la possibilité aux membres du séminaire de télécharger ou de mettre en ligne des documents et d'utiliser un nouvel outil, le forum de discussion.

Les activités du séminaire consistent essentiellement en des échanges de documents, des confrontations d'expériences et des conférences thématiques. Les échanges de documents, essentiellement sur Word ou Excel, s'effectuent par attachement de fichiers à des messages électroniques. Pour ce faire, les responsables de planification utilisent une boîte aux lettres électronique logée sur le serveur RESAFAD de leur pays. Ils peuvent aussi posséder, dans le cadre de leur service, une boîte aux lettres ou avoir recours à d'autres modalités tels les centres CID de l'Agence Universitaire de la Francophonie ou les fournisseurs d'accès nationaux. Les « chats » et la consultation on line ont lieu au centre RESAFAD. Les téléconférences peuvent répondre à différents objectifs : communications d'un expert sur un sujet annoncé auparavant par messagerie électronique, résolution de problèmes, échanges et analyse comparative de résultats en ligne à partir de documents affichés sur le Web ou distribués préalablement par la messagerie électronique⁸⁶. Ce dernier aspect met bien en évidence d'ailleurs la dimension « formation » de cette expérience qui s'intègre à la dimension « communication ».

Une étude de l'expérience mise en place en 2001 et qui a vu son épilogue en avril 2002 à Paris avec le quatrième séminaire international de RESAFAD, permet de mieux saisir le processus de réalisation du programme mis en œuvre.

L'opération s'est déroulée selon les phases et le calendrier suivants :

19 au 22 mars 2001 :	Lancement de l'étude lors du séminaire annuel de réflexion de RESAFAD, consacré au travail collaboratif à distance, organisé à Lomé.
avril 2001 :	Mise au point des outils par l'élaboration d'un questionnaire d'enquête pour la réalisation d'un sondage à partir d'un échantillon de 10 classes et d'un guide pour la rédaction d'un rapport national pour avril/mai 2002.
mai/juin 2001 :	Conduite du sondage dans les différents pays.
août/septembre 2001 :	Synthèse des résultats de ces enquêtes.
octobre 2001 :	Communication des résultats aux différentes équipes.
décembre 2001 :	Premier forum de discussion portant sur la synthèse des questionnaires d'enquête.
d'octobre 2001 à janvier 2002 :	Elaboration d'un rapport national par chaque équipe.
février 2002 :	Synthèse des rapports nationaux,
mars 2002 :	Second forum portant sur la synthèse des rapports nationaux et réunion de concertation, tenue à Paris, à l'IPE, en vue de valider les documents produits et de formuler un ensemble de recommandations.
du 24 au 26 avril 2002	Séminaire international du RESeau Africain de Formation A Distance consacré au SIRP et tenu à Paris.

⁸⁴ Education Pour Tous, vaste programme de coopération éducative, subventionné par la Banque Mondiale, et ayant pour objectif la scolarisation universelle dans les pays africains pour 2012.

⁸⁵ <http://www.Edusud.org>

⁸⁶ tels des interprétation de statistiques ou de graphiques.

Au terme du projet, trois documents sont disponibles :

- une synthèse documentaire des travaux menés depuis 1950 sur les écoles à maître unique et à classes multigrades, travail publié sous forme de document distinct,
- un rapport d'ensemble sur le sujet des classes multigrades, affiné et achevé après le séminaire d'avril 2002, pour présenter les conclusions de l'étude et dégager des recommandations stratégiques.
- un troisième document, consacré à la méthodologie et plus particulièrement aux possibilités offertes par Internet pour fournir un soutien à distance aux équipes nationales lors de la collecte des données, de la rédaction de la synthèse et de la formulation des recommandations finales.

Contrairement aux études traditionnelles régionales qui se déroulent souvent en trois phases, étalées parfois sur plusieurs années - élaboration d'études de cas au plan national/atelier de confrontation/synthèse et conclusions - l'expérience SIRP a permis, en une seule année, de mener ces phases de front et même de les interpénétrer, à la fois pour accélérer le déroulement de l'étude et pour élargir les propositions des uns et des autres.

Le calendrier a été, dans ses grandes lignes respecté, avec seulement un décalage de quelques semaines pour les étapes intermédiaires, notamment pour la fourniture des résultats aux questionnaires et pour la remise des rapports nationaux.

L'étude des usages des outils mis à disposition montre que le courrier électronique, la consultation de documents sur site, le forum de discussion, le chat ont inégalement été utilisés par les six équipes distinctes.

Le courrier électronique constitue sans aucun doute le mode de communication et d'échange le plus maîtrisé et le plus apprécié. Il a notamment permis de compenser les difficultés du travail en ligne dues aux aléas d'accès à Internet et la constante lenteur des débits en Afrique.

On constate que l'adresse électronique du service n'est utilisée que rarement, et par les seuls directeurs (Burkina Faso, Guinée). La très grande majorité des membres utilisent une adresse RESAFAD/EDUSUD ou une adresse privée le plus souvent « gratuite⁸⁷ » (Guinée Equatoriale, Sénégal, Togo)⁸⁸.

Par ailleurs, les échanges personnels directs⁸⁹ entre tel ou tel participant et tel ou tel membre de l'équipe centrale, ont vite pris l'allure d'une « hot line » permettant des échanges fructueux.

Le « chat », après le courrier électronique, a constitué la seconde modalité la plus appréciée en matière de travail collaboratif. Malgré les difficultés de départ liées à une mauvaise ergonomie de l'espace SIRP, le chat a conservé un fort pouvoir attractif chez les participants. Certaines équipes qui avaient des difficultés de connexion, n'hésitaient pas à envoyer un courrier électronique ou à téléphoner à RESAFAD-Paris pour dire combien ils regrettaient de ne pouvoir participer.

Les autres modalités de travail collaboratif, comme la consultation ou la production en commun des documents sur le site et la participation au forum ainsi que le partage d'agenda, ont été, par contre, plus délaissées par les participants.

Sans doute ne faut-il pas y voir la marque d'un manque d'intérêt, mais la preuve d'une difficulté à surmonter tout un ensemble d'obstacles

Les difficultés rencontrées ont été en effet si nombreuses et si importantes qu'elles eussent sans aucun doute provoqué un découragement, voire un abandon, si l'intérêt du thème traité et le dynamisme des équipes participantes n'avaient pas maintenu une très grande motivation qu'il convient de souligner, et si le dispositif

⁸⁷ Cette pratique de messagerie gratuite pour un travail institutionnel illustre bien à elle seule les limites de l'utilisation de la messagerie dans le contexte national des ministères concernés. Elle renforce l'analyse montrant que l'appropriation reste à faire, non seulement par les individus, mais aussi par les organisations.

⁸⁸ Yahoo et Hotmail sont les services les plus utilisés. Une adresse « laposte » est utilisée au Sénégal.

⁸⁹ C'est à dire sans transiter par le site Edusud.

de proximité de RESAFAD n'avait pas mis en œuvre un accompagnement renforcé par rapport aux prévisions de départ.

Aux difficultés techniques d'ordre structurel, comme la faiblesse des débits et la lenteur des téléchargements bien connues sur le continent africain, est venu s'ajouter une difficulté occasionnelle tenant à la conception et à la réalisation de la première version de l'espace collaboratif du portail Edusud⁹⁰. Ce problème a pu être pallié par la remise momentanée en service du logiciel mis en œuvre à Ouagadougou pour le SIRP avant le démarrage de l'étude des classes multigrades.

Par la suite, le choix du logiciel « Quick Place » lors du nouvel hébergement du portail Edusud, confié désormais à un Institut Universitaire de Formation des Maîtres, l'IUFM de Bretagne, s'est révélé en partie inadapté aux besoins en matière de communication. Cette situation a conduit à mettre en place une liste de diffusion, privilégiant ainsi le courrier électronique comme moyen d'échange.

Ces problèmes techniques, pour importants qu'ils soient, ne doivent pas faire oublier des difficultés d'un autre ordre. Certaines tiennent aux conditions de travail des cadres africains et touchent à leur manque de disponibilité, due à la charge de leurs responsabilités, aggravées par la multiplicité des tâches qui leur sont demandées, et la brièveté du délai d'annonce avant exécution. Si ces problèmes touchent tous ceux qui occupent des fonctions d'un certain niveau dans l'échelle administrative, il est particulièrement marqué pour les professionnels de la planification qui, contrairement par exemple à des enseignants du supérieur, ne disposent pas d'un temps reconnu et légalisé pour la conduite d'un travail impliquant des recherches.

Enfin, il ne faudrait pas mésestimer la pesanteur de la tradition et les freins d'ordre socioculturel.

Le recours à l'Internet implique, en effet, une révision des méthodes de travail des administrations dont l'enjeu est la réussite de la décentralisation car la formation administrative des personnels se heurte au problème de la dispersion du public cible alors que l'organisation de formations classiques présentielle induit des coûts très élevés. Au niveau des principes, les décideurs africains sont en accord avec cette mutation mais le contexte culturel est très différent de celui existant au Nord. En Afrique, la gestion des relations humaines reste fondée sur la hiérarchie, le pouvoir, l'autorité. Or, Internet véhicule des principes tout à fait différents comme l'accès de tous à l'information, à la formation, à l'autonomie, à la performance, au libre-arbitre. Cette nouvelle manière de penser les relations au savoir et au pouvoir quant à l'information, entraîne forcément une modification des rapports entre les individus et par suite une certaine réticence⁹¹.

Peut-on imaginer que ces facteurs socioculturels soient la cause, au moins en partie, de la faible participation constatée aux forums ? On constate en effet que si les planificateurs, engagés dans l'expérience, conduisent les investigations demandées avec rigueur et professionnalisme, ils paraissent peu prolixes dès qu'il s'agit de commenter leurs résultats, comme si cela était hors de leurs attributions, hors de leur domaine de compétence. Cette hypothèse expliquerait la retenue que l'on peut percevoir chez les cadres africains qui travaillent dans le secteur sensible de la planification de l'éducation.

En conclusion, il est possible de tirer quelques enseignements de cette expérimentation SIRP.

- Le premier est que la preuve a été faite que l'on pouvait, en Afrique, en une année, du séminaire de Lomé, en mars 2001 à celui de Paris, en avril 2002, mener à son terme une étude sous-régionale, effectuée par sept équipes nationales et reposant pour partie sur une méthodologie intégrant les TIC et le travail

⁹⁰ Carences à mettre au compte de la société de service choisie pour la mise en œuvre du portail Edusud

⁹¹ Pour l'anecdote, l'absence volontaire au cours des « chats » du protocole des présentations hiérarchiques, classiques, le fait de s'interpeller par le seul prénom (ou le nom), voire par des initiales, suivi du nom du pays, pour des raisons de rapidité d'écriture a considérablement gêné, voire choqué, les premières fois, le responsable du service de planification de Guinée qui en a fait la remarque à la responsable du RESAFAD en Guinée.

collaboratif. Ce raccourcissement des délais est sans doute « une première » et devrait faire école.

Le travail produit n'en a pas souffert pour autant. Les rapports élaborés : un dossier documentaire, mise au point exhaustive des écrits sur les classes multigrades depuis 1950 et un rapport de synthèse sur les classes multigrades dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne, font autorité et constituent la base d'une publication de l'Institut de Planification qui vient de paraître.

- La seconde leçon est que l'étude sur des classes multigrades a pu être conduite jusqu'à son terme, avec succès et ce, malgré les nombreuses difficultés techniques rencontrées. L'expérience SIRP montre ainsi qu'il n'est pas nécessaire d'attendre que tout soit parfait ou conforme aux standards des pays du Nord quant aux infrastructures, débits et durée de transmission... pour réussir des actions utiles et efficaces et qu'il est possible, dès maintenant, de réaliser un projet viable en utilisant les TIC. Il s'agit de savoir composer avec ces contraintes structurelles et de réfléchir à une utilisation judicieuse de ce qui existe.

Ainsi, les membres des équipes participantes disposent d'ores et déjà, dans leur service, de postes de travail⁹² avec lesquels ils collectent les informations statistiques et réalisent les projections. La plupart maîtrisent le courrier électronique. Il est donc intéressant d'en tenir compte et d'en tirer partie pour la réalisation de l'étude mais aussi de penser à continuer à améliorer la connaissance des planificateurs envers les autres outils du travail collaboratif pour une appropriation optimale de ceux-ci dans un contexte de décentralisation.

Que cette méthodologie de travail devienne pérenne et habituelle en Afrique, implique sans doute plus qu'un effort de formation aux outils ou même que le simple énoncé ou rappel de la définition des règles déontologiques concernant la diffusion de l'information.

L'adoption réelle d'un progrès technique est fonction de son acceptation au niveau des mentalités. C'est pourquoi les modes de rapports induits entre les acteurs doivent être pris en compte pour améliorer les pratiques des participants dans leur cadre de travail habituel. Cette étude, conduite avec l'Internet et une méthode de travail collaboratif, doit être considérée comme un repère, une sorte de balise dans un chantier permanent de longue haleine.

Il faudra sans doute encore travailler avant que ce type de méthodologie de travail n'apparaisse aux autorités éducatives et aux cadres des services des statistiques et de la planification comme un avantage incontournable face aux défis que posent les échanges entre les services centraux et les services extérieurs dans un contexte de décentralisation. Comment les convaincre que la libéralisation de l'information serait un atout important pour une meilleure gestion des capacités institutionnelles des systèmes éducatifs ?

Cette étude attire donc l'attention sur la nécessité de prendre en compte aussi la dimension socioculturelle et les pratiques liées à l'exercice du pouvoir. Cela implique la nécessité d'une intervention du politique pour avancer véritablement dans la modification des pratiques.

⁹² Matériels offerts le plus souvent par des programmes de coopération bilatéraux comme l'USAID en Guinée.

CHAPITRE 6

LE PROJET SUMEF

(SUPPORTS MEDIATISES POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION),

Une action en faveur de la production de produits multimédias au Sud initiée dans le cadre d'un financement du Fonds Francophone des Inforoutes⁹³

En offrant la possibilité de produire un premier support multimédia⁹⁴ à une vingtaine de formateurs appartenant à une institution de formation d'enseignants ou à une université à titre d'enseignants-chercheurs, sur un projet élaboré à titre individuel ou en équipe, l'initiative SUMEF s'inscrit dans la perspective qui vise à l'émergence et au renforcement d'une expertise du Sud en matière d'utilisation des télécommunications et des technologies de l'information pour l'éducation et la formation.

Il existe une correspondance étroite entre les objectifs du projet SUMEF et ceux du Fond Francophone des Inforoutes, tels qu'on les trouve énoncés sur le site de l'Agence Inter-gouvernementale de la Francophonie⁹⁵:

- *Encourager la production de contenus francophones répondant à des besoins collectifs et reflétant la diversité culturelle des partenaires et des populations bénéficiaires ;*
- *Accroître la maîtrise des technologies de l'information et de la communication (TIC) et valoriser les compétences et savoirs-faire des pays du Sud et de l'Est de la Francophonie, notamment par des collaborations étroites avec des structures locales ;*
- *Susciter la création de partenariats et de réseaux multilatéraux pérennes, expressions d'une véritable dynamique d'échange et de partage ;*
- *Favoriser la mise en oeuvre d'initiatives présentant un caractère exemplaire (répondant de façon manifeste à la mission du Fonds des inforoutes et à ses autres objectifs) et susceptibles d'entraîner des initiatives similaires ou de produire des enseignements utiles pour d'autres initiatives.*

Le lancement officiel du projet pour la production d'un premier support multimédia présentant des contenus endogènes de formation s'est fait par un appel à propositions. Cependant il a été précédé de la réalisation, à titre pilote, de deux cédéroms produits par deux Universités africaines : l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso et l'Université du Bénin au Togo⁹⁶.

Il s'agissait pour cette production pilote de valider et de préciser les procédures et méthodologies proposées. Celle-ci réalisée, l'appel à propositions a été ouvert à tout formateur d'un centre de formation d'enseignants et à tout enseignant-chercheur des universités francophones du Sud. Le résultat de ces diverses réalisations, à savoir une collection de supports pédagogiques variés, devait être mis à disposition gratuitement à destination de tout organisme de formation du Sud, en ligne et/ou sur support de type cédérom.

⁹³ Le Fonds Francophone des Inforoutes est issu du plan d'action décidé lors du VIIème Sommet de la Francophonie, qui a eu lieu à Hanoi en novembre 1997. Mis en place le 3 juin 1998, il a pour mission de promouvoir le développement et la maîtrise des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication dans les pays du Sud et de l'Est de la Francophonie en soutenant des initiatives multilatérales de production de contenus francophones, dans les domaines prioritaires déterminés par les instances de la Francophonie et parmi lesquels est l'éducation.

Les crédits de ce Fonds proviennent de plusieurs états et gouvernements ayant le français en partage (Cameroun, Canada, Canada-Québec, Canada-Nouveau Brunswick, Communauté Française de Belgique, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Liban, Suisse, Sénégal).

⁹⁴ Cédérom ou site Internet.

⁹⁵ <http://www.francophonie.org/fonds/>

⁹⁶ Pour le Togo, il s'agit du cédérom sur « le peuplement du Togo » et de celui sur « les chefferies traditionnelles Ewe »

La sélection des projets proposés visait à réaliser un équilibre entre la présentation de contenus portant sur des thèmes concernant :

- les disciplines des curricula relevant de l'enseignement ou de la formation professionnelle,
- les contenus transversaux tels : l'environnement, la prévention, la culture, etc.
- les méthodologies et les gestes professionnels.

Il apparaissait en effet nécessaire de constituer une illustration significative de la faisabilité de la production de contenus endogènes spécifiques.

Une assistance a été apportée à cette fin à des cadres nationaux francophones du Sud, volontaires, sélectionnés en fonction de leurs projets. Au Burkina et au Togo, les projets des anciens étudiants du DUCM ont fait l'objet d'une particulière attention.

Au-delà de la prise en charge financière de l'édition, une aide méthodologique, pédagogique et/ou technique a été proposée, dans le cadre d'une aide locale apportée par le responsable RESAFAD en place dans le pays et grâce à un tutorat " on line " effectué par les partenaires du Nord (IUFM et Universités) du RESAFAD.

Le résultat obtenu se décompose de la façon suivante :

- cinq productions achevées au Burkina dont un cédérom et quatre sites ;
- trois productions au Togo soit un site et deux cédéroms dont un en cours de réalisation ;
- 5 sites au Sénégal dont un en cours d'élaboration ;
- un cédérom en Guinée.

Deux cédéroms généralistes ont été également produits :

- le premier sur la présentation des projets, créé à Paris ;
- le second sur l'usage des TICE en Afrique francophone. Elaboré sous la conduite du Conseiller Technique Régional, ce cédérom présente une collection d'interviews préparées et réalisées avec l'assistance des correspondants nationaux du réseau dans plusieurs pays africains⁹⁷.

Un examen des titres et des contenus des productions des pays africains, ayant abouti ou en cours de réalisation, permet de les classer typologiquement.

⁹⁷ Les exemples sont pris au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal et au Togo.

ORIGINE	TYPE	TITRE	AUTEUR
Burkina Faso	cédérom	Bwa, l'enfant du Dô	Dona Coulibaly
	site	Portail ENEP	Yamba YAMEOGO
	site	Annuaire du MEBA	Laurent KABORE
	site	Cellule d'Appui à la Formation professionnelle	Ambroise D.BAKYONON
	site	CERLESH	Magloire SOME
Guinée	cédérom	Plantes anti-parasitaires	Saïdouba BALDE
Togo	cédérom	Le peuplement du Togo	Tsatsou FIADJOE
	cédérom (en cours)	Statistiques, indicateurs	Koffi SEGNIAGBETTO
	site	Chefferies traditionnelles Ewe	Michel MIHINTO
Sénégal	site	Appui à l'appui scientifique	Papa Youga DIENG
	site (en cours)	IREMPT	Magatte THIAM
	site	Structure de formation continue des professeurs du Sénégal	Joseph SARR
	site portail	Portail des lycées et collèges du Sénégal	Léopold Faye
	site	Pôle de Dakar - Analyse sectorielle en éducation	Papa Youga Dieng Marie d'Orléans Luc Gacougnol

Trois productions affichent comme objectif la connaissance de la culture et de l'histoire avec le souci de conserver vivante la tradition. C'est le cas de « *Bwa, l'enfant du Dô* », cédérom burkinabé qui, à partir d'un documentaire audiovisuel produit par la télévision nationale en 1999, relate la visite d'un village par un masque avant une cérémonie d'initiation exceptionnelle. Plus particulièrement destiné à un public d'enseignants ou d'élèves, africains ou autres, ce travail vise à faire mieux connaître la vie économique et culturelle d'un village de l'ethnie Bwa.

La même préoccupation préside à la conception d'un cédérom togolais sur « *le peuplement du Togo* », rappel succinct des premiers peuplements au XIX^{ème} siècle, et un site, toujours visible⁹⁸, sur la « *chefferie chez les Ewe* », peuple réparti entre le Ghana, le Togo et le Bénin où la chefferie est devenue élective à partir du XVI^{ème} siècle. La collaboration d'un professeur du département d'Histoire de l'Université de Lomé et de son équipe apporte sa caution scientifique à la réalisation de ce travail. Le site se décompose en trois grands chapitres en dehors du préambule et la conclusion : le peuplement, la chefferie et les grands chefs Ewe.

Un second thème, de type plus institutionnel, est représenté par deux sites et un cédérom.

Le premier site a été écrit au Burkina. Intitulé « *l'annuaire du MEBA* »⁹⁹, il n'est plus en ligne actuellement.

Le second est un site élaboré au Sénégal, intitulé « le Pôle de Dakar¹⁰⁰ - Analyse sectorielle en éducation ». Le site comporte deux parties :

- un espace grand public offrant en ligne des documents généraux, dont la méthodologie RESEN¹⁰¹ et d'autres documents méthodologiques ou analytiques

⁹⁸ <http://www.chez.com.chefsewe/accueil.html>

⁹⁹ MEBA est le sigle pour désigner le Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation.

¹⁰⁰ « Le Pôle de Dakar » est l'émanation d'un partenariat entre l'UNESCO et le Ministère des Affaires Etrangères français. On appelle ainsi une équipe qui travaille sur l'analyse sectorielle dans le domaine de l'éducation.

¹⁰¹ RESEN (Rapport d'Etat d'un Système Educatif National) désigne un type de diagnostic d'un système éducatif, produit à partir d'une démarche d'analyse précise, faites par étapes systématiquement abordées dans les différents chapitres du rapport final.

conçus par le Pôle, ainsi que des informations sur l'actualité du monde de l'éducation en Afrique.

- Un espace privé réservé aux personnes ayant partie liée avec les activités du Pôle dans les pays d'Afrique sub-saharienne, en particulier les employés chargés d'analyse et de planification dans les différents ministères de l'éducation.

A ces deux productions s'ajoute un cédérom en cours d'élaboration au Togo : « *statistiques, indicateurs* ». Celui-ci qui devrait être achevé en 2004, comprendra trois parties :

- les tableaux des statistiques scolaires du Togo : nombres d'élèves, d'enseignants, infrastructures etc. relatives à l'année scolaire 2001-2002¹⁰²
- une analyse de ces divers chiffres à travers des indicateurs commentés (taux de scolarisation, inscriptions, ratios etc.) appuyés par des graphiques
- une initiation au calcul des divers indicateurs généralement utilisés, avec leur définition et des exemples de calcul à l'appui.

L'un des objectifs annoncé est de favoriser l'autoformation des inspecteurs et des responsables centraux et régionaux de l'éducation qui y verront un support pédagogique d'initiation à la planification de l'éducation. Une mission d'évaluation est prévue afin d'apprécier son impact auprès des publics cibles¹⁰³ ainsi qu'une remise à jour périodique des données chiffrées.

Ces trois projets visent principalement à donner des outils d'aide à la décision à un public institutionnel s'intéressant à la planification, qu'il s'agisse des décideurs des directions centrales ou des responsables des directions régionales, voire des institutionnels et acteurs internationaux. Au-delà, ces informations peuvent intéresser un public plus large comme par exemple les parents d'élèves, les enseignants...

Le troisième thème dédié à la formation continue s'inscrit dans l'objectif central du programme RESAFAD de développement d'une expertise nationale dans les pays du Sud.

La formation continue est représentée par deux sites. Le premier est le site de la « *Cellule d'Appui à la Formation Professionnelle* » (CAFP), mis au point au Burkina Faso.

Ce site, toujours actif, est mis à jour très régulièrement¹⁰⁴. Il présente la CAF, sa mission, ses actions en faveur de l'apprentissage pour l'acquisition de compétences professionnelles reconnues¹⁰⁵ en se plaçant sur un triple plan : professionnel, territorial et réglementaire. Il fournit aussi des indications sur la mise en chantier d'un guide de l'apprentissage pour l'élaboration de supports de formation à l'intention de cinq métiers retenus pour l'expérimentation. La CAF, née de la concertation des institutions d'appui à l'artisanat et aux petites et moyenne entreprises est placée sous la tutelle du Ministère de l'Emploi du Travail et de la Sécurité Sociale (METSS), du Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS) et du Ministère du Commerce de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat (MCPEA) Elle bénéficie de l'appui technique et financier de coopérations bilatérales¹⁰⁶ et de diverses ONG et de projets sur le terrain. Cette information actualisée peut intéresser non seulement les cadres des ministères concernés mais aussi les patrons burkinabés, artisans ou responsables de PME, les conseillers ou assistants techniques ayant en charge l'artisanat et, d'une façon plus large, des formateurs.

Les deux sites suivants sont sénégalais.

Le premier est le Portail des lycées et collèges du Sénégal¹⁰⁷.

¹⁰² Ce sont les plus récentes qui soient disponibles.

¹⁰³ Il s'agit de décideurs, de cadres administratifs, d'inspecteurs et aussi de partenaires : ONG, bailleurs de fonds, coopérations bilatérales.

¹⁰⁴ Le site est visible à l'adresse suivante : <http://cafp.bf>; sa dernière mise à jour date de septembre 2003.

¹⁰⁵ Par exemple le lancement d'une formation de coupe et couture homme, début septembre 2003

¹⁰⁶ Il s'agit de la Coopération allemande, la Coopération autrichienne, la Coopération française et la Coopération suisse.

¹⁰⁷ www.education.sn

Ce site offre des liens avec les différents sites éducatifs existants au Sénégal qu'ils soient d'origine nationale ou internationale¹⁰⁸. Il donne à la rubrique « actualité » accès aux informations concernant les activités pédagogiques développées au Sénégal telles formations, séminaires, manifestations culturelles à caractère pédagogique ... et permet l'accès à des sites disciplinaires, adaptés aux programmes actuellement en vigueur. Il comporte enfin un espace privé où des activités de travail collaboratif sur des thèmes pédagogiques peuvent être menées.

Le second site s'intitule « *Structure de Formation Continue des Professeurs du Sénégal* »¹⁰⁹. C'est un projet, piloté par le Coordinateur National de la Formation Continue. Il répond à un besoin de formation des professeurs ainsi que des vacataires et des volontaires recrutés par le Ministère de l'Éducation sénégalais sans formation professionnelle initiale. Le site offre un outil supplémentaire de mise à disposition de ressources disciplinaires (guides, fiches pédagogiques..) adaptées aux programmes sénégalais et directement exploitables¹¹⁰. Les enseignants, les formateurs de l'ENS, les inspecteurs, les conseillers pédagogiques et des chercheurs de certains instituts forment le public potentiel et peuvent y accéder gratuitement individuellement ou collectivement en cellules pédagogiques. par navigation, téléchargement ou support papier. Il est hébergé sur le serveur RESAFAD Sénégal. Enfin quatre sites et un Cédérom peuvent, pour des raisons de commodité, être classés dans une catégorie relevant de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur.

Le site portail des ENEP¹¹¹ (Ecole Normale des Enseignants du Primaire) a été conçu à l'origine par des personnes ayant suivi le DUCM pour devenir un moyen de communication privilégié pour l'information et les échanges entre les différentes Ecoles Normales du Burkina¹¹².

De fait, actuellement la page d'accueil offre diverses informations de caractère national ou axées sur l'une ou l'autre des ENEP. La zone de gauche contient différentes rubriques, accessibles par un clic, dont « travaux de recherches » et « ressources pédagogiques » qui se déclinent à leur tour en plusieurs sous-rubriques¹¹³. C'est là, sous l'indicatif : « ressources » qu'il est possible de trouver, au format pdf, et de télécharger l'ensemble des 19 modules de formation à distance des directeurs d'école, initiés par RESAFAD. Toutes les rubriques annoncées en page d'accueil ne sont pas encore actives, notamment le forum mais, tel qu'il existe, ce site représente un outil pratique d'information et de formation.

La maquette réalisée, il restait toutefois un enjeu important ; celui de faire adhérer à ce projet les équipes de direction et le corps professoral des différentes ENEP pour qu'elles se l'approprient.

Les débuts furent difficiles. Les écoles étant peu équipées en informatique, le corps enseignant ne pouvait pas utiliser les contenus de la maquette et il n'existait pas de possibilité d'en faire la promotion et montrer son utilisation dans le cadre de l'auto formation ou de l'accompagnement à la formation initiale.

Courant 2002, seules trois ENEP étaient connectées (Bobo-Dioulasso, Loumbila et Fada N'Gourma) et, pour des raisons de coût, elles n'étaient plus que deux à l'être en 2003. De plus, si trois écoles possédaient une salle informatique, une seule (Bobo-Dioulasso) bénéficiait d'un réseau de plusieurs postes connectés.

¹⁰⁸ comme le site de World-Links ou celui du campus numérique francophone de Dakar de l'AUF.

¹⁰⁹ <http://sfc.education.sn>

¹¹⁰ Tous les renseignements sur ce futur site se trouvent sur le serveur de RESAFAD Sénégal : <http://www.sn.resafad.org>

¹¹¹ Les Écoles Nationales des Enseignants du Primaire (ENEP) ont pour première mission de former des Instituteurs Adjoints Certifiés des secteurs public et privé de l'enseignement du premier degré. Ces écoles seront de plus en plus amenées à s'impliquer dans la formation continue des enseignants.

¹¹² Chacune des ENEP Ouahigouya, Loumbila, Fada Ngourma, Bobo Dioulasso, Gaoua, est accessible à partir d'une carte géographique située en haut et à gauche du site ENEP. Différentes rubriques sont déjà mises en place : administration, corps professoral, formation, salle de ressources, etc. il ne reste plus qu'à y entrer du contenu.

¹¹³ Voir, à titre d'exemple, en annexe 14, deux copies d'écran de la rubrique « ressources pédagogiques ».

La deuxième phase du projet a donc commencé en septembre 2002 par la mise en place d'un plan d'équipement, de formation, d'information et par la refonte du site. Ce plan d'action a pu voir le jour grâce au Projet d'Appui à l'Education Nationale, qui avait inscrit la mise en réseau des ENEP dans son programme et qui a apporté un appui financier important.¹¹⁴

Le plan d'action est actuellement en cours, chaque ENEP est maintenant équipée d'un Intranet d'au moins 5 postes et est connectée à Internet. Les actions de sensibilisation et de formation ont permis la mise en place d'une équipe de formateurs et de personnels, dans chaque ENEP, qui ont en charge la maintenance de la salle informatique et ses équipements, la démultiplication de la formation et l'élaboration et la mise à jour du site de chaque école normale.

Le site portail des ENEP sera complet et mis en ligne à l'adresse

<http://www.enep.bf> en juin 2004.

Les publics visés sont évidemment en premier les dirigeants des ENEP, leurs personnels enseignants, les élèves maîtres dont le nombre est important puisque les effectifs atteignent pour chaque promotion, en moyenne 500 personnes par école, soit 2300/2500 futurs maîtres, mais aussi les partenaires institutionnels au Burkina et à l'étranger.

Le Site sénégalais de « *l'Institut de Recherche pour l'Enseignement des Mathématiques de la Physique et de la Technologie* » (IREMPT) qui vient d'être mis en ligne (<http://irempt.education.sn>). La mission principale de cet institut est la recherche et l'expérimentation pédagogique sur l'enseignement des Mathématiques, de la Physique et de la Technologie et la transition entre les différents niveaux d'enseignement. Ce site doit aussi contribuer à la formation initiale et continue des enseignants du primaire et du secondaire. Il doit également contribuer à la diffusion d'une documentation pertinente notamment par la mise en ligne des résultats de la recherche et être ainsi une aide à l'information des enseignants. Les auteurs du site ont un programme ambitieux. C'est en effet un site portail qui est envisagé. Il est prévu pour abriter dans un premier temps une présentation de l'IREMPT, des ressources validées pour les enseignants sur la recherche didactique et la formation à l'Intégration des NTIC dans l'enseignement et des ressources pour l'apprentissage des élèves sur la modélisation et la simulation. Par la suite, il est envisagé d'y adjoindre un espace Jeunes-Sciences-Technologie, informatif et ludique et de mettre en place un forum¹¹⁵.

Le site <http://www.examen.sn> de « *l'Appui à l'Enseignement Scientifique* »¹¹⁶a pour objectif la mise à disposition des élèves des classes de troisième et terminales, d'un répertoire d'exercices avec leurs corrigés des examens du Brevet (BFEM) et du BAC des cinq dernières années, ainsi que des conseils d'orientation, pour aider à la réussite des élèves dans les disciplines scientifiques. Outre la possibilité d'entrer dans ces annales par niveau d'études - troisième, terminales S1/S2/S3 - la page d'accueil du site présente le projet et ses concepteurs. Il s'agit d'un site actualisé puisque sont déjà en ligne les résultats des épreuves de physique du bac S2. Le public visé est évidemment celui des élèves de ces classes d'examen, les enseignants et les parents d'élèves.

Le cédérom guinéen ayant pour thème : « *l'étude de 34 plantes anti-parasitaires de la pharmacopée traditionnelle* » a pour champs d'application l'enseignement supérieur. Son originalité a été d'être élaborée par une équipe d'universitaires pluridisciplinaires de la Faculté des Sciences des départements de botanique, biochimie et chimie et de la Faculté de Pharmacie, toutes deux faisant partie de l'Université Abdel Gamal Nasser de Conakry. La base de données pour l'élaboration des contenus est un ensemble de mémoires de pharmacie et en sciences biologiques, soutenus à l'université de Conakry, durant deux décennies, dans le

¹¹⁴ De l'ordre de 32 M de francs CFA, soit 50 000 euros.

¹¹⁵ Tous les renseignements sur ce futur site se trouvent sur le serveur de RESAFAD Sénégal :

<http://www.sn.resafad.org>

¹¹⁶ Voir document annexe 15.

domaine de l'amélioration des formes traditionnelles de médicaments et la lutte contre les parasitoses. Ce travail, dont la validité scientifique a été contrôlée dans le cadre du réseau RESAFAD par un enseignant-chercheur en toxicologie de la Faculté des Sciences de la Santé de l'Université de Ouagadougou, se veut un outil pédagogique à l'intention des étudiants¹¹⁷. L'étude se fait d'une façon interactive, soit à l'aide de tableaux systémiques où les plantes sont recensées par type de maladies et de parasitoses soit par un index alphabétique, Outre son intérêt de sauvegarde d'un certain patrimoine intellectuel, assez détérioré par les mauvaises conditions de conservation des herbiers qu'il a fallu reconstituer et des documents eux-même, ce travail a permis aux enseignants chercheurs qui y ont travaillé de prendre conscience de l'intérêt d'un tel support de cours ou de TD et a donc suscité de leur part l'envie de voir se renouveler l'expérience.

Le dernier site étudié ici est également ciblé universitaire puisque qu'il s'agit du site du Centre d'Etudes et de Recherches en Lettres, Sciences Humaines et Sociales (CERLESHS) de l'Université de Ouagadougou qui se propose de mettre en ligne une sélection des meilleurs mémoires de ces différentes disciplines¹¹⁸ et de donner des informations aux étudiants sur les cursus de ces départements (historique, formation, filières existantes et enseignants responsables et enfin débouchés possibles). Le site est hébergé sur le serveur de RESAFAD-Burkina et visible à l'adresse suivante : <http://www.bf.resafad.org/cerleshs/>. Actuellement, les informations et les mémoires concernent seulement trois départements, ceux d'Histoire et d'Archéologie, d'Art et Communication et de Sociologie.

En conclusion, on peut noter avec satisfaction que très peu de projets acceptés à la suite de l'appel d'offre n'ont pas abouti à une production ¹¹⁹ effective. Cependant tout n'a pas été facile, les délais, prévus initialement d'une année, ont dû être considérablement allongés. Certains sites ne sont d'ailleurs pas encore terminés. Ce dépassement peut avoir, selon les pays, des causes diverses. Des problèmes de ressources humaines ont pu survenir car il n'est pas toujours facile de former et faire travailler une équipe pluridisciplinaire, sans qu'apparaissent, en cours de route, des rivalités de personnes¹²⁰. L'équipe a pu se heurter aussi à des difficultés d'ordre technique. Ainsi, si le Burkina, le Togo et le Sénégal, ont pu disposer de ressources humaines avec les diplômés du DUCM¹²¹, ce n'était pas le cas de la Guinée qui dut faire appel à une personne extérieure pour l'architecture, le graphisme et le montage HTML. La question de la duplication des produits sur place a été pour toutes les équipes un sérieux handicap.

Sans méconnaître le poids de ces difficultés, la réalité et la qualité des productions est la preuve que l'encouragement à la production de produits pédagogiques et de contenus du Sud et à leur promotion, était un challenge à prendre dans le processus de développement d'une expertise nationale pour la production de contenus de formation au sein des instances éducatives.

Cette réalisation a également permis aux différentes équipes une prise de conscience de l'importance des questions de droits afférant aux productions multimédias auxquelles elles étaient jusque là assez peu sensibles.

Il serait sans doute intéressant, comme cela a été dit à propos du DUCM, de pouvoir utiliser ce corpus à des fins pédagogiques pour enrichir des dispositifs de

¹¹⁷ Voir le document annexe 16.

¹¹⁸ Sont ainsi disponibles, au format PDF, 12 mémoires en histoire, 5 en arts et communication et 5 en sociologie. Les plus récents datent de 2001. Le survol de la rubrique « Histoire et Archéologie » montre que les 12 mémoires retenus, traitent tous de l'histoire contemporaine - 2 axés sur la fin du XIX^{ème} s. et 10 consacrés au XX^{ème} s. -

¹¹⁹ 3 sur 15 seulement n'ont pas pu être terminés.

¹²⁰ Par exemple en Guinée la défection d'un pharmacien, en désaccord avec le chef de projet, a entraîné des retards nécessités par la recherche d'un remplaçant.

¹²¹ Pour le site sénégalais de l'IREMPT il est dit expressément : « *Le dispositif sera piloté par le concepteur du Projet assisté d'une équipe de développement (enseignant diplômé DUCM) d'enseignants de l'Institut pour la conception et la réalisation des ressources et d'un infographiste.* »

formation mais aussi d'analyser les processus mis en place pour ces productions, de réfléchir sur des obstacles rencontrés, de capitaliser les expériences afin de réaliser un cahier de charge qui pourrait aider des équipes que voudraient se lancer dans la même aventure.

Il n'en reste pas moins que, pour que ce type de production ne demeure pas un phénomène ponctuel, il est indispensable de mettre en place une dynamique et d'encourager les échanges pour le développement d'un réseau de compétence avec un renforcement de la coopération inter établissements non seulement Nord/Sud mais aussi Sud/Sud.

Il faut aussi que ces initiatives soient véritablement soutenues par les ministères et les décideurs du système éducatif. Il est nécessaire que, au-delà des déclarations d'intention, soient mis au point de véritables dispositifs d'encouragement à la production de contenus de formation par les ministères de tutelle dans les pays du Sud, dans la logique du Fonds Francophone des Inforoutes, et à un niveau national de sélection.

CHAPITRE 7

L'EXPERIMENTATION DE L'UEL-PCSM (UNIVERSITE EN LIGNE- PREMIER CYCLE SUR MESURE)

Une recherche – action sur l'usage de contenus préexistants et de leur adaptation au contexte africain dans le cadre d'une Formation Ouverte et A Distance.

Cette expérimentation est réalisée concrètement dans un seul pays du Réseau RESAFAD : la Guinée. A la suite de cette réalisation, le Sénégal et le Togo ont fait part de leur désir de pouvoir à leur tour bénéficier de l'UeL-PCSM.

Depuis avril 2003, au Togo, dans le cadre de la formation d'un pôle technologique¹²² deux groupes de travail ¹²³ sont mis en place pour étudier le contenu de ces documents, étudier la conformité de ces ressources par rapport aux programmes universitaires togolais et les besoins d'approfondissement des connaissances des professeurs de Lycée. Ce travail doit aboutir un rapport intégrant des recommandations sur la pertinence de l'usage de ces produits multimédia et des réflexions sur des adaptations éventuelles à apporter au contenu de ces ressources pour la formation initiale des étudiants ou la formation continue des enseignants scientifiques du secondaire. Lorsqu'il sera prêt, ce dossier sera rendu à l'Université de Lomé et au MENR qui prendront leur décision.

Au Sénégal, la non-disponibilité actuelle des conseillers pédagogiques a retardé la réflexion pour la mise en œuvre d'une action qui se ferait au profit de la formation continue des enseignants du secondaire.

L'expérience guinéenne s'est mise en place à partir de mars 2001 et s'est toujours déroulée dans le cadre d'accords de partenariat entre le Réseau Universitaire des Centres d'auto formation (RUCA), RESAFAD et les institutions d'enseignement supérieur concernées.

Née sur place d'une étude des besoins, elle a débuté d'abord à Conakry avec la Faculté des Sciences et l'Institut des Sciences de l'Education de Guinée (ISSEG) chargé entre autre, de la formation continue des enseignants du secondaire. Elle s'est développée et diversifiée selon les demandes expressément exprimées par les autorités de la seconde université de Guinée à Kankan et du Centre Universitaire de Labé. Elle s'est déclinée d'une façon inégale sur deux volets principaux : l'enseignement supérieur et la formation d'enseignants du secondaire.

Cette action n'a pas encore fait l'objet d'une véritable évaluation mais seulement d'un suivi interne. Elle a fait l'objet de comptes-rendus réguliers¹²⁴ de la part de l'Assistante Technique, correspondante du RESAFAD en Guinée¹²⁵ qui a animé cette expérimentation, et a été suivie avec attention, y compris par des visites sur le terrain en janvier et février 2003, lors de missions de l'un des trois coordinateurs¹²⁶ et l'ancienne présidente du RUCA¹²⁷ venus tous les deux à trois reprises en Guinée. A l'occasion du séminaire RESAFAD à l'UNESCO, en mai 2003, sur « l'usage des réseaux pour l'éducation en Afrique », une synthèse de cette expérimentation a été faite et mise en ligne¹²⁸. Le texte qui suit va beaucoup emprunter à cet article.

¹²² Avec comme partenaires le Ministère de l'Education et de la Recherche togolais, l'Université de Lomé, l'AUF et RESAFAD.

¹²³ L'un pour l'Université, l'autre pour la Direction de la Formation Permanente (DIFOP) du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche.

¹²⁴ Comptes rendus de formations et de missions dans les universités en région, Voir les documents annexes 18 et 19.

¹²⁵ Mme Marie-Paule Théry

¹²⁶ M. Jean Valérien.

¹²⁷ Madame le Professeur Nicole Bernard.

¹²⁸ Par l'ancienne responsable du RESAFAD, de retour de Guinée.

Il existe en Guinée deux universités : l'Université de Conakry et l'Université de Kankan et trois instituts dont l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (ISSEG).

En janvier 2002, deux centres universitaires régionaux, à Labé et à N'Zérékoré, ont été ouverts. Ils dépendent respectivement des universités de Conakry et de Kankan.

Les Autorités de l'Enseignement supérieur ont décidé la décentralisation des structures universitaires en créant des pôles décentralisés, avec une volonté politique exprimée de les mailler, dès que possible en réseaux, en profitant des possibilités financières offertes par le programme et le programme de l'Éducation pour Tous (EPT), et la remise de dettes. Le déficit en enseignants constitue un frein considérable pour ces nouveaux ou futurs établissements.

Le principe d'un enseignement ouvert et à distance est adopté, au moins pour une partie des cursus qui seront ouverts dans les nouveaux centres.

C'est dans ce contexte que débute, en mars 2001, l'expérimentation de l'Université en ligne (UeL) et des programmes numérisés français, Premier Cycle sur Mesure (PCSM).

L'UeL-PCSM est produit par le Réseau Universitaire des centres d'Auto formation (RUCA). C'est un ensemble de produits multimédias offrant une somme de documents numérisés de toute nature, alliant des textes, des images fixes ou animées et du son, répartis sur quatre domaines disciplinaires, Mathématiques, Physique, Chimie et Biologie. L'ensemble de la production représente des centaines d'heures de cours et d'exercices, axés sur les programmes des premiers cycles scientifiques.

La signature des accords de partenariat, fin janvier 2001, donne le coup d'envoi officiel à l'expérience pour l'Université de Conakry (Faculté des Sciences) et pour l'ISSEG.

L'objectif est alors de permettre à une équipe d'environ vingt à trente enseignants de consulter, dans la salle RESAFAD, les modules de l'UeL-PCSM en mathématiques, physique et chimie, de mars à juillet, selon un planning de séances hebdomadaires. Il s'agit d'un travail en binôme mais chaque enseignant dispose d'un poste de travail individuel.

Malgré de réelles difficultés techniques (coupures d'électricité, version périmée de certaines simulations et démonstrations...) et quelques abandons, les résultats de cette appropriation sont encourageants. L'expérience se poursuit à la rentrée et, le 1^{er} décembre 2002, lors du séminaire de Conakry, les indicateurs d'une bonne appropriation du produit par les enseignants apparaissent comme suffisamment positifs aux responsables du RUCA et du RESAFAD pour justifier la poursuite de l'expérience, avec l'acceptation d'accéder à la demande insistante des expérimentateurs de réaliser des séances de cours-tests devant des étudiants. La possibilité d'une délocalisation des modules à l'Université même est également donnée aux expérimentateurs pour leur permettre de travailler en « libre service » et sensibiliser les autres enseignants au produit.

Lors du séminaire, un élargissement de l'expérimentation en faveur de l'Université de Kankan est également décidé.

Entre avril et novembre 2002, trois sessions de travail sont organisées à Conakry, à l'intention d'une dizaine d'enseignants, des différentes disciplines concernés par l'UeL-PCSM.

L'équipe, va ensuite, à Kankan, travailler à la stratégie pédagogique à employer pour une réelle intégration dynamique des extraits de modules dans la progression des cours enseignés. En février 2003, une mission à Kankan de la responsable RESAFAD en Guinée permet le suivi de l'expérimentation, avec l'organisation de cours-tests devant les étudiants et la mise des modules UeL-PCSM par discipline sur 4 des ordinateurs de la salle informatique réservée aux enseignants pour leur permettre un travail en « libre service ». Des extraits ciblés du module de mathématiques sont également installés sur les ordinateurs d'une salle dédiée à l'intention des étudiants de seconde année de « math-physique » pour des

expérimentations de TD, avec un enseignant durant le second semestre 2003. Les tests sont poursuivis durant cette même période.

Une expérimentation a également eu lieu sur le site universitaire déconcentré de Labé à partir de juin 2002.

Connaissant les graves difficultés engendrées par l'absence d'enseignants permanents dans l'apprentissage des étudiants de première année de la filière math-info (seule filière actuellement enseignée), il a été décidé, fin mai 2002, de faire une expérimentation de révisions, en libre service, d'une partie du programme de mathématiques¹²⁹. Des extraits de l'UeL ont été installés, courant juin, sur les 13 ordinateurs existants alors¹³⁰ et les étudiants, nantis d'un manuel d'utilisation pratique du logiciel, créé tout exprès à cet effet, ont pu travailler en libre service après les cours (dans la mesure toutefois où le courant électrique fonctionnait). Les résultats ont été probants avec 64% (36 reçus sur 56) dès la session de juillet.

L'expérimentation s'est poursuivie et diversifiée en 2002-2003, à la demande pressante des autorités du Centre. Un des enseignants venant en mission d'enseignement et connaissant bien les produits UeL-PCSM¹³¹, a élaboré, une stratégie d'apprentissage pour les étudiants de seconde année avec la mise au point de TD et un travail en auto-formation en vue d'une meilleure harmonisation du programme¹³². Il a également initié les étudiants de première année à la manipulation du logiciel.

Une expérimentation d'un autre type s'est aussi déroulée à Labé, début 2003, avec l'accord du directeur du Centre et des autorités déconcentrées de l'enseignement secondaire. Cette action se place dans la perspective de la formation continue des professeurs de mathématiques enseignant en lycée avec, comme objectif, un relèvement du niveau des étudiants entrant en première année des DEUG scientifiques. Il s'agit de faire travailler les professeurs sur des extraits des modules installés au Centre Universitaire, tout en les initiant à la pratique de l'ordinateur.

La formation a été conçue au plan académique, et physiquement assurée, par le docteur Oussemane BAH, déjà responsable de l'utilisation de l'UeL-PCSM par les étudiants. Trois « tuteurs », choisis parmi les étudiants de seconde année, ont aidé aux manipulations.

Cette expérimentation, appelée « *Actualisation des connaissances en mathématiques à l'aide des nouvelles technologies* » s'est voulu volontairement limitée dans le temps et l'espace puisqu'elle a concerné les lycées de la seule ville de Labé.

Elle s'est achevée le 15 février 2003 par la remise des attestations et une double demande de la part des enseignants-apprenants : la poursuite de l'expérimentation par une seconde session où d'autres thèmes pourraient être abordés et la création d'un centre de ressources commun dans un lycée de la ville pour les professeurs du secondaire de Labé avec une possibilité d'utilisation de l'UeL-PCSM dans les autres disciplines disponibles en rapport avec les programmes à enseigner.

Parallèlement, et dans l'esprit d'aider à la formation continue des enseignants du secondaire, début 2003, deux enseignants de l'ISSEG ont entrepris de tester le module « *mathématique pour la physique* » dans la perspective de la mise sur pied de la formation ouverte et à distance des enseignants de collège en mathématique et en science physique. Leur objectif est de voir quelle pourrait-être son utilisation dans la formation de ces enseignants notamment en centres de ressources délocalisés qui pourraient se situer au sein d'institutions universitaires ou de lycées pilotes.

¹²⁹ Voir document annexe 17.

¹³⁰ Grâce la Coopération Française et quelques ordinateurs supplémentaires donnés par l'Université de Conakry, la salle d'informatique est maintenant équipée, depuis février 2003, de 28 ordinateurs, ce qui permet une meilleure rotation des séances de TD entre les première et les seconde années.

¹³¹ Pour avoir fait partie du « noyau dur » de Conakry.

¹³² Il s'agit de tenter de pallier les différences d'approche d'une mission d'enseignement à l'autre et de faciliter leur mise en cohérence.

A la fin de ce bref panorama des différentes actions entreprises, que penser de cette expérience ?

La variété des expérimentations menées dans le temps depuis la fin mars 2001, leur dispersion au plan géographique, les leçons apprises en cours de route (*pourquoi telle chose a marché et telle autre a tourné court..*) amènent tout naturellement à essayer de capitaliser l'expérience acquise afin de dégager des pistes de réflexion pour des actions futures.

Cinq points paraissent à ne pas négliger.

- La définition du profil des expérimentateurs. Il semble important qu'ils soient à la fois volontaires et en « prise directe » avec la formation du public cible ;

- l'importance d'un travail de réflexion des enseignants en groupe sur l'appropriation des contenus et leur utilisation ;

- la nécessité de « laisser du temps au temps » pour mettre en œuvre, adapter les expérimentations selon le contexte mais aussi pour qu'ait lieu une maturation des esprits et des mentalités ;

- la nécessité d'un suivi attentif ;

- l'importance, enfin, d'une bonne connaissance du milieu, de ses besoins, de ses attentes mais aussi de ses contraintes spécifiques.

Deux exemples contradictoires pour alimenter la réflexion sur ce dernier point : l'un, sur l'effet positif d'une prise de conscience par les enseignants ou les responsables de besoins non-satisfaits et l'autre sur la nécessité de bien connaître la nature de certains obstacles pour pouvoir les dépasser et se donner les chances de réussir.

- A la lumière de l'expérience en Guinée, il semble que ce soit dans les lieux où la conscience des besoins était la plus aiguë, que l'intérêt a été le plus fort et surtout le plus constant.¹³³

- Le second exemple sera consacré au poids, très lourd mais souvent peu explicité, des freins hiérarchiques. C'est un point dont on ne saurait sous-estimer l'importance au quotidien pour la réussite du projet et ceci, nonobstant les volontés officiellement affichées lors de rencontres avec des autorités venues de France¹³⁴.

En conclusion, il ne saurait évidemment être question de dresser un véritable bilan d'expérimentations qui pour la plupart sont toujours en cours.

On peut noter toutefois objectivement un premier résultat positif. Il s'agit du succès remarquable remporté par les étudiants du Centre Universitaire de Labé en Guinée, lors de la publication en septembre 2003 des résultats au concours d'accès au Centre Informatique de Conakry où les mathématiques jouent une place prépondérante. Pour 20 places disponibles, 15 sont revenues à Labé qui présentait 50 candidats et 5 à ceux de la filière Mathématique, Informatique et Economie (MIE) de la Faculté des Sciences de Conakry avec 98 candidats. Cette réussite est encore renforcée par le fait qu'en juillet 2003 pratiquement 80% d'étudiants de seconde année ont été reçus au DEUG (42/54) dès la première session. Ces résultats, en confirmant les résultats obtenus en première année de DEUG en juillet 2002, montrent de façon incontestable, parce quantitativement vérifiable, l'apport bénéfique de l'expérimentation de l'UeL-PCSM.

Au delà, au plan national, cette expérience a incontestablement ouvert des perspectives.

Au plan de la formation des enseignants du secondaire, il existe maintenant une première situation de référence prouvant que des professeurs, motivés en partie

¹³³ Deux lieux géographiques sont dans ce cas : Kankan dont la position géopolitique excentrée nuit au rayonnement de la seconde université nationale et Labé, très jeune centre universitaire, affronté à de nombreuses difficultés où une équipe des responsables, à esprit pionnier, est à l'affût de toutes les propositions susceptibles d'accroître le rayonnement du centre et de suppléer à ses handicaps.

¹³⁴ En Guinée, par exemple, les enseignements devant les étudiants sont du strict ressort d'un professeur titulaire du cours et aucun enseignant, même assumant la charge effective dudit cours, ne peut faire de modifications ou d'innovations sans son accord. Or ces professeurs titulaires sont généralement peu enclins à voir se mettre en place des changements qui risqueraient de remettre en cause leur autorité.

par l'utilisation de l'ordinateur, sont capables de se former sur site avec un appui rapproché local et, par la suite, en libre service avec un tutorat de proximité. C'est une donnée à prendre d'autant plus en compte que le plan EPT et la remise de la dette vont entraîner une relance de la formation continue à l'échelon national et qu'il existe un manque crucial de ressources humaines pour la prendre en charge dans le cadre traditionnel de sessions présentiels. Cette situation pourrait être débloquée par l'utilisation, d'ailleurs prévue, de la formation à distance et le recours aux TIC.

Au plan de l'Enseignement Supérieur, les responsables guinéens du ministère peuvent disposer de situations de référence sur l'apport que peuvent apporter les TIC et une expérience d'enseignement semi-présentiel à distance, dans la délocalisation de centres universitaires à partir des universités existantes. La constitution effective d'un réseau de centres autonomes permettrait une meilleure répartition des ressources éducatives sur l'ensemble du territoire national.

Il est certain que la motivation engendrée par le travail sur ordinateur, l'attrait exercé par l'UeL-PCSM, la qualité de ces produits multimédias, leurs présentations interactives, leurs possibilités de simulation, d'observation sont des éléments importants de motivation.

La flexibilité des usages, l'amélioration constante des possibilités d'utilisation des ressources¹³⁵, ajoutées à l'intérêt d'un travail de groupe dans la stratégie d'appropriation des enseignants et aussi des étudiants amenés à prendre une part active à leur apprentissage, tous ces facteurs, ont joué positivement.

Il ne faudrait pas cependant tomber dans un optimisme béat et croire que le libre-service sauvage et l'importation clé en main de programmes fait au Nord, pour un public du Nord, puissent être la panacée de tous les maux dont souffrent les systèmes éducatifs africains. Déjà, en 2000, le Courrier de l'UNESCO dans un article trouvé sur Internet¹³⁶, s'inquiétait des répercussions que le « E-learning » risquait d'avoir sur l'enseignement supérieur des pays du Sud en aggravant la fracture sociale, en déstabilisant le secteur universitaire national et en décourageant les compétences locales.

Ce n'était certes pas là l'objectif de cette expérimentation qui s'est toujours voulu au service et à l'écoute des enseignants et des formateurs locaux avec l'espoir de susciter chez eux non seulement l'envie d'utiliser au mieux ce genre de produits mais d'imaginer la création de produits de formation originaux à l'aide des TIC.

¹³⁵ Un progrès remarquable a en effet eu lieu par rapport aux premières versions disponibles en l'an 2000 pour une meilleure sélection des séquences grâce à un effort de « granulation » des modules.

¹³⁶ http://www.unesco.org/courier/2000_11/fr/doss32.htm

CHAPITRE 8

LES « INITIATIVES-PAYS » EN FAVEUR DE L'USAGE DES NTIC

Des projets adaptés aux spécificités du terrain, en adéquation avec les besoins des pays

Selon sa lettre de mission, il est de la responsabilité du correspondant RESAFAD de favoriser des initiatives locales dans le domaine des NTIC. D'autre part, son immersion dans le pays où il réside, parfois depuis plusieurs années ou, mieux encore, dont il est originaire, le rend particulièrement apte à voir de quelle manière il lui est possible de travailler dans le cadre de la composante 3 du programme RESAFAD¹³⁷, en suggérant aux Coordinateurs la mise en œuvre de projets-pilote qui fassent intervenir différents acteurs de la société civile concernés par l'éducation.

- Dans l'ensemble des pays partenaires, la première approche en faveur de cette diffusion des usages, passe tout naturellement par la mise en œuvre de cours pour apprendre à se servir d'Internet pour le courrier électronique et la recherche sur le Web. Des formations à la bureautique sont également mises en place car elles s'avèrent souvent indispensables pour un travail ultérieur de formation utilisant les NTIC et font d'ailleurs l'objet de fortes sollicitations institutionnelles et personnelles. Il faut en effet noter que ce type de formation a été fait dans une majorité de pays partenaires à la demande des ministères de l'éducation qui souhaitent disposer dans leurs services d'un personnel susceptible d'utiliser pour son travail l'ordinateur et Internet. Cela a été le cas par exemple au Burkina-Faso où, en 1998-1999, plus de plus de deux cents cadres des enseignements primaire, secondaire, technique et supérieur ont reçu une formation aux services accessibles sur Internet. La même observation est valable pour le Mali dès l'installation de RESAFAD : « Dans un premier temps, nous avons formé le personnel du Ministère de l'Education de Base sans distinction de niveau ou de fonction. Environ 50 personnes ont eu accès à la salle de formation et ont pu acquérir des notions de base concernant le système d'exploitation Windows, les logiciels Word, Excel et Powerpoint, et les applications Internet (courriel et navigation) ¹³⁸ Actuellement encore, la formation de personnels de l'administration centrale du Ministère de l'Enseignement de Base est toujours une activité prioritaire des correspondants maliens du RESAFAD.

Les objectifs de ces formations doivent dans tous les cas être clairement précisés et il est de l'ordre du discernement pour les responsables locaux assistants techniques français ou nationaux de RESAFAD d'éviter de tomber dans le piège du cours de bureautique pour lui-même mais de le recadrer dans le sens d'un appui ciblé. L'objectif est de permettre à des concepteurs, des formateurs, des administrateurs de l'éducation engagés dans les différentes actions RESAFAD ou susceptibles de devenir des personnes-ressources dans leur pays, de maîtriser un outil de communication indispensable. Le rôle de RESAFAD est de former des experts nationaux au service de l'éducation, sans toutefois concurrencer les divers cours privés et les formations des cybercafés qui se sont multipliés partout en Afrique.

- Un autre type d'activité spécifique peut être lié au contexte tout à fait particulier d'un pays. C'est le cas de la Guinée Equatoriale, seul état hispanophone du continent et qui a décidé d'adhérer à la Francophonie. Le territoire national offre la particularité de n'être pas d'un seul tenant. La population se répartit géographiquement entre l'île de Bioko, où est implantée la capitale, Malabo, et une partie continentale, le Rio Muni, bordé à l'ouest et au nord par le Cameroun

¹³⁷ Cette composante est appelée : Soutien à des innovations liées aux nouvelles technologies.

¹³⁸ Extrait de la « Présentation de RESAFAD au Mali » texte écrit en janvier 1999 par l'Assistant Technique alors en place, Pierre Ottenwaelter (CSN).

et à l'est et au sud par le Gabon. Conséquence de l'adhésion à l'espace francophone, le français est devenu la seconde langue officielle en janvier 1998. L'enseignement de cette langue est désormais obligatoire au niveau du secondaire et son introduction est prévue aux deux derniers niveaux du primaire. Cette situation originale explique que le programme d'appui¹³⁹ mis en œuvre au titre de la coopération éducative privilégie l'enseignement et la diffusion du français.

De part sa situation géographique, les communications sont difficiles¹⁴⁰, le réseau routier est peu développé et son état laisse à désirer. Par contre, le téléphone bénéficie d'installations récentes, mises en place avec l'aide de la Coopération française et doit pouvoir permettre le développement des télécommunications et des technologies de l'information. Dans ce contexte tout à fait original et sans équivalent parmi les pays partenaires, l'implantation récente de RESAFAD¹⁴¹ prend une dimension particulière. En juin 2000, une première salle RESAFAD était inaugurée dans la capitale Malabo et en avril 2003, suite à une mission de la Volontaire Civile Internationale, correspondante RESAFAD,¹⁴² l'implantation d'une seconde salle à Bata, sur le continent, était décidée ainsi que la nature et les publics des premières formations¹⁴³. Le programme va faciliter l'organisation administrative et la décentralisation par la formation de cadres à l'usage de TIC puisque le Président de la République a décidé l'informatisation de la fonction publique et qu'une règle récente oblige les responsables des différents départements ministériels à siéger alternativement à Malabo et à Bata. Il lui faut aussi travailler à une mise en œuvre des programmes d'actions élaborés conjointement par le Projet d'Appui à l'Enseignement et à la Diffusion du Français en Guinée Equatoriale et la base arrière de RESAFAD à Paris pour la formation initiale et continue des enseignants.¹⁴⁴ Enfin l'accès à Internet permet de répondre aux demandes des usagers du réseau dans le domaine de l'accès à l'information et à la documentation francophone en temps réel et favorise ainsi l'amélioration de leurs compétences linguistiques en français.

- Autre type d'actions, les projets pilotes montés dans le cadre de la composante du programme RESAFAD-TICE intitulée : « innovations pédagogiques ». Ces projets, ciblés sur l'enseignement primaire et secondaire, sont montés et présentés par les correspondants locaux de RESAFAD. Ils sont examinés par les Coordinateurs et le Conseiller Régional et ne sont acceptés que dans la mesure où ils sont susceptibles de mettre en œuvre un processus induisant une dynamique nouvelle et observable dans le système éducatif du pays. A titre d'exemple nous allons examiner brièvement trois de ces initiatives destinées à l'enseignement secondaire.

¹³⁹ Le PAEDIF, Programme d'Appui à l'Enseignement et à la Diffusion du Français, adopté en décembre 1998, comporte trois composantes : la formation des enseignants de français du secondaire ; l'enseignement du français aux adultes et aux fonctionnaires ; un volet culturel centré sur l'environnement francophone.

Le PAEDIF, au delà de l'enseignement au sens strict, vise à faire du Français la langue de travail et de communication.

¹⁴⁰ Il faut près de dix heures de bateau ou près d'une heure d'avion pour relier, dans des conditions de sécurité encore incertaines, Malabo, la capitale, à Bata, la principale ville du continent.

¹⁴¹ L'inauguration de la salle du RESeau Africain de Formation A Distance (RESAFAD) implantée au sein de l'Université Nationale de Guinée Equatoriale a eu lieu le 8 juillet 2002. La connexion à Internet de la salle a eu lieu en novembre de la même année.

¹⁴² Mademoiselle Sophie Bel.

¹⁴³ Les premières formations de RESAFAD à Bata porteraient sur une initiation à l'informatique et concerneraient cinq types de public : les personnes travaillant pour la délégation de l'Education et des Sciences (10 personnes) / les responsables de Médiathèques au centre du pays (7 personnes) / les Conseillers Pédagogiques de français / les Professeurs de français (40 sur Bata, 80 sur l'ensemble du continent) / les EUIFP (Ecole Universitaire de Formation des Professeurs).

¹⁴⁴ Le Recteur de l'Université (UNGE) proposait, lors de la mission exploratoire de juillet 2000, la création d'un département de français au sein de l'université pour assurer en deux ans une formation diplômante en Français Langue Etrangère (FLE) pour laquelle RESAFAD serait à même d'apporter un appui dans la constitution du réseau qui devra relier le centre de ressources (à installer à l'UNGE par le PAEDIF) aux centres de formation FLE du continent avec, à terme, une offre de formation à distance.

- L'opération « Calculatrices » au Togo.

Le nouveau programme de Mathématiques (février 2001), en classe de Terminale C au Togo, fait maintenant appel, de manière significative, à l'utilisation de la calculatrice. Tous les élèves sortant de Terminale C, doivent être désormais capables de concevoir et de mettre en pratique des algorithmes simples de traitements de données.

Or, si les opérations de base sont relativement faciles à s'approprier à l'aide du manuel fourni avec la machine, il n'en va pas de même en ce qui concerne les activités de programmation. Par ailleurs, le contexte économique d'un pays comme le Togo, ne permet pas l'achat, pour la majorité des élèves, d'une calculatrice de type programmable.

Dans ce contexte, le RESAFAD-Togo a proposé, en avril 2003, la mise en place d'un projet innovant consistant, d'une part, à mettre à la disposition des classes de Terminale C du Togo un nombre adapté de calculatrices de type Casio 35+ (programmables), et d'autre part, de fournir un support pédagogique convivial, sous forme de cédérom, destiné aux formateurs de Mathématiques de la DIFOP (Direction de la Formation Permanente) qui leur permettra de se former à la programmation sur calculatrice. Ce savoir sera transmis, sous forme de stages, à l'ensemble des professeurs de Mathématiques intervenant dans les classes de Terminale C.

La formation des formateurs de la DIFOP à l'utilisation du cédérom sera assurée par le conseiller technique du RESAFAD. Elle s'appuie sur la consultation des sites des Inspections de Mathématiques en France, centres de ressources, et envisage l'échange de programmes avec des professeurs de mathématiques du Lycée Français de Lomé et d'autres établissements français.

- Le second et le troisième exemple décrivent la création d'un centre de ressources dans un lycée pour la formation continue sur site des enseignants en place. Il s'agit de création d'un centre de ressources au Lycée Vogan au Togo et d'un centre de ressources au lycée Wouro de Labé en Guinée.

Aucun de ces lycées ne se situe dans la capitale des deux pays : Vogan est le chef-lieu de la préfecture de Vo, à 50 km de Lomé et Labé, préfecture régionale de Haute Guinée (Fouta Djallon) est à 430 km de Conakry. On compte trois lycées dans cette ville, plus un quatrième à proximité, à Hafia où se trouve le Centre Universitaire.

Les contextes sont semblables. Le programme « Éducation Pour Tous » (EPT) mis en place avec l'aide de la Banque mondiale vise à la scolarisation universelle d'ici 2015. Il va entraîner une progression accélérée des effectifs non seulement à l'école primaire, mais également au secondaire. Le nombre d'élèves au collège et au Lycée va doubler en dix ans. Il sera donc nécessaire de recruter rapidement de nombreux enseignants sans pouvoir les faire bénéficier d'une formation initiale longue, et le recours aux TIC pourrait apporter une contribution originale et importante à la formation continue des enseignants.

Dans les deux cas, l'administration régionale de l'éducation, la direction des lycées, les enseignants et les parents d'élèves sont demandeurs et sont partie prenante pour la réalisation d'un centre de ressources doté de micro-ordinateurs

- En Guinée, ce projet s'est inscrit dans la continuité de l'expérimentation appelée « *Actualisation des connaissances en mathématiques à l'aide des nouvelles technologies* » qui a concerné, durant six semaines début 2003, tous les enseignants de mathématiques de terminales des lycées de la ville¹⁴⁵ -

La logistique mise en place est également semblable et fait appel à divers partenariats :

¹⁴⁵ Il y a eu demande écrite conjointe du proviseur du lycée et du directeur de Centre Universitaire pour que le projet se réalise et que l'ensemble des enseignants des lycées puisse bénéficier de l'accès à toutes les disciplines abordées dans l'UeL PCSM.

- l'Assemblée Nationale française, dans le cadre de la maintenance et du renouvellement de son parc informatique, met à disposition 10 postes de travail et 3 imprimantes par lycée ;
- l'Université Paris 6, membre du consortium universitaire d'appui à RESAFAD a accepté de procéder à la vérification et à la reconfiguration des machines et d'en assurer le colissage ;
- Air-France, dans le cadre de son programme humanitaire, a accepté d'assurer le transport des postes de travail. dans chaque pays.
- En Guinée, les parents d'élèves se sont d'or et déjà engagés à supporter les frais des consommables.

Dans les deux cas, sept postes seront installés dans le lycée concerné et trois iront à l'institution qui en assurera la maintenance et la mise en réseau à partir d'un serveur offert par RESAFAD. Il s'agit du Centre CAFMICRO de l'Université de Lomé pour le Togo et du Centre Technique¹⁴⁶ de Labé pour la Guinée.

Les composantes togolaise et guinéenne du programme RESAFAD veilleront à la mise en place effective du projet¹⁴⁷ et lui fourniront une assistance pédagogique ainsi que des produits de formation disponibles dans le cadre de la mutualisation des ressources des différentes composantes géographiques de RESAFAD ou d'une appropriation de produits multimédias français ou francophones existants comme cela a été le cas en mathématiques lors de l'expérimentation UeL-PCSM adaptée aux enseignants de Labé, exposée au chapitre 7.

L'impact de ces projets fera l'objet d'une évaluation.

Quelle conclusion tirer de ces expériences ? Il n'est pas facile de trouver une conclusion générale à un chapitre consacré, par nature, à des actions éclatées. Les exemples choisis montrent, à l'évidence, une autre facette du programme RESAFAD, qui parti d'une commande institutionnelle (la Formation à distance des directeurs d'école), a su se diversifier et évoluer en fonction du double paramètre de la réalité et les besoins du terrain d'une part et des évolutions de la conjoncture qui les modifient d'autre part. Un programme de grande ampleur, réparti sur de nombreux pays comme l'EPT, par exemple, ne peut que susciter des bouleversements, des accélérations qui obligent à en tenir compte et à régir.

Il y a certes, une différence de degré entre l'organisation de formations « basiques » comme les formations à la bureautique qui étaient en quelque sorte le premier pas à faire et la mise au point d'un centre de ressources de formation continue qui s'appuie elle-même sur des expériences antérieures. Mais ces deux actions restent au service du même objectif : celui de la formation d'une expertise nationale dans chacun des pays partenaires. C'est bien là le sens de ces « initiatives-pays » et ce qui leur donne leur unité.

¹⁴⁶ Lycée technique.

¹⁴⁷ En Guinée avec l'appui du Centre Universitaire de Labé.

CHAPITRE 9

EDUSUD

LE SITE PORTAIL DE RESAFAD-TICE ET LES SITES RESAFAD EN AFRIQUE

Présence et actions de RESAFAD-TICE sur le Web

LE PORTAIL EDUSUD

Lors du renouvellement du projet RESAFAD-TICE en 2000, la création d'un service en ligne d'information et d'échanges avait été expressément demandée par le Ministère des Affaires Etrangères : On peut lire dans le FSP : « *Il sera mis en place un service en ligne sur l'utilisation des TIC pour l'éducation et la formation. Il s'agit : de constituer un " portail " permettant aux intéressés de trouver en ligne tous les renseignements et les informations qui seront rassemblés par une base arrière documentaire, chargée d'une veille et d'une médiation concernant tous les aspects liés à la mise en œuvre des TIC* ».

La présentation au Comité d'Evaluation des projets de ce même ministère, le 20 décembre 2000, précisait d'ailleurs que la mise en place de ce service représenterait la quatrième composante et que le site-portail serait mis en place, par les soins de la Coordination en France qui se chargerait de sa mise en œuvre et mobiliserait pour ce faire un consortium de spécialistes. Le futur site est présenté comme devant être un lieu d'information et de ressources sur les TIC dans l'éducation et la formation, il doit constituer une plate-forme d'échanges et de mutualisation des pratiques, des projets et des expériences des différents pays partenaires.

Ce portail n'est pas le premier site mis en service par RESAFAD. Déjà, lors de la commande, en date du 9 avril 1998, du Ministère des Affaires Etrangères pour la seconde tranche du projet initié en 1996, il avait été demandé de mettre en place un serveur (Web et messagerie). Un poste d'ingénieur informaticien était également prévu pour la veille technologique, la gestion du serveur RESAFAD général et une aide aux sites qui allaient se créer dans les pays partenaires¹⁴⁸. La grande différence était que l'on passait, en l'an 2000, d'une logique de site informatif à une logique de portail.

La réalisation du site Edusud fut dans un premier temps confié à un prestataire de services privé puis, au bout de quelque mois, très vite repris en main, au plan des contenus, par l'équipe parisienne du RESAFAD-TICE¹⁴⁹. Un autre logiciel pour le pilotage du site fut choisi¹⁵⁰ et l'hébergement du portail fut confié à l'un des membres du Consortium, l'IUFM de Rennes.

La cible première du portail, ses usagers « naturels », se trouvant en Afrique, dans les pays partenaires, le site a dû être conçu de façon à pouvoir s'adapter à des configurations assez anciennes¹⁵¹ de certains matériels locaux. Il lui faut être capable de tourner sur n'importe quelle plate-forme et être facilement accessible malgré la faiblesse généralisée des débits africains, évoquée à maintes reprises dans ce dossier.

Une brève étude de sa page d'accueil permet de se faire une idée de la stratégie de communication mise en œuvre.

A l'écran, la page d'accueil est divisée en 4 zones bien délimitées¹⁵².

- **Celle du haut** renferme, outre le bandeau contenant le logo et un slogan déroulant, quelques outils de navigation¹⁵³.

¹⁴⁸ Il s'est agi d'abord du site : <http://www.lid.jussieu.fr/resafad/> puis du site : <http://www.resafad.net>

¹⁴⁹ Valérie Cador, des étudiants en DESS, stagiaires, et des collaborateurs occasionnels.

¹⁵⁰ Il s'agit du logiciel « Quick place ».

¹⁵¹ Il est certes toujours possible de télécharger des versions plus récentes mais dans la pratique la faiblesse des débits rend les choses très aléatoires, voir impossibles si le téléchargement est particulièrement « lourd » en octets.

¹⁵² Cette page est si densément remplie qu'elle a pu, par moment, donner une impression de surcharge.

¹⁵³ Certains comme « aide » et « plan du site » sont en construction.

- **La zone de gauche** est une zone de navigation classique comprenant des rubriques et des sous-rubriques. Par exemple, l'une d'elles, appelée, « Portail » (Nord et Sud) se subdivise en quatre sous-rubriques concernant des sites-portail éducatifs, des moteurs de recherche et des annuaires, des ressources sur des sites répertoriés, et des projets accessibles sur Internet. On trouve aussi une rubrique nommée « Ressources » dont les différentes parties constitutives sont visibles sur la zone, lesquelles se subdivisent à leur tour en plusieurs sous-parties. Ainsi la sous-rubrique « supervision » se décline en « *Approche générale* » dans laquelle on trouve des textes de référence et des fiches pratiques¹⁵⁴ et « *directeurs d'école en Afrique* » où il est possible de consulter, à titre d'exemple, quelques modules de chacun des quatre pays ayant participé à la mise en place de cette formation. La rubrique « Recherche » offre, entre autre, la possibilité de connaître quelques thèses récentes en Sciences de l'Éducation. Une autre sous-rubrique « Etudes » cite un certain nombre de travaux en cours comme celui mené sur « Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique subsaharienne (EDAL)¹⁵⁵ ». Quant à « Outils Internet » et « FLE¹⁵⁶ », ces sections répertorient des sites utiles¹⁵⁷ pour ces formations spécifiques. La rubrique RESAFAD regroupe et actualise tout ce qui se trouvait autrefois dans l'ancien site : présentation, lettres d'information, sites des pays, etc.
- **La zone centrale**, annoncée en première rubrique à gauche de la page d'accueil, contient deux types d'articles : l'un appelé « Zoom » est en fait un dossier sur un thème d'actualité, sur un sujet en rapport avec l'éducation, la formation, le développement et les TIC. D'après le cahier des charges, il doit tourner autour de 7500 caractères. Au contraire les « brèves », au nombre de neuf, sont prévues pour être des flashes d'information. De dimension beaucoup plus réduite¹⁵⁸ ces informations peuvent couvrir géographiquement aussi bien l'Asie que l'Afrique, l'Amérique ou l'Europe. Leur objectif est de mettre en lumière un événement¹⁵⁹, une initiative, un projet innovant en matière d'éducation et de TIC.
- **La zone de droite** se subdivise en deux sous-zones tout à fait distinctes. En haut un espace d'échange, en accès protégé¹⁶⁰ avec deux forums « sirp » et « resafad » et des possibilités de « chats » internes au réseau. L'autre zone, celle du bas, est consacré aux actes des plus récents séminaires organisés par RESAFAD.

Pour le renouvellement des contenus et leur mise à jour périodique, une veille documentaire est organisée à Paris tant par les Coordinateurs que par les étudiants stagiaires. Ce travail est complété par un appel à collaboration aux membres du Consortium et aux responsables du RESAFAD-TICE sur le terrain pour fournir des contenus et faire remonter des informations avec l'aide de collaborateurs locaux, occasionnels ou contractuels. Cette stratégie de travail informatif est d'ailleurs

¹⁵⁴ Ces fiches se répartissent en trois thèmes : connaître l'environnement institutionnel, exercer le métier d'enseignant, analyser les pratiques enseignantes. Elles ne visent pas à l'exhaustivité mais à fournir un cadre général adaptable au plus grand nombre de situations. Elles comportent des outils d'analyse et de diagnostic / des conseils et des indications pratiques / des pistes pour accéder à des ressources utiles. Leur cible : des personnes chargées d'élaborer et/ou de conduire des actions de supervision pédagogique et des enseignants en formation. ou en réflexion d'auto formation.

¹⁵⁵ Etude réalisée par Resafad pour l'ADEA en 2003

¹⁵⁶ FLE= Français Langue Etrangère.

¹⁵⁷ Comme, titre d'exemple, pour la sous-rubrique « Outils Internet » le site universitaire canadien : <http://www.er.uqam.ca/merlin/xw999998/>, conçu pour donner de la formation gratuite sur l'Internet, Word, Excel, Powerpoint, Access et de l'information en général sur l'informatique.

¹⁵⁸ Inférieure à 1500 caractères.

¹⁵⁹ Par exemple, un séminaire, un salon ...

¹⁶⁰ Il n'est pas possible d'y entrer à titre de simple visiteur. L'option existe mais n'est pas activée.

défini en quatrième page du bulletin d'information n° 9 de février 2002¹⁶¹ consacré à la présentation et au devenir du site, mis en ligne pour la première fois en mai 2001 : « *Nous souhaitons ici nous atteler essentiellement à une tâche de repérage et de jalonnement : le site dès lors illustrerait moins une démarche de cyber-journalisme que d'hyper-journalisme, l'objectif étant de tracer des liens afférents à divers projets de développement de formation à distance ou d'intégration des TIC au sein du système éducatif. L'intention sera ainsi de contribuer à bâtir une stratégie de recherche et d'orientation afin de faire du site, pour reprendre la métaphore du rhizome, un carrefour permettant des parcours en étoile. Chaque document mis en ligne, fût-il... « zoom » ou « brèves », invitera donc à poursuivre ailleurs une quête raisonnée d'informations. Cette stratégie requiert que des documents courts soient mis en ligne, et qu'eux-mêmes renvoient à des pages où l'internaute pourra à sa guise compléter ses informations. La véritable valeur ajoutée du site réside par conséquent dans son effort d'organisation et de classement, de sélection et de recommandation de pages Internet.*

L'article se terminait par des exhortations dédiées plus particulièrement aux internautes africains des pays partenaires du projet : « *Nous vous invitons donc à visiter fréquemment le site www.edusud.org pour y prendre connaissance des dernières informations (car nous voulons renforcer notre activité de veille!) et de faire de cet outil le vôtre en faisant parvenir à la rédaction toute information concernant des projets qui vous auront semblé mériter une consultation plus large* ».

LES SITES RESAFAD EN AFRIQUE

Dans chaque pays, les correspondants RESAFAD-TICE ont, parmi leurs missions, celle de développer des serveurs locaux.

Les premiers serveurs ont été mis en place dans les quatre pays fondateurs entre 1998 et 1999. Il s'agissait du Burkina Faso¹⁶², de la Guinée¹⁶³, du Mali et du Togo¹⁶⁴. Actuellement trois de ces serveurs¹⁶⁵ sont toujours en service et ont été profondément modifiés pour s'aligner sur la charte graphique choisie pour « Edusud » tout en gardant une personnalité propre¹⁶⁶. L'arrivée de nouveaux pays partenaires a entraîné la création d'un nouveau serveur particulièrement actif, celui du Sénégal¹⁶⁷.

Au Burkina et au Sénégal ces serveurs hébergent ou vont héberger des sites créés notamment avec l'appui du projet SUMEF. Ainsi le site du centre d'Etudes et de Recherches en Lettres, Sciences Humaines et Sociales (CERLESHS)¹⁶⁸ a pour adresse : <http://www.bf.resafad.org/cerleshs/>. Il en est de même pour le site « *Structure de Formation Continue des Professeurs du Sénégal* » qui est hébergé sur le serveur du Sénégal¹⁶⁹, <http://sfc.education.sn>.

Tous les sites en activité ont servi ou servent pour le téléchargement de formations. C'est le cas pour les serveurs du Burkina, du Togo et du Sénégal pour l'accès à la plate-forme du DUCM et le télé-chargement des documents afférents. Cela a été le cas en Guinée lors de la première phase d'expérimentation de l'UeL-PCSM en 2001 pour l'accès aux modules, fait uniquement par mot de passe pour respecter les clauses de confidentialité demandées par le RUCA. Quant au serveur du Burkina-

¹⁶¹ Il est possible de retrouver le texte de l'ensemble des bulletins d'information de RESAFAD sur le site Edusud : <http://www.Edusud.org>, à la rubrique resafad.

¹⁶² <http://www.bf.resafad.org/>

¹⁶³ <http://www.gn.resafad.org>

¹⁶⁴ <http://www.Edusud.org/resafadtoogo/>

¹⁶⁵ Celui du Mali n'est pas opérationnel depuis le départ du Volontaire du Service National en l'an 2000 et la reprise en main de la salle par les nationaux.

¹⁶⁶ Voir les pages d'accueil en annexe 21

¹⁶⁷ <http://www.sn.resafad.org>

¹⁶⁸ Infra chapitre 6, p.31

¹⁶⁹ Infra chapitre 6, p.31.

Faso, il a permis la réalisation du projet SIRP¹⁷⁰ puisque, d'avril 1999 à mai/juin 2001¹⁷¹, c'était sur ce serveur qu'étaient visibles - et stockés - les documents envoyés par les planificateurs des différents pays et c'était le centre de Ouagadougou qui animait les rencontres virtuelles (chats).

Certains serveurs locaux comme celui du Sénégal donne accès à des espaces collaboratifs utilisés par différentes structures telles le Groupe pour l'Etude et l'Enseignement de la Population, l'Institut d'Ingénierie et de Gestion des Systèmes de Formation du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) et des associations de professeurs, de type disciplinaire, par exemple l'association des professeurs de mathématiques.

Ces serveurs font l'objet d'actualisations périodiques, régulières.¹⁷² Sur chacun, des liens renvoient à « Edusud » et aux autres serveurs « Resafad ». Les sites du Burkina-Faso, du Sénégal et du Togo sont accessibles en permanence. Celui de Guinée ne l'est qu'aux périodes d'ouverture de la salle pour des raisons de sécurité électrique¹⁷³.

Que dire en conclusion de ce chapitre et, plus particulièrement, qu'en est-il du portail Edusud après un peu plus de deux années d'existence¹⁷⁴ ?

Une étude¹⁷⁵, à usage interne, demandée par les Coordinateurs de RESAFAD-TICE, alors que la gestion du site Edusud était encore confiée à un prestataire privé, pointait un certain nombre de problèmes. Certains sont désormais résolus¹⁷⁶. Actuellement, contrairement à ce qu'il existait alors, Edusud et les sites RESAFAD africains sont référencés par les moteurs de recherche¹⁷⁷, ce qui leur assure une audience indiscutable¹⁷⁸. De fait, les courriers envoyés au webmestre, les demandes de contact indiquent clairement que le champ d'audience d'Edusud dépasse celui des acteurs engagés dans ce programme.

L'étude indiquait par ailleurs que le portail avait réussi à être à la fois un site d'information et de ressources et que l'équilibre entre ces deux pôles constituait son originalité. Peut-être Edusud souffre-t-il de n'être pas exactement un site institutionnel, comme l'est par exemple celui d'une université.

Il reste toutefois un point important où il lui faut encore progresser pour être à la hauteur de ses ambitions. C'est celui de créer une véritable communauté virtuelle active et réactive entre les différents membres participants de ce portail.

Les usagers « naturels » que sont les acteurs du programme et le monde éducatif des différents pays partenaires, ne se sont pas encore totalement appropriés l'outil de communication et d'échange qu'il représente.

Bénin	www.edusud.org/spip-benin/
Burkina Faso	www.bf.resafad.org/
Guinée	www.gn.resafad.org/
Guinée Equatoriale	www.edusud.org/spip-guinequ/

¹⁷⁰ Infra chapitre 5, p.26 et aussi les documents annexes 12 et 13

¹⁷¹ Après quoi, ce service a été repris sur le portail Edusud.

¹⁷² Le site de Guinée est toujours actif mais accuse un certain retard d'actualisation après le remplacement voici quelques mois de l'assistante technique française par un correspondant national.

¹⁷³ Les pannes relativement nombreuses et surtout les a-coup de surtension obligent, en cas d'absence du personnel, à la fermeture du serveur.

¹⁷⁴ Sa première mise en ligne date de mai 2001.

¹⁷⁵ Etude effectuée par Mme Kaïs Marzouki en date du 18/01/02

¹⁷⁶ Par exemple la validité de certains liens ou la disparition d'une rubrique « dossier » faisant alors double emploi avec « zoom ».

¹⁷⁷ Voir le document annexe 22

¹⁷⁸ Par exemple, au niveau des sites locaux (l'exemple pris ici est guinéen), il n'est pas rare de recevoir des demandes de renseignements ou de documentation pour des recherches menées par des étudiants africains francophones issus de pays hors du projet RESAFAD, et qui se trouvent étudier au Canada, en Algérie...

Mali	www.edusud.org/spip-mali/
Mauritanie	www.edusud.org/spip-maurita/
Sénégal	www.sn.resafad.org/
Togo	www.edusud.org/spip-togo/centre.htm

CHAPITRE 10

LES SEMINAIRES DE RESAFAD EN AFRIQUE *Les points d'orgue de la communication interne et externe*

Le premier séminaire de réflexion, tenu à Paris en février 1996 sous l'égide du ministère de la Coopération a marqué le lancement de Resafad, avec un programme centré sur la formation des directeurs d'école. Le Bénin, le Burkina-Faso, le Gabon, la Guinée, le Mali et le Togo y avaient envoyé une délégation.

Très vite après le lancement du projet, la nécessité de susciter en Afrique même, chaque année, des temps forts de rencontres et d'échanges autour d'un thème mobilisateur s'est imposée à l'esprit de la Coordination parisienne, et la mise en place de ces séminaires a été pour elle une préoccupation importante.

En fait, il y eut deux sortes de séminaires organisés par RESAFAD.

Au premier type correspondent les séminaires internes. Nous ne les évoquerons que très brièvement. Ces réunions sont réservées aux correspondants RESAFAD dans les différents pays. Y participent les Coordinateurs et des personnes du Consortium ou des représentants des membres du Conseil Scientifique. Durant deux ou trois jours, il s'agit de faire se mieux connaître et communiquer les différents membres de l'équipe RESAFAD, qu'ils soient sur le terrain ou à Paris, de faire le point sur la situation du programme dans chaque pays mais aussi d'apporter aux correspondants de nouvelles connaissances, techniques ou non, et de nouvelles données susceptibles de leur donner un meilleur éclairage dans le cadrage des actions qu'ils entreprennent sur le terrain. Si l'on met à part les quelques jours de rencontre avant le premier départ des assistants techniques en septembre 96, le premier séminaire eut lieu à Lomé, au Togo, en janvier 1997 la plupart des autres ont eu lieu, année, à Paris, fin août/début septembre, juste avant le retour en poste des assistants techniques. Un seul fit exception qui eut lieu à Vannes du 29 au 31 août 2000. Consacré aux usages d'Internet, il fit partie des stages offerts par le Ministère des Affaires Etrangères dans le cadre de la formation continue des Assistants Techniques coopérants. C'est donc au total une quinzaine de personnes qui suivirent les conférences et les ateliers aux contenus aussi variés que : les nouveaux réseaux, les méthodes et les outils de la formation à distance, les hypermédias et l'apprentissage, la recherche sur Internet ou la conception et la réalisation de sites, de pages Web pour un intranet ou sur Internet.

A la tenue de ces séminaires internes, ciblés sur un public volontairement restreint et homogène, s'oppose ou plutôt se complète, celle de séminaires ouverts où la représentation de la communauté « résafadienne » - pour importante qu'elle fût puisque tous les pays partenaires sont, à chaque manifestation, représentés ainsi que la Coordination et plusieurs membres du Consortium¹⁷⁹ - n'est plus majoritaire mais où se croisent des participants invités, issus des pays partenaires certes mais aussi de pays et d'institutions internationales désireux de mieux connaître les objectifs et les actions du programme RESAFAD et le sujet traité.

Par exemple, lors du séminaire de Dakar en mars 1999, si l'on prend la liste des participants, chaque pays partenaire¹⁸⁰ avait envoyé une délégation de plusieurs personnes, mais aussi la Côte d'Ivoire et le Gabon étaient représentés. Les participants conférenciers et invités du Sénégal - qui ne faisait pas encore partie du RESAFAD mais était le lieu de rencontre du séminaire - étaient évidemment nombreux ainsi que ceux de l'UNESCO, institution co-organisatrice. L'un des conférenciers était canadien francophone et venait du Nouveau Brunswick. Sur la liste des participants on remarque un représentant de la Banque Mondiale, un représentant de l'Agence Universitaire de la Francophonie, un autre de l'ACCT, plusieurs personnes du GRETA... Soit un total recensé de 106 personnes dont

¹⁷⁹ En fonction des thèmes traités dans le séminaire.

¹⁸⁰ Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali Togo.

seulement 19 « résafadiens ». Ce nombre est d'ailleurs inférieur à la réalité car les séances étant ouvertes au public et nombre d'entre elles bénéficiaient d'auditeurs, venus assez souvent du milieu universitaire ou du Ministère de l'Éducation. C'est ainsi que pour le Séminaire de Ouagadougou, qui se passait sur le campus même de l'université, ce sont 251 personnes qui ont été recensées présentes à un moment ou à un autre parmi lesquelles on a noté une petite centaine d'étudiants et même des représentants du secteur tertiaire privé.

Le grand avantage d'un séminaire est qu'il permet de faire le point sur une recherche-action, et marque de façon très claire les jalons des actions entreprises par RESAFAD. Les titres des différents séminaires en portent clairement la preuve : « les NTIC et l'enseignement à distance », « les campus virtuel, services en ligne », « le travail collaboratif ». Chaque séminaire RESAFAD est en prise directe avec une action menée par le programme : « la formation à distance des directeurs d'école », « le Diplôme Universitaire des Communicateurs Multimédia », « Le Séminaire Interactif des Planificateurs de l'éducation »... Il permet aussi d'aller plus loin et, à partir de ces expériences, d'élargir le champ vers d'autres, menées ailleurs par différentes institutions, de proposer de nouvelles actions à entreprendre et de réfléchir ensemble pour ouvrir des perspectives en cohérence avec les objectifs donnés au RESAFAD.

Ainsi lors du séminaire de Ouagadougou¹⁸¹, en 1998, les études de cas et les débats ont porté sur la formation à distance en montrant les avantages de son usage, notamment sa flexibilité, en insistant sur différents dispositifs possibles, les services offerts aux apprenants dont le tutorat. Cela a été aussi l'occasion non seulement de réfléchir à une extension des actions en cours, c'est à dire la formation à distance des directeurs d'école¹⁸², mais aussi à des formations universitaires et notamment à une formation qualifiante de spécialistes en conception multimédia pour l'information et la formation qui se mit en place l'année suivante.

L'année suivante, le séminaire RESAFAD se tint à Dakar¹⁸³, dans un contexte particulièrement faste pour les nouvelles technologies au Sénégal puisque le Président de la République venait d'inaugurer une technopôle, porteuse d'emplois pour des personnes formées aux NTIC. Cette rencontre fut consacrée aux campus virtuels, aux services en ligne et aux nouvelles ressources pédagogiques qu'il est possible d'installer sur les sites portails. De ce point de vue, l'intervention de Martial Vivet, alors professeur à l'Université du Mans¹⁸⁴, et concepteur du projet du DUCM, sur les dispositifs mis en œuvre au Mans pour la mise en place de cette nouvelle formation, a été fort éclairante en ce qu'elle appuyait une action en train de se mettre en place au Burkina-Faso et au Togo. D'autres interventions furent sur la même ligne comme, lors du panorama des aspects logistiques et institutionnels, celle sur le SIRP (qui était sur le point de débiter officiellement avec les premières rencontres virtuelles des planificateurs en avril 1999). Avec le recul, il est même possible de dire que l'exposé de Pierre Jarraud de l'Université Paris 6 sur « *Premier Cycle sur mesure* » préfigurait l'expérience menée en Guinée deux ans plus tard avec l'UeL-PCSM.

Ce séminaire avait été organisé à Dakar, avec la participation du Bureau Régional de l'Éducation pour l'Afrique (BREDA) de l'UNESCO, et notamment avec l'appui du département pour la rénovation de l'enseignement secondaire. Il était normal, dans ces conditions, que l'évolution de ce secteur soit pris en compte lors des discussions. Dès le discours d'ouverture de J. Valérien¹⁸⁵ il est dit que l'enjeu des discussions et des propositions devait aussi concerner le secondaire : « *En premier lieu, il s'agit d'explorer les modalités d'une préparation systématique de tous les*

¹⁸¹ Voir le programme du séminaire en annexe 23.

¹⁸² Par exemple, plan d'auto formation assistée des maîtres, formation des chefs d'établissement du secondaire, formation des administrateurs, des bibliothécaires...

¹⁸³ Voir le programme du séminaire de Dakar en annexe 24.

¹⁸⁴ Martial Vivet est malheureusement décédé quelques mois plus tard.

¹⁸⁵ Coordinateur du programme RESAFAD.

lycéens et de toutes les lycéennes, visant à les insérer dans le processus de mondialisation de l'information qui caractérise le siècle à venir. » Et d'ajouter : « Mais au-delà et peut-être au préalable, il est nécessaire de profiter de l'arrivée de ces technologies pour engager une réflexion de longue haleine sur l'organisation de l'enseignement secondaire, et notamment sur les moyens d'accroître sa capacité d'accueil tout en le rendant plus performant et plus professionnalisant. Le doublement des effectifs, que de nombreux pays de la région se sont fixé comme objectif pour la prochaine décennie, suppose, si rien ne change, un doublement du nombre d'établissements et celui des frais de fonctionnement correspondants. L'UNESCO réfléchit à une stratégie alternative, qui sans exclure des constructions nouvelles, recherche un emploi optimal des installations et des capacités humaines existantes. »

Et pour les établissements d'enseignement secondaire puissent devenir « *un pôle de développement dans (leur) bassin d'emploi* » J. Valérien proposait aux participants de réfléchir sur un programme pilote qui pourrait être mis sur pied avec l'appui de collaborations internationales et bilatérales et notamment avec l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

Pour RESAFAD il s'agit d'assurer, à l'échelon de chaque pays, la promotion et la valorisation des TIC par la conduite de projets-pilote qui favorise une approche globale des différents acteurs de la société civile concernés par l'éducation: enseignants, élèves, parents d'élèves, chefs d'entreprise. Certaines des actions mises en œuvre dans le cadre de la composante trois du nouveau programme RESAFAD-TICE : « soutien à des innovations liées aux nouvelles technologies », tels le projet « lycée Vogan » au Togo¹⁸⁶ et le projet « Lycées de Labé »¹⁸⁷ en Guinée, vont logiquement s'inscrire dans le droit fil de ces préoccupations.

Le troisième séminaire de RESAFAD sur le sol africain eut lieu à Lomé¹⁸⁸ du 19 au 21 mars 2001.

Sous l'intitulé : « travail et apprentissage collaboratif », il fut tout entier consacré au travail en réseau. Cette pratique, autorisée par le développement de nouveaux outils, apparaît désormais indispensable pour supporter et dynamiser la recherche dans le domaine de l'Education, à l'image de la place qu'elle occupe désormais dans différents domaines d'activités des entreprises qu'elles soient industrielles ou commerciales.

A Lomé, les différents intervenants, à partir d'expériences réelles, ont brossé toute une palette des usages possibles : au sein d'une institution comme l'Institut International de Planification de l'Education (IIPÉ), d'une université avec l'exemple de Grenoble mais aussi au sein d'un groupe d'établissements comme celui des Instituts de Formation des Maîtres (IUFM) français ou pour une communauté scientifique virtuelle, comme l'exemple d'une formation à distance entre l'Université de Lille et l'Université du Caire, et aussi pour l'apprentissage de nouvelles techniques d'enseignement comme ce fut le cas lors l'expérimentation UeL-PCSM en Guinée. L'autre caractéristique de ce séminaire fut l'existence d'ateliers tous les après-midi intégrant des manipulations de découvertes de sites pour les participants¹⁸⁹.

Il faut noter que cette manifestation coïncidant avec la mise en place du site Edusud, les exposés des différents intervenants furent mis en ligne et sont toujours accessibles dans la zone, en bas à droite de la page d'accueil, consacrée aux séminaires.

Avant de clore le chapitre des manifestations organisées par RESAFAD sur le continent africain, il nous faut évoquer rapidement deux manifestations plus spécialisées, s'adressant à un public plus restreint :

¹⁸⁶ Voir supra chapitre 8 : « initiatives pays » p 44

¹⁸⁷ Voir supra chapitre 8 : « initiatives pays » p 44

¹⁸⁸ Voir le programme du séminaire de Lomé en annexe 25.

¹⁸⁹ Un atelier le premier jour fut réservé aux participants du DUCM.

- le séminaire de Ouagadougou de février 2002 qui s'est penché sur la création d'un espace destiné aux acteurs de la conduite et du développement de projets éducatifs intégrant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique ;

- l'atelier de Dakar, formation sous-régionale organisée du 9 au 13 décembre 2002, à l'intention de formateurs, engagés, ou sur le point de s'engager, dans la conception de modules numérisés pour une formation, en présence et à distance, assistée par Internet. Il s'agissait d'une présentation des méthodes, des techniques, des environnements de production et de mise à disposition de contenus numériques.

Reste le dernier en date des séminaires RESAFAD sur l'usage des réseaux pour l'éducation en Afrique. Mais peut-on situer dans un chapitre dont le titre est : « Les séminaires de RESAFAD en Afrique » ces « Rencontres RESAFAD » qui se sont tenues à Paris¹⁹⁰, dans les locaux de l'UNESCO, les 13 et 14 mai 2003 ?

Ce choix, apparemment paradoxal, peut se justifier dans la mesure où cette manifestation est en tout point semblable aux séminaires qui l'ont précédée quant à la nature des publics invités, qu'ils soient participants et/ou intervenants, venus des pays partenaires - tous représentés - mais aussi membres du Consortium, représentants du ministère de tutelle du programme, de l'Education Nationale, experts d'institutions internationales et francophones.

Ce séminaire est un jalon de plus qui permet de mieux appréhender le kaléidoscope des actions initiées ou entreprises, tant à partir de Paris que dans chaque pays, tout en les replaçant dans l'optique des objectifs assignés à RESAFAD-TICE et dans le cadre plus large des priorités définies par le Ministère des Affaires Etrangères pour le développement des ressources humaines à l'aide des nouvelles technologies, afin de réduire la fracture entre pays du Nord et pays du Sud.

Son originalité tient à ce que ces rencontres ont eu lieu au moment où le programme est en cours d'évaluation, à quelque mois de son achèvement et que la réflexion engagée se situe dans la perspective du prochain sommet mondial sur la société de l'information dont la première étape se tient à Genève en décembre 2003.

Les actes du séminaire sont parus en novembre 2003 (ADPF-Publications).

Conclusion

Aucune étude comparative n'a été menée sur ces rencontres quasi annuelles qui scandent les activités du RESAFAD. Le survol fait à l'occasion de ce dossier montre de façon claire le lien qui les unit, leur enchaînement logique. Comme il a été dit pour les rencontres de Paris, ils représentent chacun un jalon qui permet de baliser et de suivre l'évolution du projet.

Ils ont sans doute été un ferment pour l'action puisque les discussions, les échanges, au sein et en dehors des débats organisés et des ateliers, ont permis de mûrir ensemble la réflexion et donc de mieux pouvoir bâtir les futures actions. Il y a là un travail communautaire continu qui sans doute n'a pas été aussi clairement perceptible sur le moment mais qui se dessine nettement quand on regarde les faits avec un certain recul.

Ils ont permis une meilleure visibilité du projet grâce à la politique suivie d'invitations d'observateurs et l'ouverture des séances au public.

Enfin, au plan humain, ces séminaires ont été un moment privilégié pour renforcer le sentiment d'appartenance à un projet commun ainsi. Ils ont également permis aux acteurs et opérateurs engagés dans un ensemble d'actions-recherche sur les TICE, de mieux connaître et d'échanger leurs points de vue.

¹⁹⁰ Voir le programme du séminaire de Paris en annexe 26.

LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES

ANNEXE 1

Extrait du rapport publié par APC en juillet 20

ANNEXE 2

Actions menées dans le cadre du consortium

ANNEXE 3

1- Liste des coordinateurs

2- Liste des responsables RESAFAD dans les pays partenaires

ANNEXE 4

Schéma du dispositif édition et formation du projet RESAFAD par pays

ANNEXE 5

L'espace RESAFAD à Dakar

ANNEXE 6

Exemple d'organisation d'une salle RESAFAD (Burkina-Faso)

ANNEXE 7

Liste des modules de formation disponibles - Formation à Distance des Directeurs d'Ecole-

ANNEXE 8

Interview de M.H Baba Galle Soumah, Directeur de l'école d'application de l'école de Tombo 2 à Conakry (octobre 1998)

ANNEXE 9

Convention entre l'Université du Maine et l'Université d'Antananarivo – Ecole supérieure Polytechnique – DUCM -

ANNEXE 10

Documents et photos sur le DUCM

ANNEXE 11

Thèmes des sujets de mémoire présentes avec succès en 2001/2002

ANNEXE 12

Compte rendu du Séminaire Interactif des Responsables de Planification du 18 février 2000

ANNEXE 13

Exemple d'un extrait « en direct » de l'un des premiers « chat » du SIRP (juin 1999)

ANNEXE 14

Le site des ENEP au Burkina Faso – projet SUMEF -

ANNEXE 15

Le site sénégalais de « l'Appui à l'Enseignement Scientifique » – projet SUMEF -

ANNEXE 16

Cédérom « 34 plantes anti-parasitaires de la pharmacopée traditionnelle guinéenne » – projet SUMEF -

ANNEXE 17

« Les conditions de la mise en place de l'expérimentation de L'UeL-PCSM au Centre Universitaire de Labé » extrait d'un article rédigé par deux étudiants

ANNEXE 18

Compte-rendu de mission au centre Universitaire de Labé - expérimentation de L'UeL-PCSM -

ANNEXE 19

Compte-rendu de mission à l'Université de Kankan - expérimentation de L'UeL-PCSM –

ANNEXE 20

Page accueil du portail edusud

ANNEXE 21

Les pages d'accueil des serveurs RESAFAD en Afrique

ANNEXE 22

Référencement du site Edusud et celui des sites africains RESAFAD sur Google

ANNEXE 23

Programme du séminaire de Ouagadougou – 17 au 18 mars 1998 -

ANNEXE 24

Programme du séminaire de Dakar – 24 au 26 mars 1999 -

ANNEXE 25

Programme du séminaire de Lomé – 19 au 21 mars 2001 -

ANNEXE 26

Programme du séminaire de Paris – 13 14 mai 2003 -

DOCUMENT ANNEXE N° 1

Extrait du rapport publié par APC en juillet 2001, repris dans la revue Stratégie N° 14 - avril 2003, publiée par la Direction des Relations Economiques Extérieures du Ministère de l'Economie et des Finances :

Pour approximativement 816 millions de personnes vivant en Afrique en 2001 on estime que :

- 1 sur 4 ont une radio (205 millions)
- 1 sur 13 ont une TV (62 millions)
- 1 sur 35 ont un téléphone mobile (24 millions)
- 1 sur 40 ont une ligne fixe (20 millions)
- 1 sur 130 ont un PC (5.9 millions)
- 1 sur 160 utilisent l'Internet (5 millions)
- 1 sur 400 ont un accès à une TV payante (2 millions)

(traduction du texte en anglais)

DOCUMENT ANNEXE 2

INSTITUTIONS	ACTIONS MENEES DANS LE CADRE DU CONSORTIUM
Université Paris 8	Etude sur le tutorat, Animation de séminaires Contributions au DU CM Conseil Scientifique Offre de formation DESS
Université Paris 13	Etude sur le tutorat
Université du Mans	Pilotage du Diplôme Universitaire de communicateur multimédia
Université de Rouen	Contributions sur le site Web, Animation de séminaires, Offre de formation en licence et DESS FOAD Sciences de l'Education ¹⁹¹
IUFM de l'Académie de Versailles	Participation à la conception des modules directeurs Participation à des séminaires, Contributions pour le site Web, Audit de plans de formation, Animation d'un stage MAE
IUFM de Bretagne	Animation de séminaires, Hébergement du serveur Edusud Contributions pour le site Web,
<i>Université Paris 7 (jusqu'en 1999)</i>	<i>Serveur, Connectique</i>

Réseau Universitaire des Centres d'Auto formation	Expérimentation du PCSM en Guinée
---	-----------------------------------

¹⁹¹ Deux enseignants-formateurs de l'institut Supérieur de Sciences de l'Education de Guinée (ISSEG) ont suivi avec succès ces formations durant les années universitaires 2000/2001 et 2001/2002, tout en assurant leur travail d'enseignants à l'ISSEG.

DOCUMENT ANNEXE 3

1- LISTE DES COORDINATEURS

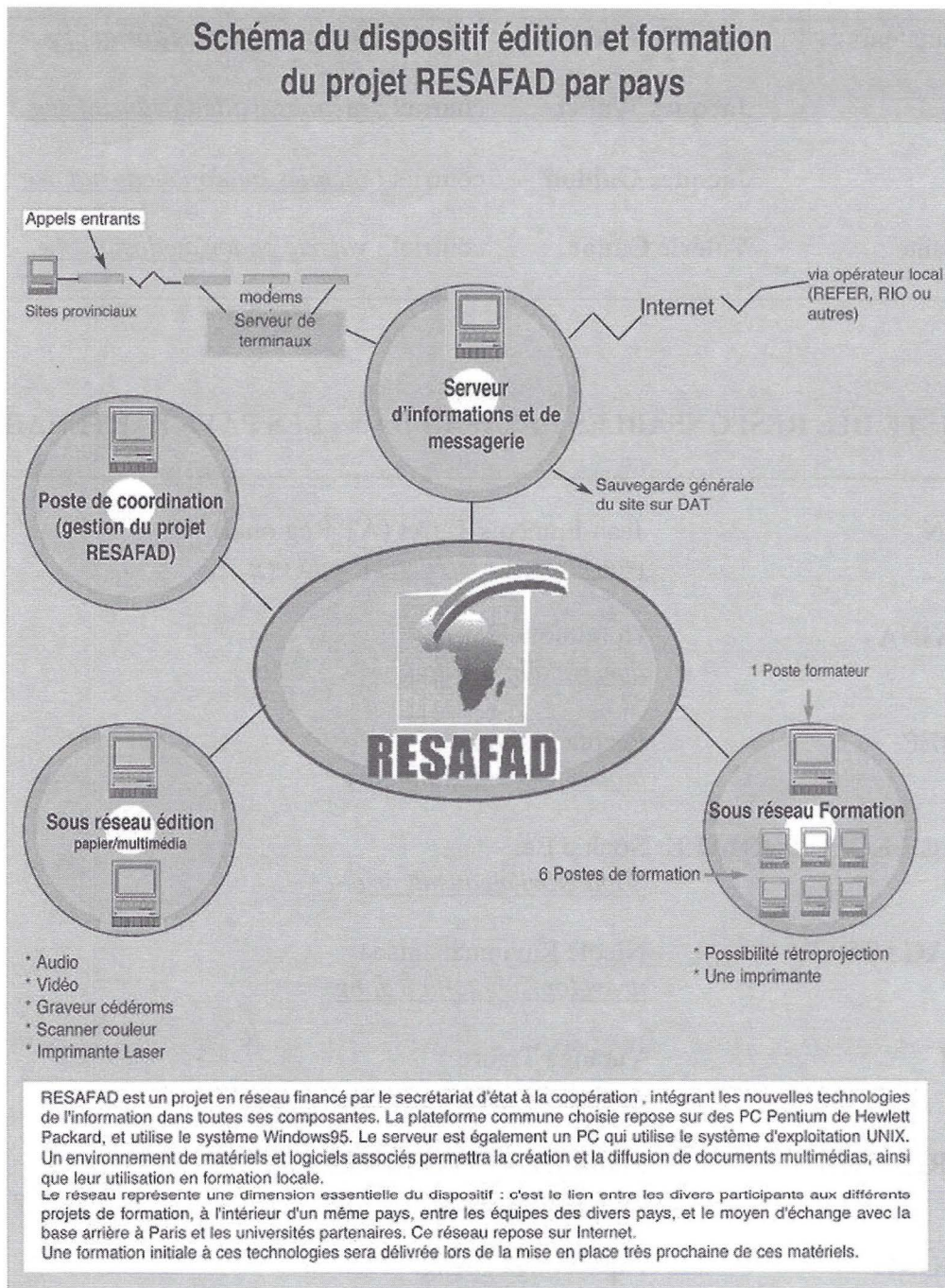
Coordinateurs :	Jean Valérien	courriel : jean.valerien@edusud.org
	Jacques Wallet	courriel : jacques.wallet@edusud.org
	Jacques Guidon	courriel : jacques.guidon@edusud.org
Assistante :	Valérie Cador	courriel : valerie.cador@edusud.org

2- LISTE DES RESPONSABLES RESAFAD DANS LES PAYS PARTENAIRES

BENIN	Jean-François Terret (AT Régional) jean-francois.terret@edusud.org
BURKINA	Dominique Perrin dperrin@bf.resafad.org
GUINEE	Pézota Mahomy mahomy@gn.resafad.org
GUINEE EQUATORIALE	Sophie Bel Sophie.bel@edusud.org
MADAGASCAR	Nicole Ravlomanantsoa nravelom@antana.ird.mg
MALI	Yaranga Traore Yaranga.traore@ml.resafad.org
MAURITANIE	Mohamed Vall ould Dickeh mvd@univ-nkc.mr
SENEGAL	Papa Youga Dieng pydieng@sn.resafad.org
TOGO	Kossi kumapley Kossi.kumapley@edusud.org Richard Serval Richard.serval@edusud.org

DOCUMENT ANNEXE 4

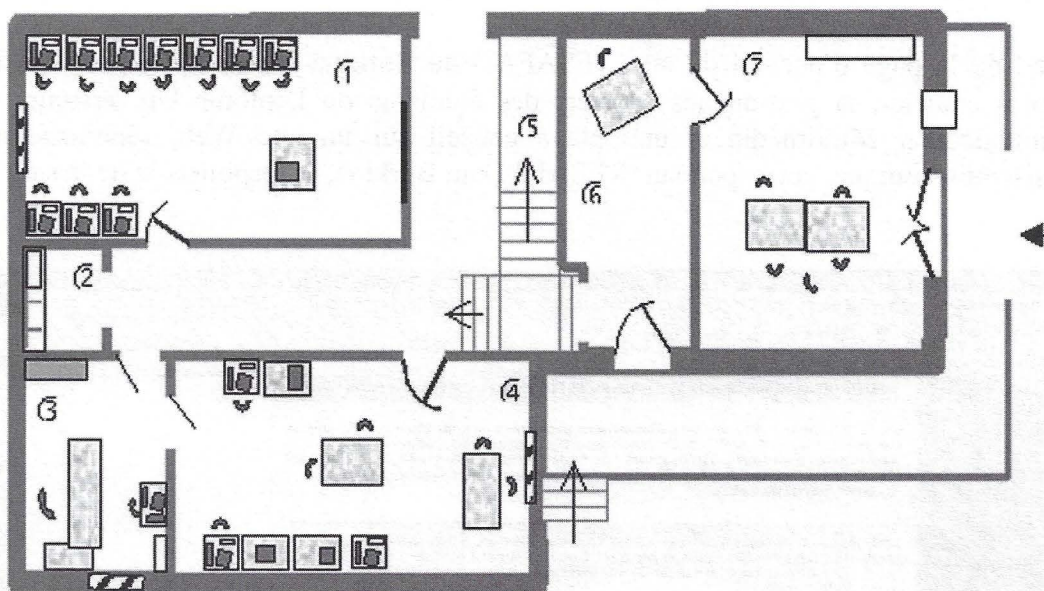
Ce document est extrait du bulletin d'information N°1, de septembre 1997 (p2)



DOCUMENT ANNEXE 5

L'ESPACE RESAFAD A DAKAR

Le Centre RESAFAD du Sénégal est hébergé à la Coordination Nationale de la Formation Continue des Enseignants, situé à la Zone B. Dans un rayon de 2 km, on trouve l'Université Cheikh Anta Diop, l'Ecole Normale Supérieure, et 4 lycées.



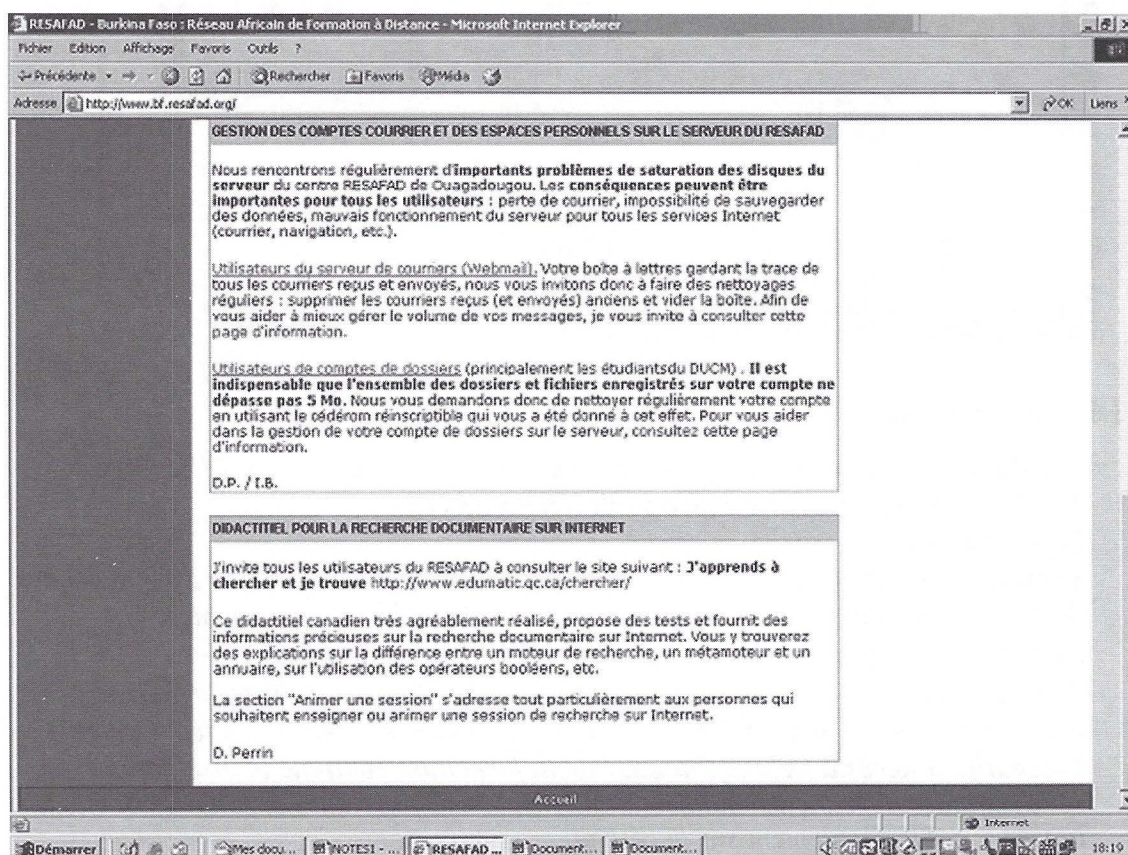
Légende du schéma des locaux

- 1- salle de formation à distance et présentielle : 10 postes HP(950 MHz, 20 Go, 128 Mo Ram, écran 17") + vidéo projecteur + split
- 2- point d'eau
- 3- bureau du responsable du centre : serveur HP Netserver (128 Mo Ram, 3disques SCSI), armoire de brassage (switch, routeur, baie de brassage) armoire médiathèque + split
- 4- salle de production multimédia et de recherche (3 postes + graveur + imprimante laser + imprimante jet d'encre couleur + scanner + webcam + split)
- 5- escalier d'accès à l'étage (bureaux de la formation continue (conseillers pédagogiques de français, mathématiques, sciences physiques et sciences et vie de la terre / câblés également sur le réseau)
- 6- salle d'accueil (secrétariat)
- 7- salle de réunion – bibliothèque (climatiseur)

DOCUMENT ANNEXE 6

Exemple d'organisation d'une salle RESAFAD

Extrait de la page d'accueil du site RESAFAD au Burkina Faso sur l'utilisation des comptes courrier, la gestion des dossiers des étudiants du Diplôme Universitaire de Communicateur Multimédia et une plage conseil sur un site Web, répertorié par l'Assistant technique, correspondant RESAFAD au Burkina, et responsable de la salle.



DOCUMENT ANNEXE 7

Liste des modules de formation des directeurs d'école disponibles

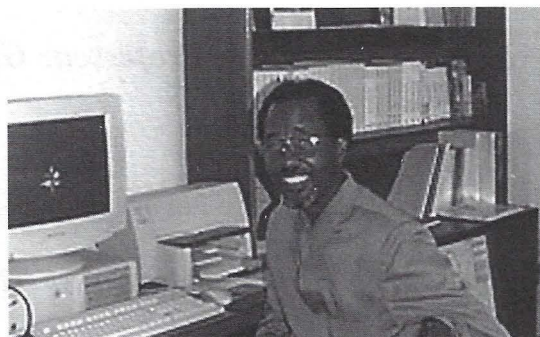
au BURKINA FASO	en GUINEE
<ul style="list-style-type: none"> - Gestion financière et matériel de l'école primaire - Planification de l'année scolaire - Gestion du temps du directeur d'école - L'animation du conseil des maîtres - Accueil, recrutement et gestion des élèves - Santé et sécurité des élèves - Fonction et gestion des archives - Respect de l'environnement - Elaboration d'un «mini projet» <p><i>Modules disponibles n'ayant pas fait l'objet d'une formation spécifique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la correspondance administrative - les élèves en difficultés d'apprentissage - le statut de l'enseignant du premier degré - l'enquête statistique annuelle de l'enseignement primaire - l'organisation des APEP - Le fonctionnement d'une APEP - L'éducation des enfants handicapés mentaux - La concertation sur les modes d'évaluation - la coopérative scolaire - les activités extrascolaires <p style="text-align: right;">(9 + 10 modules)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La planification de l'année scolaire - La gestion du temps du directeur - L'Utilisation des statistiques - La Rédaction administrative - La communication externe - Le règlement intérieur - Le conseil des maîtres - Formation et information des enseignants - Aide aux jeunes maîtres - La gestion du personnel - les classes multigrades et la gestion des grands effectifs - La rentrée scolaire - L'évaluation du travail des élèves - Les enfants en difficulté scolaire - La gestion matérielle et financière - Le projet d'école <p style="text-align: right;">(16 modules)</p>
<p style="text-align: center;">au MALI</p> <p>Rôle administratif</p> <p>Absence du directeur - Accident du personnel - Election des parents d'élève - Recrutement - etc.</p> <p>Animation pédagogique</p> <p>Gestion du temps - Gestion des conditions de travail - Le projet d'école - etc.</p>	<p style="text-align: center;">au TOGO</p> <p>1- ROLE D'AIDE PEDAGOGIQUE</p> <p>module 1 : Pédagogie générale</p> <p>séquence 1 : objectifs pédagogiques</p> <p>séquence 2 : méthodes pédagogiques</p> <p>séquence 3 : relation éducative</p> <p>séquence 4 : organisation de l'espace et du temps</p> <p>séquence 5 : séquence pédagogique préparation, organisation</p> <p>séquence 6 : évaluation des apprentissages</p> <p>module 2 : pédagogie appliquée</p> <p>séquence 1 : remarques spécifiques pour les maîtres exerçant dans les petites classes (CP1 et CP2)</p> <p>séquence 2 : remarques spécifiques pour les maîtres exerçant dans les grandes classes (CM)</p>

	<p style="text-align: center;">TOGO (suite)</p> <p>séquence 3 : remarques spécifiques pour les maîtres exerçant dans les classes à cours jumelés</p> <p>module 3 : le conseil auprès des maîtres</p> <p>2- GESTION PEDAGOGIQUE</p> <p><i>séquence 1</i> : mise en place de cours jumelés</p> <p><i>séquence 2</i> : pratique des compositions et examens scolaires</p> <p><i>séquence 3</i> : analyse et exploitation des résultats scolaires</p> <p>3- animation pédagogique</p> <p>séquence 1 : planification des activités pour l'année scolaire</p> <p>séquence 2 : innovations pédagogiques</p> <p>séquence 3 : concertation au sein de l'équipe pédagogique</p> <p>4 gestion administrative de l'école</p> <p>séquence 1 : gestion des ressources humaines, matérielles et financières</p> <p>séquence 2 : gestion du temps du directeur d'école</p> <p>séquence 3 : gestion quotidienne de l'école</p> <p>5- rôle relationnel et social du directeur d'école</p> <p>séquence 1 : l'école et ses partenaires</p> <p>6- connaissance du système éducatif</p> <p>séquence 1 : structure et fonctionnement du système éducatif togolais.</p>
--	--

DOCUMENT ANNEXE 8

Interview de M.H Baba Galle Soumah, Directeur de l'école d'application de l'école de Tombo 2 à Conakry (octobre 1998)

En cette période de rentrée scolaire, dites-nous en quelques mots la situation d'un directeur d'établissement primaire en Guinée. Habituellement en Guinée, la rentrée scolaire appelle toujours pour le directeur d'école de nombreuses activités. Il lui faut résoudre d'abord les questions administratives comme l'affectation des maîtres, la répartition des élèves, l'élaboration du plan d'action annuel, et la rédaction du rapport de rentrée. Il faut aussi résoudre les questions relatives à la logistique, entre autre la réparation et l'équipement des locaux, l'approvisionnement en matériel. Il ne faut pas oublier les questions pédagogiques dont l'essentiel est axé sur le programme d'assistance, de contrôle et de supervision pédagogique des maîtres.



Cette année un certain nombre de directeurs d'école, ceux des «écoles associées», dont je fais partie, recevront des enseignants n'ayant bénéficié que de quatre mois d'initiation au métier d'instituteur. Il leur reviendra de prendre en charge ces nouveaux maîtres pour continuer et suivre sur le terrain leur formation professionnelle. Toutes ces activités traditionnelles et nouvelles conviennent les directeurs d'école élémentaire à des tâches aussi importantes que délicates nécessitant une formation adaptée que RESAFAD peut valablement satisfaire.

Quels sont à votre avis les avantages pour les Directeurs d'une formation à Distance ?

A mon avis les avantages d'une formation à distance pour les directeurs d'école sont nombreux et indéniables. Avec la FAD, le directeur bénéficiaire se recycle sur place, à moindre coût et de façon continue. La FAD qui vulgarise et stimule à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, est à même de garantir une amélioration constante des capacités pédagogiques et gestionnaires des directeurs d'école. Elle les aide à jouer pleinement leur rôle dans la qualification des enseignants et à négocier un partenariat avec la communauté et les parents d'élèves.

Vous êtes l'un des membres de l'équipe de conception de la Formation des DE, parlez-nous de votre expérience au sein de cette équipe. L'équipe «RESAFAD-Guinée» est pluridisciplinaire. Dirigée par un chef de projet, Monsieur Conté, bénéficiant d'une assistance technique de qualité, elle est composée de chercheurs à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation en Guinée (ISSEG), d'administrateurs et de directeurs d'école. C'est une véritable équipe de travail dont tous les membres participent à la réalisation de l'objectif commun.

Vous êtes également un directeur en charge d'une école de 24 classes, totalisant plus de 1500 élèves. Le fait de travailler dans cette équipe guinéenne est un privilège exceptionnel qui m'a permis de faire, à partir de la réflexion sur les modules déjà réalisés, une remise en cause et une re-conception de mes méthodes.

DOCUMENT ANNEXE 9

EX DE CONVENTION POUR LE DUCM

entre

L'Université du Maine – Le Mans – France

Représentée par son Président : Monsieur le Professeur Gilles COTTEREAU

et

L'Université d'Antananarivo, Ecole Supérieure Polytechnique – Madagascar

*Représentée par son Recteur : Monsieur le Professeur RAKOTOMAHANINA
RALAISOA Emile*

et

par le Directeur de l'Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo : Monsieur le
Professeur RANDRIANOELINA Benjamin

et

RESAFAD – PARIS – France

Représenté par le Directeur de l'ADPF : Monsieur Pierre-Yves SONALET

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en place d'une formation conjointe entre les deux universités susmentionnées définissant les conditions et modalités de préparation d'un diplôme délivré conjointement par l'Université du Maine et l'Université d'Antananarivo intitulé :

Diplôme d'Université de Communicateur Multimédia

La présentation détaillée de la formation préparant ce diplôme, telle que validée par le Conseil d'Administration de l'Université du Maine et soumise au Conseil d'Administration de l'Université d'Antananarivo, est jointe en annexe.

Article 2 – Objectifs de la formation

Le Diplôme d'Université Communicateur Multimédia concerne en priorité les personnes qui sont déjà en exercice dans les institutions concernées par la formation à distance et les Technologies de l'Information et de la Communication.

Il s'agit donc d'une formation continue offrant la mise à disposition de produits de formation pour combler les manques de ces personnes et leur permettre d'acquérir les compétences que requiert leur poste de travail. Elle est particulièrement adaptée à la formation de formateurs.

La formation s'adresse à des personnes ayant atteint une formation de niveau III (Bac+2), soit diplômées soit pouvant valider des acquis professionnels.

Elle utilisera largement des modalités d'enseignement à distance (mise en ligne des cours, tutorats ...) aussi bien pour mettre en pratique les contenus de la formation que pour faciliter l'accès à la formation d'un public de formation continue.

Au-delà, le D.U. reste ouvert et peut se présenter comme une spécialisation en fin de certains cursus.

Article 3 – Recrutement des étudiants

Une commission de recrutement statue pour les admissions à la formation. Elle est constituée de trois personnes, le co-directeur du D.U. à l'Université du Maine ou son représentant, le co-directeur du D.U. à l'Université d'Antananarivo ou son représentant et un représentant du consortium inter-universitaire d'appui à RESAFAD.

Le recrutement sera établi sur des critères universitaires ou des acquis professionnels définis en commun.

Article 4 – Inscriptions administratives et pédagogiques des étudiants.

4-1 – Inscriptions administratives

- L'inscription administrative à l'Université du Mans est obligatoire. Celle-ci donnera lieu à une attestation d'inscription au Diplôme d'Université. Cette attestation d'inscription au diplôme n'est pas une carte d'étudiant de l'Université du Maine.
- L'inscription administrative des étudiants est également obligatoire à l'Université d'Antananarivo.
Les modalités d'inscription, et ses connexes (couverture sociale, droits divers, bourses éventuelles...) ainsi que leur éventuelle prise en charge relèvent de la seule compétence de l'Université d'Antananarivo.

4-2 – Inscriptions pédagogiques

Les inscriptions pédagogiques seront faites à l'Université du Mans et à l'Université d'Antananarivo qui co-délivrent le diplôme.

Article 5 – Organisation des enseignements

L'organisation des enseignements est annexée au présent accord de coopération.

Article 6 – Evaluation de la formation et jury du diplôme

- L'évaluation de la formation est définie d'un commun accord entre les deux universités et annexé au présent accord de coopération.
- Le jury sera composé par les deux universités partenaires, à parité pour les représentants scientifiques des deux pays, conformément aux dispositions réglementaires propres à chacun des deux pays.
Il sera co-présidé par les co-directeurs des Universités du Mans et d'Antananarivo, ou leurs représentants.

Article 7 – Délivrance du diplôme

Les deux Universités décernent conjointement le Diplôme de Communicateur Multimédia.

Le texte du diplôme doit préciser qu'il s'agit d'un diplôme en cotutelle de l'Université du Maine et de l'Université d'Antananarivo.

Article 8 – Prise d'effet, reconduction et résiliation de la convention

- Le présent accord prend effet à compter de la signature par les deux parties pour la durée de l'année universitaire en cours.
- Sa reconduction pour les années universitaires suivantes se fera tacitement.
Les documents annexés pourront faire l'objet de modifications en vue de l'amélioration de la formation avant le début de chaque nouvelle formation. Ces modifications devront être approuvées par les deux co-directeurs et le représentant du consortium inter-universitaire d'appui à RESAFAD. Ils prendront l'avis des membres du jury du diplôme.
- La résiliation de cet accord ne pourra intervenir qu'au terme d'un cycle de formation sur demande d'un des co-directeurs ou du représentant du consortium inter-universitaire d'appui à RESAFAD.

FAIT AU MANS, LE _____,
en cinq exemplaires, en langue française,

**Pour l'Université du Maine,
Le Président**

**Pour l'Université d'Antananarivo,
Le Recteur**

**Pour RESAFAD
Le Directeur de l'ADPF**

**Pour l'Ecole Supérieure Polytechnique
Le Directeur**

DOCUMENT ANNEXE 10

Documents et photos sur le DUCM

Lauréat de la première promotion du DUCM au Burkina Faso en 1999/2000



PROMOTION 1999/2000

BERE Paul
BORO Issa
COULIBALY Dona
CREDEVILLE Alain
OUEDRAOGO Abel
OUEDRAOGO Saïdou
SidikiSAKA Martin
SANOKO Maïmouna
SAWADOGO Oumarou
SOUBEIGA Thomas
TAPSOBA Isabelle

THEMES DES MEMOIRES

Site de l'inspection de mathématiques
Site « Un musée vivant à ciel ouvert : LAONGO »
Site « Tableau de bord du MEBA »
Site des bibliothèques de l'Université de
Ouagadougou
Site des revues scientifiques du CNRST
Didactiel expérimentation en Sciences Physiques
Module d'autoformation à l'audio numérique
Hypermédia « L'Habitat Bwa »



**Les partenaires du DUCM réunis
lors du séminaire de Lomé en mars
2001.**

(de gauche à droite) :

Jean Valérien - Coordinateur
RESAFAD,
Alioune Diagne - Université de Dakar,
Maryse Quashie - Université de Lomé,
Jean François Terret - Ouagadougou,
Nicole Ravelomananstoa - Université
d'Antananarivo,
Marc Baudry - Université du Mans,
Awokou Kokou - Responsable de
formation à Lomé.

DOCUMENT ANNEXE 11

DUCM - THEMES DES SUJETS DE MEMOIRE PRESENTES AVEC SUCCES EN 2001/2002 -Tableau récapitulatif des sites ou CD-Rom*

THEMES	BURKINA	MADAGASCAR	SENEGAL	TOGO
Education				
<i>Primaire</i>	3		1	1
<i>secondaire</i>	1		2	
<i>Professionnel</i>	1			2
<i>supérieur</i>	3	2		
<i>Publications/presse</i>	1			1
<i>E-Supérieur</i>				
Généraliste			2	3
Disciplinaire			2 <i>math /physique</i> <i>au lycée</i>	1 <i>Atlas numérique</i>
Parents d'élèves	1			
<i>autres</i>	1 <i>RESAFAD</i>	3 : <i>STIC / météo /</i> <i>Centre de formation</i> <i>Larivo-info</i>	1 <i>centre national</i> <i>information et</i> <i>documentation</i> <i>pour les jeunes</i>	2 <i>Etablissements</i> <i>privés laïques/</i> <i>Analyse système</i> <i>éducatif</i> <i>CONFEMEN</i>
Total éducation	11	5	8	10
Culture /écologie	1		1	
sport		1		
Ministères hors éducation <i>santé /justice</i>	2			
Institutions internationales	3 <i>PNUD / BM</i>	1 <i>BM</i>		
Entreprises				
<i>E. régionales</i>		2 <i>Télécom Malagasi</i>		
<i>E. nationales</i>	1 <i>Syndicat des</i> <i>pharmaciens</i>			1 <i>Sté togolaise de</i> <i>distribution</i> <i>d'électricité</i>
<i>E. internationales</i>	1 <i>Total</i>			
E. privées	1	1		3 <i>Informatique/électr</i> <i>icité</i>
<i>Artisanat</i>	1			1
Economie/société	1 <i>Chambre</i> <i>économique</i>		1 <i>éco familiale et</i> <i>sociale au S^{gal}</i>	1 <i>village d'enfants</i> <i>SOS Lomé</i>
Total des productions	22 dont 2CD-R	10 dont 2CD-Rom	10	16 dont 2CD-Rom

* La production se décompose ainsi : 50 sites Web et 6 CD-Rom

DOCUMENT ANNEXE 12

(téléconférence dédiée à une rencontre avec un expert de l'UNESCO)

Compte rendu du Séminaire Interactif des Responsables de Planification du 18 février 2000

Cette rencontre s'est tenue à la suite de celle du 14 février à laquelle le médiateur, chargé de l'animation de la séance, n'avait pu participer à cause d'un problème technique de connexion au serveur RESAFAD de Ouagadougou.

Ont participé à la rencontre :

Pays	Prénom, Nom	Fonctions	Adresse électronique
Guinée	Bakary Diawara	Directeur du Service Statistique & Planification /MEPU	ssmepu@mirinet.net.gn
Mali	Mohamed Tourè	Chef Division Statistique & Documentation /CPS/MEN	mohamedtoure@multimania.com
Sénégal	Abdhouramane Ngom	Chef Division de la Planification /MEN/DEPRE	mendepre@sentoo.sn
Sénégal	Malick Dia	Chef Service des Statistiques /MEN/DEPRE	mendepre@sentoo.sn
Togo	Komlan Amoussou	Chef Service des Statistiques Scolaires /MEN	gkamosou@hotmail.com
Burkina-Faso	Jean-François Terret	Correspondant RESAFAD Burkina Faso, chargé de la coordination technique du SIRP	jfterret@ouaga.bf.resafad.org
Sénégal	Bernard Audinos	Coordonnateur SISED-AOC, animateur de la séance	Sised-aoc@sentoo.sn

Cette rencontre avait deux objectifs :

1. donner des compléments d'information sur le programme SISED¹⁹² et plus particulièrement sur le Pôle Afrique de l'Ouest et Centrale (SISED-AOC) installé à Dakar depuis octobre 1999 ;
2. recueillir les commentaires et suggestions des participants, notamment sur l'organisation du Pôle de Dakar et la mise en place des Groupes Techniques Sous-Régionaux.

Après s'être présentés, les participants ont demandé des précisions sur les points suivants :

- ✦ activités prévues dans le programme SISED-AOC pour l'année 2000 ;

¹⁹² SISED est le sigle de National Education Statistical Information System, un programme de l'UNESCO

- ✦ modalités de mise en place des groupes-techniques sous-régionaux ;
- ✦ dates de la prochaine réunion sous-régionale SISED ;
- ✦ organisation des équipes nationales SISED ;
- ✦ modalités de sélection des experts nationaux qui viendront à Dakar.

Le Coordonnateur a précisé les objectifs prioritaires du Pôle SISED-AOC pour l'année 2000 :

1. rendre la structure opérationnelle de manière à pouvoir accueillir dans ses locaux l'équipe de coordination composée des experts nationaux envoyés par les pays de la sous-région et d'un expert associé ;
2. établir et développer la communication entre les équipes nationales SISED-AOC ;
3. mettre en place effectivement un ou deux groupes techniques sous-régionaux (GTSR), notamment celui sur le thème « collecte et traitement des données statistiques ».

Il a également indiqué que les modalités de fonctionnement du Pôle (recrutement des experts nationaux, organisation des équipes nationales ...) et de mise en place des GTSR, seront définies à l'occasion de la prochaine réunion sous-régionale qui sera organisée dès qu'un financement sera trouvé.

En conclusion, le Coordonnateur a invité les participants à visiter le site Internet <http://nesis.easynet.fr>, pour avoir des informations complémentaires et à envoyer toutes remarques et suggestions par courrier électronique ou fax, avant la prochaine rencontre fixée le 25 avril 2000 à 09 heures GMT.

Bernard Audinos

Coordonnateur du programme SISED-AOC
Afrique de l'Ouest et Centrale
Bureau Régional UNESCO DAKAR

Tel. 221 822 45 47

Fax 221 822 16 81

sised-aoc@sentoo.sn

DOCUMENT ANNEXE 13

SIRP - Exemple d'un extrait « en direct » de l'un des premiers « chat » (juin 1999)

AMOUSSOU dit : bonjour AUDINOS

Hôte B_Audinos dit : **Bonjour Amoussou, comment vas-tu?**

JF_TERRET dit : Bonjour, je rappelle que la problématique du jour est disponible à cette adresse : <http://www.bf.resafad.org/sirp/juin99.html>

AMOUSSOU dit : avez-vous reçu mon courrier

S_Sanou dit : salut Amoussou

AMOUSSOU dit : Sanou bonjour et ta famille

Hôte B_Audinos dit : J'ai bien reçu ton message et fichier joint. J'arrive d'Harare et je n'ai pas encore eu le temps de te répondre. Ton travail est intéressant, si tu es d'accord on pourrais le mettre en ligne pour que les participants puissent donner leur avis.

AMOUSSOU dit : je suis d'accord tu pourras le mettre en ligne pour les participants

S_Sanou dit : as tu regardé les différents graphiques du Burkina? quels sont tes commentaires.

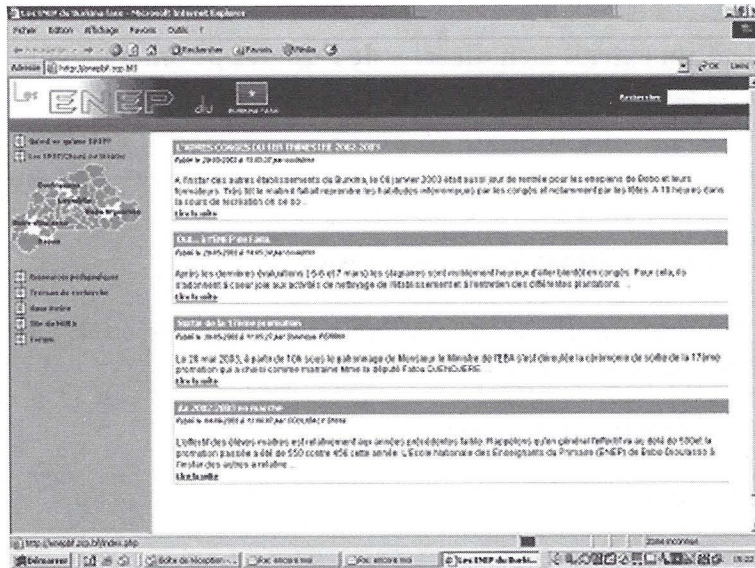
AMOUSSOU dit : j'avais envoyé les commentaires sur le graphique du Burkina avec le fichier joint

Hôte B_Audinos dit : Nous sommes en train de convertir ton fichier pour qu'il soit facilement lisible sur le site. Nous mettrons également en chargement en format Excel pour que les participants puissent voir les formules qui sont derrière les différents indicateurs calculés (moyenne, médiane, variance...)

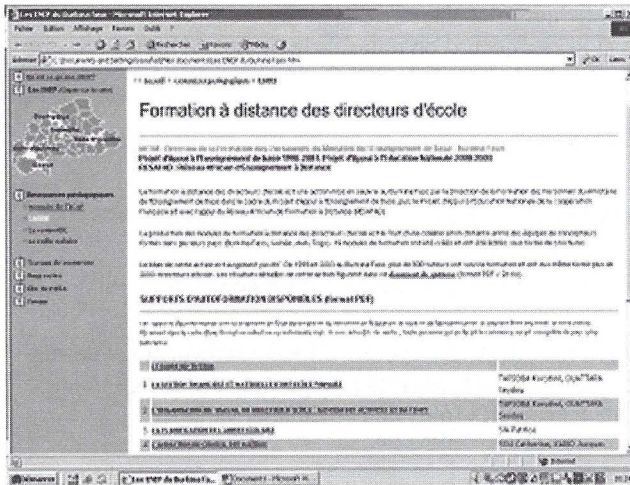
.....

DOCUMENT ANNEXE 14 - SUMEF

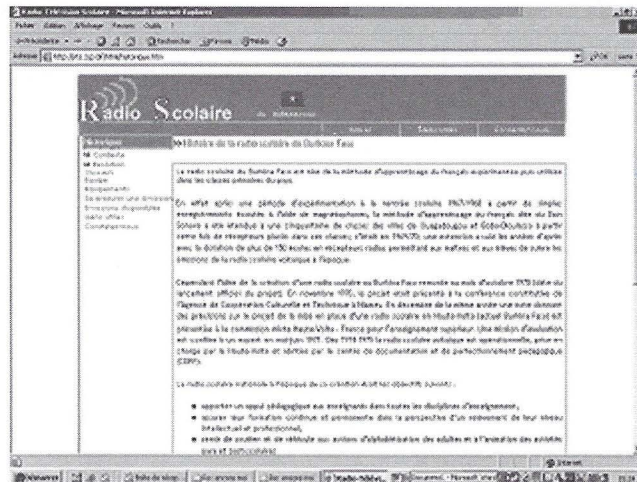
Le site des ENEP page d'accueil



deux extraits de la rubrique : « ressources pédagogiques »



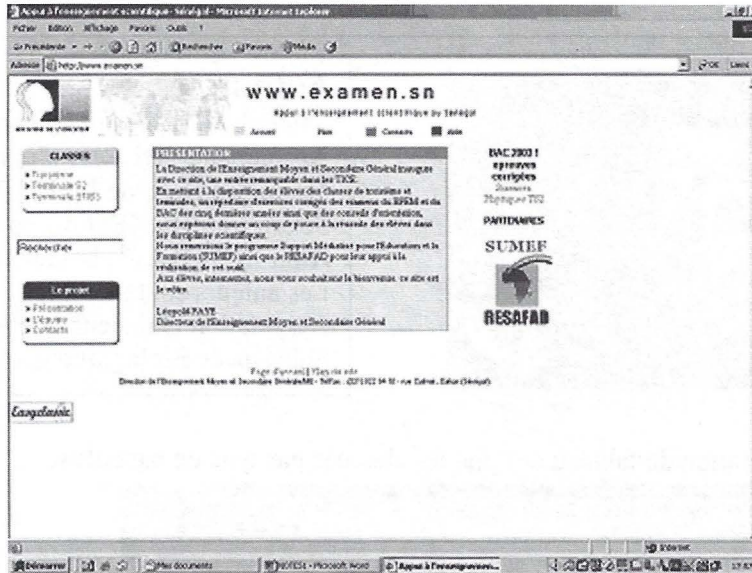
La formation de distance des directeurs : présentation générale et liste des 19 modules accessibles en ligne



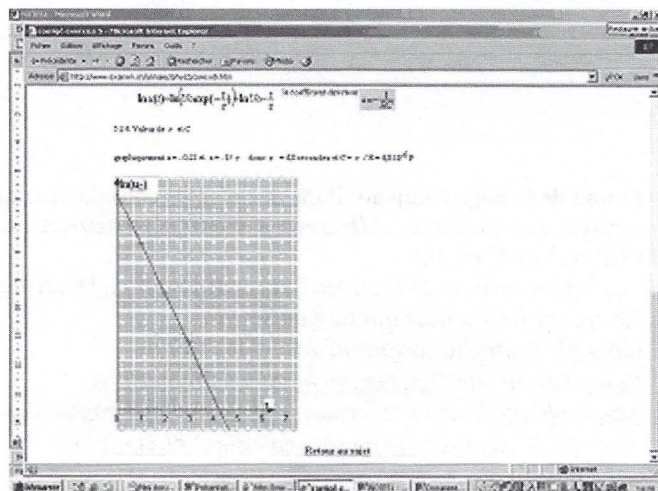
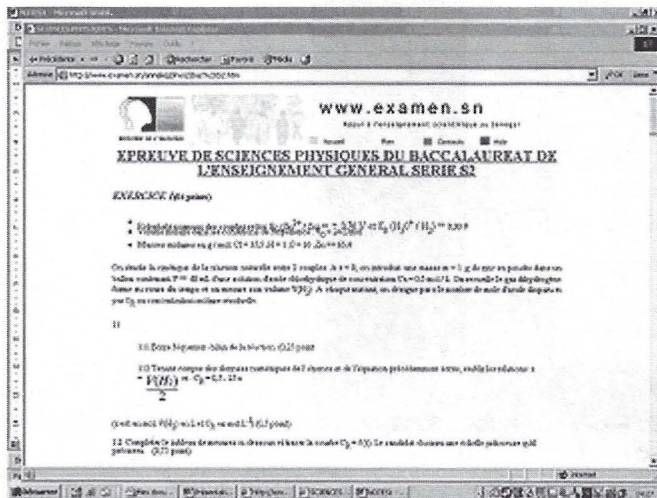
La radio scolaire et ses implications au Burkina Faso

DOCUMENT ANNEXE 15 - SUMEF

Le site sénégalais de « l'Appui à l'Enseignement Scientifique », page d'accueil



Extrait de la page donnant l'énoncé de l'épreuve de physique au baccalauréat de juin 2003 (série S2)



extrait de la fin du corrigé des exercices de l'épreuve

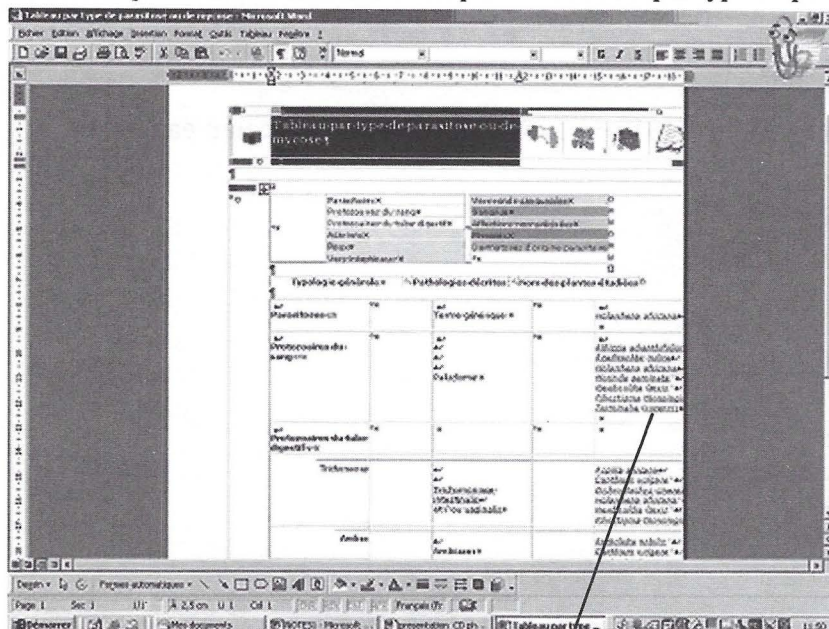
DOCUMENT 16 - SUMEF

Cédérom « 34 plantes anti-parasitaires de la pharmacopée traditionnelle guinéenne »



Auteurs :
 Saïdouba BALDE : PHD chimiste
 Ansoumane TOURE : pharmacien
 Mamadou Kabirou BAH : PHD de biochimie
 Sékou Moussa KEITA : botaniste
 Amirou DIALLO : botaniste
 Les auteurs sont membres de l' A.G.RE.S.B.A
 Association Guinéenne de Recherche sur les
 Substances Biologiquement Actives.

Extrait de présentation du tableau des plantes classées par type de parasitose

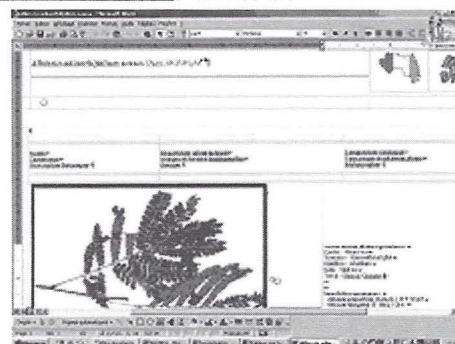


extrait du tableau par type de parasitose
Protozoaires du sang : Paludisme

- Albizia adianthifolium*
- Azadirachta indica*
- Holarrhena africana*
- Morinda geminata**
- Newbouldia levis**
- Piliostigma thonningii**
- Terminalia ivorensis*

Extrait de la page décrivant l'une des plantes considérées comme curative du paludisme : *Albizia adianthifolium sassa* (Shum.) W.F.Wight

Les informations se trouvent dans différentes rubriques (toujours les mêmes quelle que soit la plante) : noms/taxonomie/description botanique / Noms/Taxonomie/Description botanique/Répartition géographique / Usages et formes traditionnelles/Drogue / Composition chimique/Toxicologie et pharmacologie/Bibliographie.

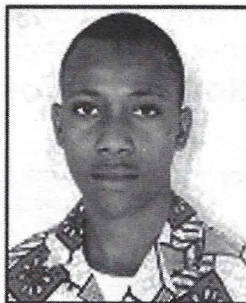


DOCUMENT ANNEXE 17

Les conditions de la mise en place de l'expérimentation de L'UeL-PCSM au Centre Universitaire de Labé



Je m'appelle Tamarata Keita, j'ai 20 ans. Je suis étudiante et j'entre en 2^{ème} année maths-informatique.



Je me nomme Aly Kaba, Agé de 20 ans, je suis étudiant et j'entre en 2^{ème} année maths-informatique.

Nous avons écrit cet article, ensemble, pour vous faire mieux connaître notre Centre Universitaire, notre vie quotidienne d'étudiant à Labé. Nous allons vous parler de nos problèmes mais aussi de nos motifs de satisfaction et vous dire notre fierté de faire partie de la première promotion de ce centre dont nous sommes sûrs qu'il deviendra, dans quelques années, une référence en Guinée et même au-delà.

Etudier au Centre Universitaire de Labé la première année de sa création

Dès le jour de la rentrée, les cours ont commencé à une cadence « infernale ».

Débutés par ceux donnés par l'ancien recteur de l'université de Conakry, ils furent suivis par d'autres, dispensés par des enseignants venus tous de Conakry, avec un contrat de deux semaines.

Chacune des missions avait pour objectif de faire comprendre, en quinze jours, aux étudiants, certes relativement peu nombreux, des parties de programme qui étaient enseignées en deux mois à l'université de Conakry.

C'est ainsi que nous avons reçu :

5 professeurs d'algèbre / 2 professeurs d'analyse / 6 professeurs d'informatique (bureautique) / 1 professeur d'algorithmique (programmation) / 1 stagiaire en algorithmique / 1 professeur d'anglais, / 2 professeurs d'économie et / 2 professeurs de technique d'expression ; soit, au total, 20 professeurs en 5 mois.

Selon le volume du cours à dispenser, les enseignants ont d'ailleurs été amenés à faire des choix et à privilégier les cours au détriment des travaux pratiques.

Cette organisation du travail a entraîné beaucoup de difficultés pour nous, étudiants.

En effet, si la compréhension des cours de français, d'économie, et d'informatique était relativement très aisée, les cours de mathématique au contraire nous ont causés de sérieux problèmes surtout en algèbre et nous ont « beaucoup fatigués ».

Puisque le temps manquait aux professeurs pour achever, dans le temps de la mission, le programme prévu dans leur contrat, les étudiants ont dû s'organiser. Faute de documents et de livres en nombre suffisant dans la bibliothèque; un grand nombre d'étudiants n'arrivait pas à achever le reste des chapitres par eux-mêmes.

Devant cette situation inquiétante, les étudiants ont décidé de créer des groupes de travail, pour que les forts aident les faibles. Ca n'a pas toujours été facile de tout comprendre de cette façon. Des difficultés persistaient, notamment en algèbre.

De plus, l'irrégularité de la fourniture du courant a été pour nous un handicap. Nous étions souvent interrompus dans nos travaux pratiques en informatique, faute d'électricité au Centre Pour y pallier, nous avons trouvé une solution et nous avons résolu de travailler tardivement le soir sur nos micro-ordinateurs, la fourniture du

courant étant généralement assurée de nuit. Nous dormions alors le matin et reprenions les cours vers les 15 heures.

A noter toutefois qu'au mois de juin que nous avons pu travailler normalement grâce à la fameuse coupe du monde 2002. Un effort tout particulier avait en effet été fait par Electricité de Guinée pour assurer la fourniture du courant pendant les retransmissions. Malheureusement notre transformateur a grillé et nous voilà, à nouveau sans électricité. Nous espérons vivement que cette situation s'améliore à la prochaine rentrée.

Une expérimentation d'autoformation sur ordinateur grâce au RESAFAD



M. Raymond BANGOURA, Directeur Adjoint, M. Hoang-Phuong NGUYEN, M. Abdoul Goudoussi DIALLO, Directeur général du Centre Universitaire, Mme Marie-Paule THERY, M. MAGASSOUBA, Directeur de la scolarité, M. Saïdou DIALLO, enseignant en informatique, posent pour la photo souvenir.

C'est en juin, que nous avons reçu la visite au Centre de la responsable du Réseau Africain de la Formation à Distance (RESAFAD), Mme Théry, accompagnée par le Conseiller de la Faculté des Sciences de Conakry, M. Nguyen.

Lors d'une précédente rencontre en mai 2002, elle avait proposé à notre directeur la possibilité de monter, à Labé, une expérimentation en libre service pour étudiants, d'un produit multimédia mis au point par des universitaires français réunis au sein du Réseau Universitaire des Centres d'Auto formation (RUCA). Notre directeur a accepté avec enthousiasme. Et c'est ainsi les deux coopérants français ont installé, dans nos micro-ordinateurs, des fichiers extraits du cours de mathématiques de « l'Université en Ligne » (UeL) qui contenaient entre autres, quelques chapitres d'algèbre sur les espaces vectoriels très bien structurés. Ces cours et exercices nous étaient proposés comme des aides à la révision avant les examens.

Cet apport a été pour nous d'une grande importance, car, à travers les cours et les séries d'exercices qui nous ont été offerts, nous avons su saisir cette opportunité pour, enfin, remédier peu à peu à l'incompréhension de l'algèbre.

La distribution par RESAFAD de petites brochures qui donnaient beaucoup de détails sur les opérations à faire pour accéder aux cours et exercices, a rendu les manipulations sur l'ordinateur très faciles pour la majorité des étudiants, et cette possibilité de travailler par nous-même nous a facilité les révisions pour l'examen.

Grâce à Dieu, nous avons pu obtenir 36 admis dès la première session de juillet.

C'est pourquoi nous souhaiterons qu'à l'ouverture prochaine, nous ayons la chance d'avoir, par RESAFAD, tous les chapitres enseignés en mathématiques et pourquoi pas, des produits semblables en informatique pour nous permettre de mieux comprendre les cours reçus en classe...

Extraits d'un article : « Etre étudiant à Labé » écrit par deux étudiants du Centre universitaire de Labé le 8 octobre 2002 et mis en ligne sur le serveur RESAFAD-Guinée et sur le site Edusud en novembre/décembre 2002.

DOCUMENT ANNEXE 18

COMPTE-RENDU DE MISSION A LABE (Guinée)

Du 13 février au soir au 16 février 2003 au matin

Personnes rencontrées

Le Directeur du centre : M. Abdoul Goudoussi DIALLO

Le Directeur Adjoint, chargé des études : M. Raymond BANGOURA

Le Responsable de la scolarité : M. MAGASSOUBA

Le Chef Section Enseignement Secondaire auprès de l'inspection régionale de l'Education : M. BAH, remplaçant l'inspecteur, en mission

Le Directeur Préfectoral de l'Education : El Hadj TIAM

La mission était axée sur la clôture d'une formation expérimentale des enseignants de mathématiques des lycées de Labé dont 2 proviseurs : le principal du Lycée Wouro et celui du lycée de Hafía (la sous préfecture où se trouve le Centre Universitaire), tous deux chargés de cours. A cette occasion, quelques modules de mathématique ont été mis sur 4 ordinateurs non encore pourvus le samedi matin, avant la remise des attestations.

Cette expérimentation qui vient de se dérouler à Labé, avec l'accord du directeur du centre et des autorités déconcentrées de l'enseignement pré-universitaire se place dans la perspective de la formation continue des professeurs de mathématiques enseignant en lycée avec, comme objectif, un relèvement du niveau des étudiants entrant en première année des DEUG scientifiques. Il s'agissait de faire travailler les professeurs sur des extraits des modules de mathématiques déjà installés au Centre Universitaire pour les étudiants, tout en les initiant à la pratique de l'ordinateur.

La formation a été conçue au plan académique, et physiquement assurée, par M. Ousmane BAH, enseignant de Conakry, déjà responsable de l'utilisation de l'UeL-PCSM par les étudiants. 3 « tuteurs », choisis parmi les étudiants de seconde année, ont aidé aux manipulations

Cette expérimentation, appelée « actualisation des connaissances en mathématique à l'aide des nouvelles technologies » a été volontairement limitée dans le temps (8 séances entre la mi-janvier et la mi-février), et l'espace (elle a concerné la seule ville de Labé).

Elle s'est achevée le 15 février par la remise des attestations et une double demande de la part des enseignants-apprenants : la poursuite de l'expérimentation par une seconde session où d'autres thèmes pourraient être abordés et la création d'un centre de ressources commun dans un lycée de la ville pour les professeurs du secondaire de Labé avec une possibilité d'utilisation de l'UeL-PCSM dans les autres disciplines disponibles en rapport avec les programmes à enseigner.

La remise des attestations, s'est faite au Centre Universitaire en présence du DPE et d'un représentant de l'IRE

La mission a pris fin le dimanche matin pour arriver à Kankan le soir.

M-P Théry

DOCUMENT ANNEXE 19

MISSION A L'UNIVERSITE DE KANKAN (GUINEE)

Du 16-au 22 février 2003

Objectifs de la mission

Suivi de l'expérimentation en cours de l'UeL-PCSM et étude de la situation de l'Université Julius Nyérére de Kankan.

(Seule l'étude de l'expérimentation sera retranscrite ici)

Personnes rencontrées :

Le Recteur : M. Seydouba CAMARA

Le Vice-Recteur chargé de la Recherche : M. Sidafa CAMARA

Le Vice-Recteur chargé des Etudes : M. Mawiatou BAH

Le Directeur des Relations Extérieures M. Martin KOÏVOGUI

Le Doyen de la Faculté des Sciences M. Boukari KAMANO

Le Directeur du premier Cycle de la Faculté des Sciences : M. Abdoulaye Mouctar DIALLO

Le Directeur du Centre Informatique, Responsable des réseaux informatique et téléphonique : M. Aboubacar TIAM

Le directeur des réseaux informatiques M. Mamadou Yabara CAMARA

Le directeur adjoint du Centre Informatique : M. Lonceny DIAKITE

Le chef de Département de Mathématique : M. Cécé THEA

Les enseignants-expérimentateurs de l'UeL-PCSM

- M. Lonceny DIAKITE, enseignant en mathématique et Directeur Adjoint du CI
- M. Alhassane DIALLO, Responsable du premier Cycle pour la physique
- M. Mamadou Saïdou DIALLO, enseignant de biologie
- M. Moussa Paul GUILAVOGUI, enseignant de mathématique
- M. Jean-Marc LAMAH, chef du département de chimie

M. Faya OULARÉ, titulaire du cours d'optique en premier cycle, pour un travail avec l'UeL devant les étudiants de seconde année en « Math Physique » et en « Physique-chimie ».

Calendrier des actions

Dimanche 16 02 03	Arrivée à Kankan en milieu d'après-midi. Brève visite au Recteur et rencontre avec le Directeur des Relations Extérieures pour qu'il prévienne les enseignants de mon arrivée.
Lundi 17 02 03	8h30 : visite au Vice-Recteur chargé de la Recherche pour présenter l'objet de la Mission sur « l'état des lieux » et obtenir un rendez-vous pour une rencontre avec le Recteur qui est fixée alors le mercredi matin 9h (après le départ du ministre prévu le lundi à 14 h). 10 h ¹⁹³ : rencontre avec les enseignants expérimentateurs dans le bureau du Doyen de la Faculté des Sciences pour établir un plan de travail des expérimentations et réfléchir à la poursuite des travaux

¹⁹³ Les horaires de travail à l'université de Kankan, se font très largement en fonction des horaires de présence du courant électrique. Toute la ville étant totalement privée d'électricité depuis septembre, l'université fournit son propre courant. Ces horaires sont 10h -14h et 19- 23h.

	<p>d'expérimentation après la mission et mon départ effectif de Guinée.</p> <p>10h 30 :travail dans la salle des professeurs et implantation sur 4 PC des modules de l'UeL par discipline en « libre service enseignants ».</p>
Mardi 18 02 03	<p>Fin de la mise en place des modules disciplinaires et travail avec les enseignants sur les choix des expérimentations à présenter aux étudiants.</p>
Mercredi 19 02 03	<p>Matin : travail ave les enseignants : choix définitif des démonstrations, et du public (les 2^{ème} années) puis tests des appareils (PC et vidéo-projecteur) dans la bibliothèque, salle où auront lieu les démonstrations.</p> <p>18h –19h30 : entretien avec le Doyen de la Faculté des Sciences : situation de la Faculté problèmes et projets.</p>
Jeudi 20 02 03	<p>9h –14h démonstrations en mathématique et en physique devant les étudiants de 2^{ème} année de Math-Physique et Physique-Chimie ; démonstration en chimie devant les étudiants de 2^{ème} année de Physique-Chimie.</p> <p>Ces démonstrations de cours incorporant des extraits de l'UeL ont eu lieu en présence à tour de rôle, du Doyen de la Faculté des Sciences, du Vice-Recteur chargé des études et du Directeur du premier cycle. Y assistent aussi quelques enseignants non-expérimentateurs.</p> <p>19h : compte rendu avec les enseignants expérimentateurs et mise au point de la poursuite du programme d'expérimentation jusqu'en juin 2003.</p> <p>20h-21h30 : entretien avec le Directeur du Centre Informatique et le directeur des réseaux informatiques pour obtenir leur agrément pour l'utilisation de ressources sur ordinateurs par les étudiants dans une salle équipée par l'USAID (proposition acceptée).</p> <p>21h30-22h : entretien avec le Directeur des Relations Extérieures sur la situation à l'Université</p> <p>Confirmation de l'accord du Recteur pour un rendez-vous le lendemain à 9h.</p>
Vendredi 21 02 03	<p>9h : Entretien ave le Recteur...,</p> <p>9h 30 : - Entretien avec le chef de département de mathématiques et le chef de Département des premiers cycles pour leurs accords pour l'organisation d'autres séances d'expérimentation en mathématiques et l'installation d'extraits des modules de mathématiques sur les PC des salles réservées aux étudiants pour des TD animés par les enseignants–expérimentateurs (<i>contrairement à Labé, pas de libre service–étudiants envisagé pour tenir compte des réticences du directeur du Centre Informatique</i>)</p> <p>10h : dernière démonstration, en chimie, devant les étudiants de 2^{ème} année de chimie-biologie ;</p> <p>10h30 : Installation, avec l'aide d'étudiants-moniteurs, des extraits du programme de mathématiques sur 13 PC avant 13h (<i>heure de l'arrêt de l'électricité le vendredi</i>)</p> <p>M. Lonceny DIAKITE, expérimentateur en mathématique et</p>

	<p>Directeur Adjoint du CI, s'est engagé à rédiger des comptes-rendus de ces différents travaux expérimentaux pour qu'ils puissent être présentés lors du séminaire organisé, à la mi-mai, à Paris par RESAFAD.</p> <p>13h/13h30 : entretien avec le Recteur</p> <p>14h30 : départ en direction de Conakry</p> <p>19h30 Arrêt à Linsan pour la nuit.</p>
Samedi 22 février	Arrivée à Conakry en début d'après midi

Observations sur le suivi de l'expérimentation

Usage des appareils nécessaire à l'expérimentation devant les étudiants :

Les conditions demandées pour l'expérimentation au Rectorat selon la convention de partenariat, ont été parfaitement remplies. Les enseignants avaient en leur possession le matériel adéquat et en connaissaient l'usage. Ils se sont montrés capables de maîtriser sans aucun problème, le couple PC-vidéo-projecteurs, de régler par eux-même un problème technique l'utilisation du son et de faire ainsi une démonstration aux étudiants de bonne qualité.

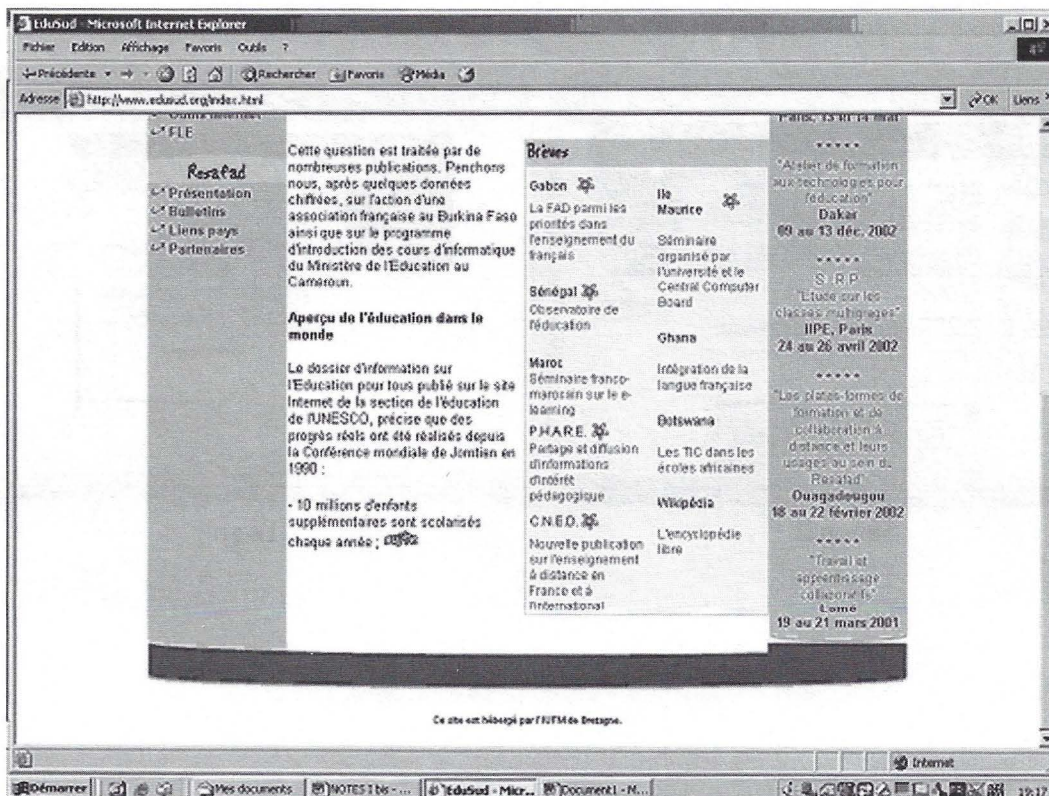
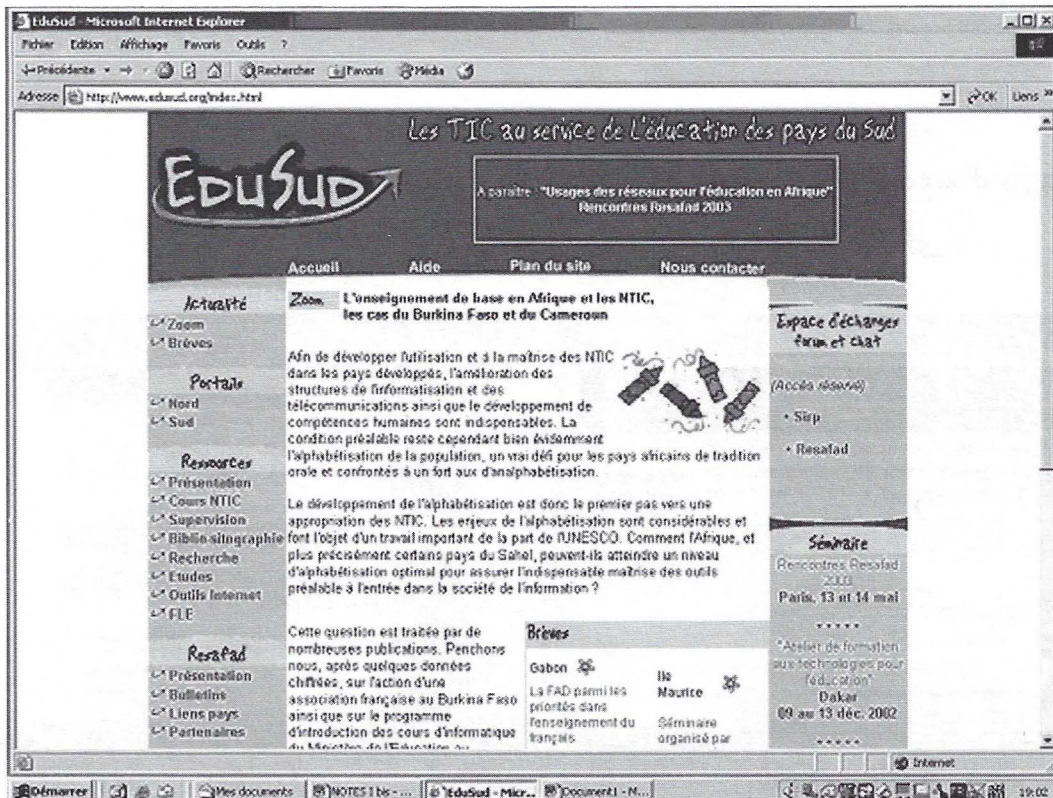
La préparation pédagogique des expérimentations avait également été bien entreprise. Pour ces raisons, il m'a semblé judicieux de laisser se poursuivre d'expérimentation jusqu'à la fin de l'année universitaire avec deux objectifs : agrandir le nombre des enseignants-expérimentateurs (d'où l'implantation de l'UeL-PCSM sur 4 ordinateurs dans la salle des professeurs) et organiser des séances de travail pour les étudiants en mathématiques, matière choisie pour la maturité des expérimentateurs de cette discipline ;

Fait à Conakry le 23 février 2003

Marie-Paule Théry
 Conseiller en formation à Distance
 Correspondante RESAFAD-Guinée

DOCUMENT ANNEXE 20

Page accueil du portail edusud

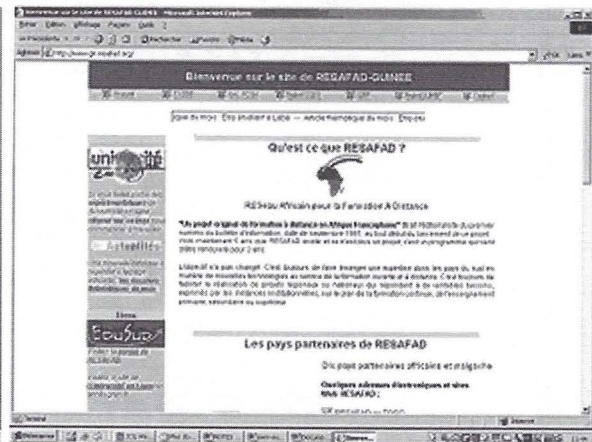


DOCUMENT ANNEXE 21

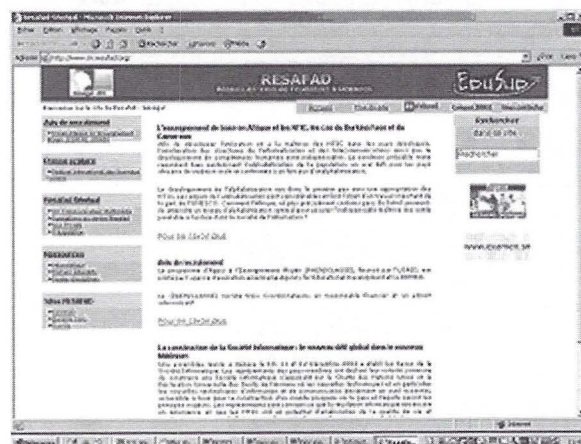
Les pages d'accueil des serveurs RESAFAD en Afrique



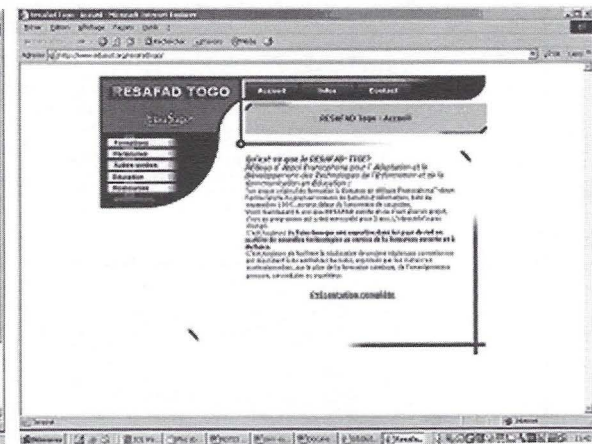
Burkina Faso



Guinée



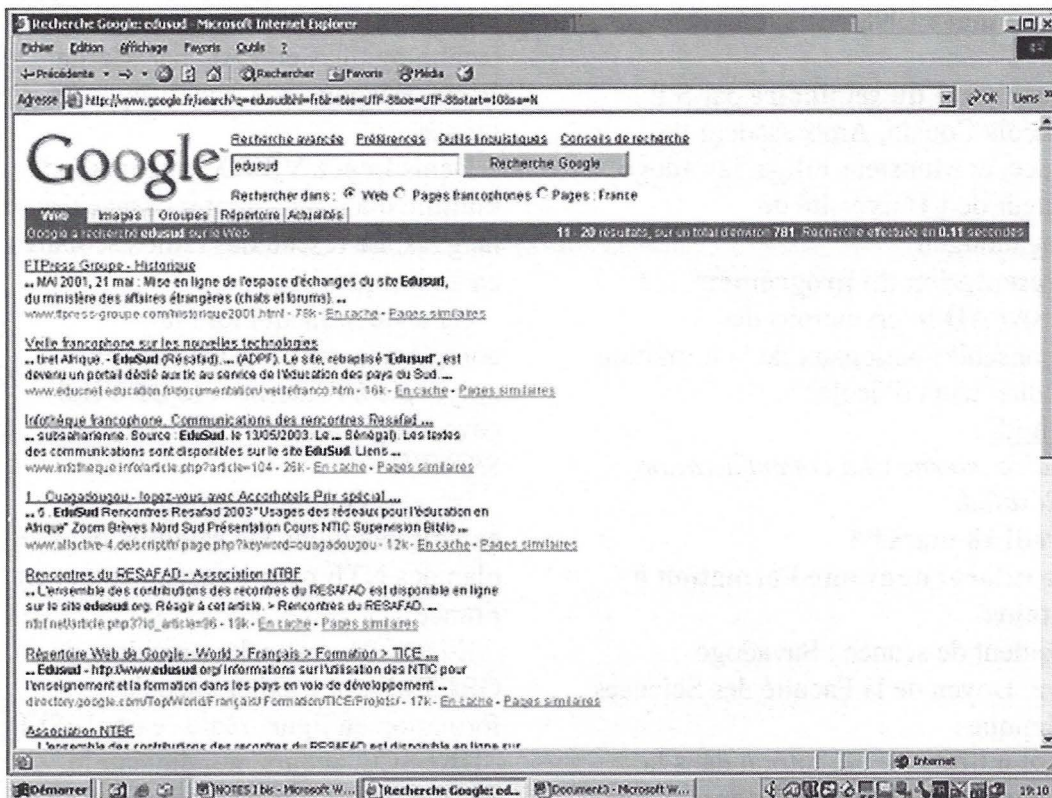
Sénégal



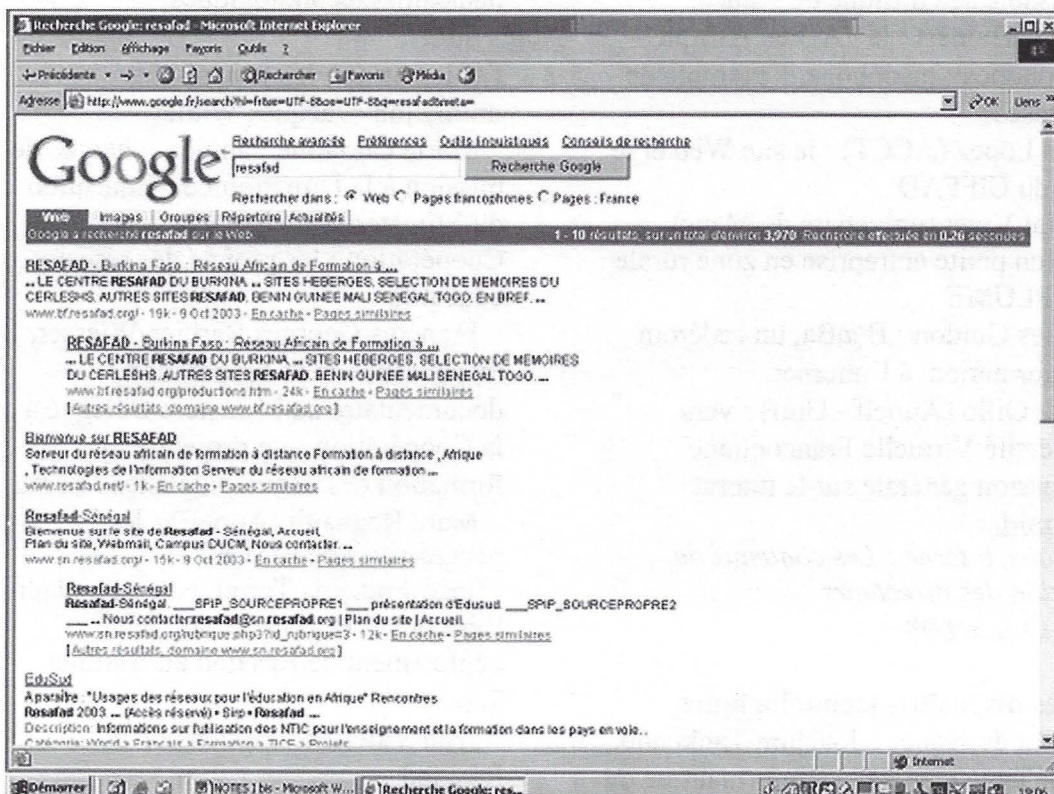
Togo

DOCUMENT ANNEXE 22

Référencement du site Edusud (3pages) sur l'un des plus populaires parmi les moteurs de recherche



et celui des sites africains RESAFAD (1page et demi)



DOCUMENT ANNEXE 23

PROGRAMME DU SEMINAIRE DE OUAGADOUGOU – 17 – 18 MARS 1998 « Nouvelles Technologies pour la Formation A Distance »-

Mardi 17 mars 1998

Matin :

- **Ouverture du séminaire** par S.E. François Cousin, Ambassadeur de France, et Monsieur Filiga Sawadogo, Recteur de l'Université de Ouagadougou
- **Présentation du programme RESAFAD** Interventions des responsables nationaux de la formation des directeurs d'écoles :

Après midi :

séminaire interne : La communication dans Résafad.

Mercredi 18 mars 98 :

- **Le tutorat dans une Formation à Distance**
Président de séance : Savadogo Laya, Doyen de la Faculté des Sciences et Techniques

- Exposé introductif : le tutorat dans la FAD : entre enseignement et apprentissage par Geneviève Jacquinet, (Paris VIII): responsable scientifique de séance:

- Régine Thomas : la FAD en Afrique francophone et lusophone, l'exemple de Madagascar
- Denis Lopez (ACCT) : le site Web et le forum du CIFFAD
- Martial Vivet (université du Mans) : tutorat en petite entreprise en zone rurale : projet PLUME
- Jacques Guidon : B@Ba, un cédérom d'autoformation à l'internet.
- Didier Oillo (Aupelf - Uref) : vers l'Université Virtuelle Francophone
- Discussion générale sur le tutorat

Après midi :

séminaire interne : Les contenus de formation des directeurs.

Jeudi 19 mars 98

Matin

- **Les dispositifs technologiques**
Président de séance : Joachim Tankoano, Délégué Général à l'Informatique du Burkina Faso

- Exposé introductif : les dispositifs technologiques en FAD par Martial Vivet, Responsable scientifique de séance
- Denis Lopez VIFAX, une méthode multimédia pour l'apprentissage des langues. Le réseau des radios scolaires en audio-numérique
- Geneviève Jacquinet : la complémentarité des médias, du photocopie à l'Internet : le DEUG de psychologie à l'université de Paris 8/CNED
- Jacques Guidon : l'exemple des expérimentations via satellite dans le plan des NTE pour l'enseignement en France
- Etienne Brunswick : président du GRETA : une expérience de formation en ligne, réalisée par l'ISEP
- UNESCO : cours mondial sur le développement du manuel scolaire
- Discussion générale sur les dispositifs technologiques

Après midi

- **Table ronde : les projets**
animation : Jacques Wallet
- Marie Christine Pannier, chargée de mission à la Direction de l'Education du Ministère Délégué à la Coopération : les projets des réseaux éducatifs
- François Georges Barbier-Wiesser, responsable de la coopération documentaire au Ministère Délégué à la Coopération : un projet de formation des documentalistes : Forcir
- Marc Regnault (Aupelf) : les perspectives de l'UVF
- Jean-François Terret, correspondant Résafad au Burkina Faso : le déploiement de Résafad au Burkina Faso
- Jean Valérien : l'extension de Résafad

DOCUMENT ANNEXE 24

PROGRAMME DU SEMINAIRE DE DAKAR - 24 AU 26 MARS 1999 « CAMPUS VIRTUEL, SERVICE EN LIGNE, NOUVELLES RESSOURCES PEDAGOGIQUES »

Mercredi 24 mars (matin et après-midi)	Judi 25 mars (matin et après-midi)	Vendredi 26 mars (matin et après-midi)
<ul style="list-style-type: none">▪ Ouverture - Accueil des participants▪ Discours du Ministre de l'Education Nationale▪ Discours de Jean Valérien▪ Discours du Directeur du BRENDA- Etude d'exemples de campus virtuel, de cours en ligne, de serveurs de ressources▪ Mots et enjeux (J. Wallet)▪ Campus virtuels du Mans (M. Vivet)▪ Premier cycle sur mesure (P. Jarraud, U. Paris 6)▪ Réseaux buissonniers et Cyber champions (F. Bocquet)	<ul style="list-style-type: none">▪ Etat des lieux▪ Exposés :<ul style="list-style-type: none">- Internet au Sénégal (A. Corentin)- Réalité virtuelle (P. Gonda et P. Hunya)- Réseaux au Nouveau Brunswick (R. Doucet)▪ Panorama des aspects logistiques et institutionnels :<ul style="list-style-type: none">- Aupelf- Arches (D. Ballini, Coordinateur du projet ARCHES)- ACCT (D. Lopez)- SIRP	<ul style="list-style-type: none">▪ Travaux en ateliers visant à la proposition d'un plan d'action dans ce domaine▪ Compte rendu des ateliers▪ Clôture du séminaire<ul style="list-style-type: none">- R. Frémont-Lamouranne, (IUFM de Versailles)- M. Vivet- M.C. Pannier- Sékou Traoré- Paï Obanya <p>Ministre de la Recherche Scientifique du Sénégal</p>

DOCUMENT ANNEXE 25

PROGRAMME DU SEMINAIRE DE LOME- 19 Au 21 Mars 2001 : « Travail et apprentissage collaboratifs »

L'ensemble des interventions est sous forme de documents téléchargeables (format Word ou Powerpoint) sur <http://www.edusud.org>

Lundi 19 mars	Mardi 20 mars	Mercredi 21 mars
<ul style="list-style-type: none">▪ 8h30 : Ouverture officielle du séminaire▪ Conférence : J. Wallet : réseaux et travail collaboratif▪ 10h15 : table ronde : Réseaux et administration du système éducatif<ul style="list-style-type: none">- C Halluin, (Université Lille 3) : autour du travail coopératif- M.Poisson (IIPE) : L'espace collaboratif de l'IIPE- P. Clouaire (U. Grenoble) : le greco : un réseau local- R.El Boussarghini(IUFM Rennes) : le réseau des IUFM en France- M.Traoré et A. Touré : l'expérience du Mali- P. Kaboré et J-F Terret : L'expérience du Burkina	<ul style="list-style-type: none">▪ Conférence :J. Jacquinot : « réseaux humains , réseaux technologiques au service de l'apprentissage▪ 9h30 : Table ronde : Réseaux et apprentissage<ul style="list-style-type: none">- J-F Cerisier : enseigner et apprendre en réseau à l'école- P. Clouaire : Un réseau inter-université Grenoble /Afrique- Diagne : Université de Dakar- T. Diallo, DG de L'ISSEG et M-P Théry : UeL-PCSM en Guinée- G. Lameul (IUFM de Rennes) : formation des maîtres▪ Débat général	<p>Séance plénière</p> <ul style="list-style-type: none">▪ T. Fiadjoe : le réseau d'information du MENR▪ J. Guidon : présentation du portal Edusud▪ D. Oillo : l'AUF (présentation de) <p>Clôture du séminaire</p>
<p><u>Atelier 15h– 17h30</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. Manipulation/découverte de sites Animation : M. Mercier J Guidon, P. Clouaire, C. D'Halluin2. Diplôme de communicateur multimédia (atelier réservé aux participants au diplôme animateur Maryse Quashie,U. de Lomé, et Marc Baudry ; U. du Mans	<p><u>Atelier 15h– 17h30</u></p> <ol style="list-style-type: none">1. Manipulation/découverte de sites Animation : A. Mercier, JF Cerisier,J-F. Terret, R El Boussarghini2. Les classes multi-niveaux: Animation : M. Poisson (réservé aux personnes participants du SIRP.	

DOCUMENT ANNEXE 26

PROGRAMME DES RENCONTRES RESAFAD 2003 13 - 14 MAI 2003 UNESCO

« Usages des réseaux pour l'éducation en Afrique »

13 mai

Matin :

- **Introduction des journées par la coordination RESFAD**

Table ronde animée par J. Jacquinet-Delaunay (U. Paris VIII) -

- C. Métayer, MAE/ France
- A. Guyetant, CONFEMEN
- P.J. Loiret, AUF
- Francisco Seddoh, UNESCO
- Pietro Sicuro, AIF
- Fr. Thibault, MEN/ France
- Joris Van Bommel, ADEA

12h30

- J-F Terret, ATR RESAFAD : Le point de vue des acteurs

Après midi

- **Atelier enseignants :** Président de séance : Francisco Seddoh (UNESCO) / modérateur Nicole Bernard, U. Paris 6 -

- J-René Bourrel, AIF : Canal éducatif francophone :
- Papa Young Dieng, RESAFAD-SENEGAL, Site examens.sn
- Haoua Koné et D. Perrin, RESAFAD-BURKINA, : Portail des ENEP
- M-Paule Théry, RESAFAD-GUINEE : L'Université en Ligne
- Faustin Touadera, Arches - Centrafrique

- **Atelier Administration du système éducatif:** Président de séance : Joris Van Bommel, ADEA / modérateur J-P Letourneux (U. Nantes)

- Kossi Apedoh et Kossi Kumapley RESAFAD-TOGO : FADDE, Formation des directeurs
- Etienne Brunswick : Travail collaboratif, SIRP
- Marie Dorléans, Pôle Technique Dakar : Activité de planification éducative
- Seydou Nassouri, MEN / Burkina : FADDE, Formation des directeurs
- Mohamed Vall ould Dickeh, RESAFAD-MAURITANIE : Formation des inspecteurs.

14 mai

Matin :

- **Atelier personnes ressources TIC**

Président de séance : Pietro Siguro, AIF, INTIF / modérateur G. Lameul (IUFM Bretagne) -

- Marc Baudry, U. du Maine : le DUCM
- Sven Callebaut, CNUCED, : TFT
- Jacques Guidon, U. Nantes : Les ateliers de formation
- Nicole Ravelomanantsoa, RESAFAD-MADAGASCAR : RESAUTIC
- Anand R. Rumajogée, Maurice : Etude de l'ADEA sur l'éducation à distance

Atelier enseignement supérieur

Président de séance : Pierre-Jean Loiret, AUF / modérateur Marc Baudry, U. du Maine

- Pierre-Jean Loiret, AUF : Les formations en ligne
- Etienne Doyigbé, RESAFAD-BENIN, : DUTICE
- Martine Jaudeau, THOT : Formation à distance par les réseaux
- Jean-Pierre Loiret, AUF : La stratégie de l'AUF en matière de FOAD
- Abdourahmanne Mbengue, AUF : Le campus numérique de Dakar

Après midi

- **Perspectives**

- Papa Young Dieng, RESAFAD-SENEGAL, : Politique nationale TICE au Sénégal
- Yaranga Traoré, RESAFAD-MALI, : Politique nationale TICE au Mali
- Jacques Guidon, RESAFAD-FRANCE, : Perspectives technologiques
- JACQUES WALLET, RESAFAD-FRANCE, : Synthèse des travaux
- **Clôture :** Paul Coustère, MAE/ France.

NB : *L'ensemble des interventions est visible sur le site Edusud :*

<http://www.edusud.org>

SOURCES

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Jacques Hallak « *investir dans l'avenir, définir les priorités de l'Education dans le mode en développement* », PNUD, UNESCO, IPE, ed. l'Harmattan –Unesco 1990, p.53, 75,76
- « Un enjeu majeur pour la coopération » in La lettre de la rue Monsieur, Ministère de la Coopération, n°72 novembre/décembre 1996, p.9
- Rapport de présentation de la première convention entre le Ministère de la Coopération et l'Université Paris 7, 1996 – Archives RESAFAD
- Lettre de commande entre le Ministère des affaires étrangères – Coopération et Francophonie et l'ADPF- en date du 9 avril 1998 – Archives RESAFAD
- Document de présentation du projet mobilisateur Nouvelles Technologies pour l'Education - Appui au programme RESAFAD au Comité des projets FSP du 20 décembre 1999 – Archives RESAFAD
- Jean-François Terret « Le Centre RESAFAD du Burkina Faso » rapport, Ouagadougou 2001, 9 pages – Archives RESAFAD
- Pierre Ottenwaelter « Le RESeau Africain de Formation A Distance au Mali » rapport, Bamako, janvier 1999, 3 p. Archives RESAFAD
- Marie-Paule Thery « Deux formations professionnelles des enseignants en Guinée : du saut Technologique au saut identitaire », article, Conakry, juin 2002, 10 p. - Archives RESAFAD
- Jean-François Terret, « rapport 1999 » Ouagadougou, juillet 1999 – Archives RESAFAD
- Jean-François Terret, « Formation à distance des directeurs d'école au Burkina Faso de 1997 à 2001 » article UNESCO, Ouagadougou, 24 juillet 2001 - Archive RESAFAD
- DIFOP et RESAFAD, « Bilan de la Formation à distance des directeurs d'école au Togo », Lomé, novembre 2001 – Archives RESAFAD
- Vang Tho Hua « Rapport d'activités de septembre 1998 à fin juin 1999 », Lomé, juillet 1999– Archives RESAFAD
- Nicole le Goff, « Formation à distance des directeurs d'école au Togo », Lomé, septembre 2000 – Archives RESAFAD
- Marie-Paule Théry « Rapport des missions de suivi évaluatif », Conakry, mars 2002 - Archives RESAFAD
- Ansoumane Camara, « rapport d'évaluation de la formation des directeurs d'école élémentaire de six classes et plus », Conakry, 18 mars 2003 - Archives RESAFAD
- G Jacquinot R. El Boussarghini, G. Lameul « Évaluation du Diplôme Universitaire Communicateur Multimédia de l'Université du Mans pour RESAFAD » document interne RESAFAD, janvier 2002, 29p.
- G. Jacquinot « rapport de mission à Lomé MAE/RESAFAD avril 2003 – Archives RESAFAD
- Sita Zougouri, « impact du DUCM sur le parcours professionnel des apprenants (première promotion 1999) RESAFAD-Ouagadougou », Ouagadougou RESAFAD, 2002
- Convention entre l'Université du Maine et l'Université d'Antananarivo – Ecole supérieure Polytechnique octobre 2001

- Liste des étudiants reçus au DUCM en 2001/2002 au Burkina-Faso, mars 2003 – Archives RESAFAD
- Liste des étudiants reçus au DUCM en 2001/2002 à Madagascar, mars 2003 – Archives RESAFAD
- Liste des étudiants reçus au DUCM en 2001/2002 au Togo, mars 2003 – Archives RESAFAD
- Liste des étudiants reçus au DUCM en 2001/2002 au Sénégal, mars 2003 – Archives RESAFAD
- David Barral, « Compte rendu du séminaire tenu à l’IIEP du 24 au 26 avril 2002 sur les classes multigrades », juin 2002 – Archives RESAFAD
- Bernard Audinos, « Compte rendu du Séminaire Interactif des Responsables de Planification » février 2000 – Archives RESAFAD
- RESAFAD, Présentation du projet SUMEF, octobre 1999
- Valérie Cador/RESAFAD, Bilan SUMEF, novembre 2002
- Richard Servel, « premier rapport semestriel » Lomé, avril 2003 – Archives RESAFAD
- Marie-Paule Théry, « Réflexions sur l’expérimentation UeL -PCSM en Guinée » in Actes « rencontres RESAFAD 2003, l’usage des réseaux pour l’éducation en Afrique » à paraître
- Jean Valérien, « Rapport de Mission en Guinée du 19 au 26 janvier 2001 » Paris - Archives RESAFAD
- Jean Valérien, « Rapport de Mission en Guinée du 27 novembre au 02/décembre 2001 » Paris - Archives RESAFAD
- Jean Valérien, « Rapport de Mission en Guinée 28 janvier au 5 février 2003 » Paris - Archives RESAFAD
- Marie-Paule Théry, « Compte rendu de mission au centre universitaire de labé, Conakry, février 2003 – Archives RESAFAD
- Marie-Paule Théry, « Compte rendu de mission à l’université de Kankan, Conakry, février 2003 – Archives RESAFAD
- Jean Valérien, « Compte rendu de Mission en Guinée équatoriale » à Malabo du, 18 au 24 juillet 2000 – Archives RESAFAD
- Valérie Cador/ RESAFAD, « Présentation de RESAFAD en Guinée Equatoriale » décembre 2002
- Sophie Bel, « Compte rendu de mission à Bata (installation d’une salle RESAFAD) du 22 au 25 avril » Malabo, avril 2003
- Bulletin d’information RESAFAD (disponibles sur papier et sur le site edusud
 - N°1 – janvier 1997
 - N° 2 – janvier 1998
 - N° 3 – avril 1998
 - N° 4 – décembre 1998
 - N° 5 – avril 1999
 - N° 6 – décembre 1999
 - N° 7 – octobre 2000
 - N° 8 – juin 2001
 - N°9 – février 2002
 - N° 10 – décembre 2002
 - N° 11 – juin 2003

SOURCES INTERNET

- Site Edusud: <http://www.edusud.org>
- Site RESAFAD Burkina Faso: <http://www.bf.resafad.org>
- Site RESAFAD Guinée : <http://www.gn.resafad.org>
- Site RESAFAD Sénégal : <http://www.sn.resafad.org>
- Site RESAFAD Togo : <http://www.edusud.org/resafadtogo/>
- Site courrier de l'UNESCO : http://www.unesco.org/courier/2000_11/fr/doss32.htm
- Revue « Stratégie » n° 14, avril 2003, ed. Ministère de l'Economie et des Finances, Direction des Relations Economiques Extérieures :
http://www.men.minefi.gouv.fr/webmen/international/inter_dree.html
- Rapports sur l'état de l'accès à Internet édités sur le Web par l'association APC (Association for Progressive Communication). Le premier date d'octobre 1998 et le second de juillet 2002 : <http://www.apc.org/>
- Site du Fonds Francophone des Inforoutes : <http://www.francophonie.org/fonds/>
- Site personnel du Conseiller Technique Régional, Jean-François Terret :
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/>
et en particulier, à propos de ses missions :
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/Benin01.htm>
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/Burkina01.htm>
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/GuinEqu01/.htm>
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/GuinEqu01/.htm>
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/Mali01.htm>
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/Sene01.htm>
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/Togo01.htm>
<http://jfterret.free.fr/DocsCTR/Togo02.htm>
- Site de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie :
<http://www.francophonie.org/fonds/>
- Site togolais sur la « *chefferie chez les Ewe* »,
<http://www.chez.com.chefsewe/accueil.html>
- Site burkinabé de la « *Cellule d'Appui à la Formation Professionnelle* » (CAFP),
<http://cafp.bf>,
- Site burkinabé des ENEP : <http://enepbf.zcp.bf> (adresse provisoire)
- Site « La Structure de Formation Continue des Professeurs du Sénégal » :
<http://sfc.education.sn>
- Site sénégalais de « *l'Appui à l'Enseignement Scientifique* » :
<http://www.examen.sn>
- Site burkinabé du centre d'Etudes et de recherches en Lettres, Sciences Humaines et Sociales (CERLESHS) : <http://www.bf.resafad.org/cerleshs/>

CEDEROMS CONSULTES :

- « Bwa, l'enfant du Dô » SUMEF RESAFAD-Burkina Faso
- « Herbier : 34 plantes anti-parasitaires de la pharmacopée traditionnelle guinéenne » SUMEF RESAFAD – Guinée
- « Le peuplement du Togo » SUMEF RESAFAD – Togo
- « Usages des TICE en Afrique francophone, Burkina, Niger, Sénégal, Togo »
SUMEF-RESAFAD

PUBLICATIONS SUR RESAFAD

Ouvrage

Enseignement à distance et apprentissage libre en Afrique sub-saharienne (dir J.Valérien)
– ADEA, 2003

Chapitres dans des ouvrages

G. Jacquinot, J. Guidon, J. Valérien, M. Vivet, J. Wallet, Resafad, un réseau pour
l'apprentissage en Afrique, Entretiens du CNED, 1999

J. Wallet, Cyber-espace et auto-formation (coord S. Alava), De Boeck édition, 2000

Articles dans des revues

J. Guidon, revue « La recherche », 1998

J. Guidon, J. Valérien, J.Wallet, Pays francophones d'Afrique saharienne, enseignement
à distance : état de l'art, « Actualité de la formation permanente » N°181, Francophonie
et formation, nov 2002

J.F. Terret, Le diplôme de communicateur multimédia, « Actualité de la formation
permanente » N°181, Francophonie et formation, nov 2002

J. Wallet, TICE en Afrique francophone : l'exemple de Resafad, Dossier de l'ingénierie
éducative, CNDP, mars 2003

Articles de presse

Ressources (1999)

Ouest France sur le DUCM (1999)

Le monde de l'éducation sur le DUCM Madagascar (2000)

Jeune Afrique (2000)

Journal Le Monde sur le WEM à Vancouver (2000)

Lettre Agora (2001)

Recherches universitaires en cours

4 thèses de doctorat actuellement en cours autour du Resafad ou de la FOAD en Afrique

REMERCIEMENT POUR LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE EFFECTUEE ET
LES INFORMATIONS ENVOYEEES PAR COURRIER ELECTRONIQUE

A

Valérie Cador, RESAFAD-Paris

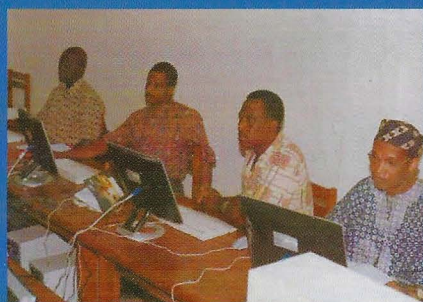
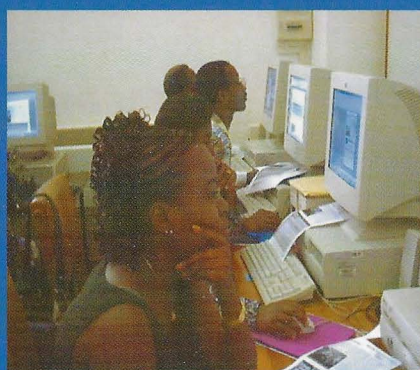
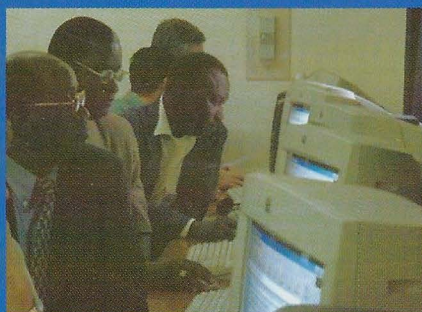
Abdoul Goudoussi Diallo, Directeur du Centre Universitaire de Labé en Guinée

Papa Youga Dieng, RESAFAD-Sénégal

Dominique Perrin, RESAFAD- Burkina Faso

Jean-François Terret, CTR – Bénin

Remerciement à Christophe CHAILLOT pour la couverture et l'aide à la publication.

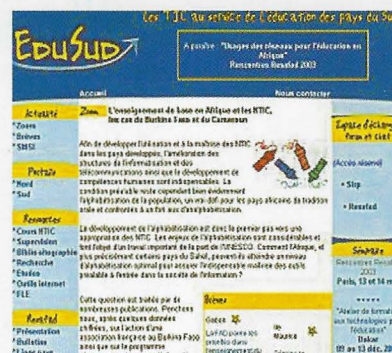


RESAFAD-TICE, programme mobilisateur inter-États du ministère français des Affaires étrangères, est opérationnel depuis maintenant 6 ans. Il a pour finalité l'émergence ou le développement d'expertises nationales en matière d'utilisation des TIC pour l'éducation et la formation au sein des neuf pays africains partenaires.

Les acquis de RESAFAD-TICE sont aujourd'hui:

- formation aux TICE pour les personnels des différentes Directions des ministères de l'Éducation, les formateurs de formateurs, les directeurs d'école, les inspecteurs et les chefs d'établissement ;
- productions mutualisées de contenus de formation originaux ;
- illustration de "bonnes pratiques" en matière de TICE, allant de la formation à distance assistée par Internet (de la correspondance au "e-learning") au travail collaboratif ;
- apport d'expertise au secteur éducatif.

Cet ouvrage permettra au lecteur de découvrir, classées en 10 types d'action, les activités du réseau.



Site EduSud accessible à l'adresse : www.edusud.org

RESAFAD-TICE

Réseau d'appui francophone pour l'adaptation et le développement des technologies de l'information et de la communication en éducation

ADPF. ministère des Affaires étrangères - Les Patios St Jacques - 6 rue Ferrus - 75683 PARIS CEDEX 14
Tél : 33 (0) 1 43 13 15 02 Télécopie : 33 (0)1 43 13 15 04 - mel : coordination-resafad@edusud.org

